

UNIVERSITE DE OUAGADOUGOU

**INSTITUT DES SCIENCES
HUMAINES ET SOCIALES**

DEPARTEMENT DE GEOGRAPHIE

BURKINA FASO

La Patrie ou la Mort, Nous Vaincrons !

MEMOIRE DE MAITRISE

DEGRADATION DU MILIEU, AMENAGEMENT ET GESTION DES TERROIRS A ZIGA ET A RASKO (PROVINCE DU YATENGA)

Présenté par :
PARE Lacinan

Sous la Direction de :
NEBIE Ousmane
Maître-Assistant

Année Universitaire
1989-1990

DEDICACE

A NOTRE MERE

Pour les efforts consentis tout le long de notre formation,

Aux braves paysans du BURKINA FASO pour leur lutte contre l'adversité de la nature.

T A B L E D E S M A T I E R E S

	PAGES
RESUME & MOTS CLES	7
REMERCIEMENTS	8
I N T R O D U C T I O N	10
I) PROBLEMATIQUE	10
II) METHODOLOGIE	12
A) La documentation	12
B) Les enquêtes de terrain	13
 1ere Partie : <u>LE CADRE DE L'ETUDE</u> (UNE DYNAMIQUE ALARMANTE)	
CHAPITRE I LE MILIEU PHYSIQUE	17
I) UNE DIVERSITE DES SITUATIONS GEOGRAPHIQUES ET AGRAIRES LE ZONAGE DU YATENGA	17
A) Le zonage du Yatenga : critères et définitions	17
1) La zone sud	17
2) La zone centrale	18
B) Les Villages concernés par l'Etude : deux situations agro-écologiques différentes	18
II) LES POTENTIALITES DU MILIEU PHYSIQUE	20
A) Les terres de cultures	20
B) Un couvert végétal en nette régression	25
C) Le climat	26
1) Les températures	26
2) Une pluviométrie chroniquement déficitaire	28
D) L'érosion un phénomène très actif	29
1) L'érosion éolienne	29
2) L'érosion pluviale	29
CHAPITRE II LE MILIEU HUMAIN	34
I) LA DEMOGRAPHIE ET L'ORGANISATION SOCIO-ECONOMIQUE	34

A)	Les données démographiques	34
B)	Les infrastructures socio-économiques	35
C)	L'organisation sociale	36
D)	Le système de production	37
E)	La production	38
1)	Des activités économiques où prédomine l'agriculture ...	38
2)	La production	40
F)	L'émigration, un palliatif aux déficits céréaliers	42
II)	LES FEMMES; UNE MAJORITE SILENCIEUSE MAIS OMNIPRESENTE DANS LES ACTIVITES DE PRODUCTION	44
A)	Le statut de la femme	44
B)	La part de la femme dans les activités de production ...	45
C)	Les ressources de la femme	45
2	Partie : <u>LES OPERATIONS D'AMENAGEMENT</u>	
	CHAPITRE. III DES STRATEGIES PAYSANNES AUX INTERVENTIONS EXTERIEURES	49
I)	LES PRATIQUES ET LES STRATEGIES PAYSANNES	49
A)	La jachère	49
B)	Le paillage	50
C)	La fumure organique	50
D)	L'association de cultures	50
E)	Les techniques d'économie de l'eau	51
1)	Les Zay traditionnels	51
2)	L'utilisation des tiges de mil et des branchages	52
II)	LES INTERVENTIONS EXTERIEURES DANS LES ZONES D'ETUDE ...	54
A)	Les structures de l'Etat : le GERES et le FEER	54
1)	LE GERES (1962-1965)	54
2)	Le F.D.R. et le FEER	58
B)	Les ONG et les projets	60
C)	La situation dans les villages d'étude	61
D)	L'analyse des interventions extérieures dans la zone d'étude	62
	CHAPITRE IV LE PROJET RECHERCHE DEVELOPPEMENT DU YATENGA	64
I)	PRESENTATION GENERALE	64
A)	Les objectifs et la stratégie d'intervention	64

B)	La vulgarisation des thèmes techniques, le crédit et la gestion des terroirs, trois domaines indissociables	65
C)	L'appui à l'organisation	66
D)	Un environnement institutionnel à la mesure des activités engagées	67
II)	ANALYSE DES RESULTATS	67
A)	Les résultats : une réussite agronomique et socio-économique encourageante qui pose des problèmes de diffusion	67
1)	De l'opération "paysans encadrés" au réseau de "paysans de référence"	67
2)	Les résultats	68
a)	Les tests d'amélioration foncière	68
b)	Les thèmes techniques	69
c)	Le crédit	70
B)	Une diffusion très timide	71
III)	QUELQUES PROPOSITIONS POUR L'AMELIORATION DE LA SITUATION DES TERROIRS DE RASKO ET DE ZIGA	73
A)	L'approche participative et la sensibilisation	73
B)	La formation	74
C)	Les thèmes techniques prioritaires	74
1)	La lutte anti-érosive	74
a)	La conservation des terres cultivées	77
b)	La protection des terres incultes	77
2)	l'intensification et la mécanisation	77
3ème Partie : <u>LA GESTION DES TERROIRS, UNE APPROCHE</u> <u>AU SERVICE DE LA SECURITE DU MONDE RURAL</u>		
CHAPITRE V	DROIT FONCIER COUTUMIER ET REORGANISATION AGRAIRE ET FONCIERE (R.A.F.) : COMPLEMENTARITE OU OPPOSITION	80
I)	LE REGIME FONCIER COUTUMIER	80
A)	L'origine des terroirs de RASKO et de ZIGA	80
B)	Le régime foncier	80
II)	LA REORGANISATION AGRAIRE ET FONCIERE ET SON APPLICATION	82

A)	Les textes antérieurs à la RAF	82
B)	La Réorganisation Agraire et Foncière	83
1)	Les textes : quelques aspects fondamentaux	83
2)	Le Domaine Foncier National (D.F.N.)	83
3)	La gestion du D.F.N.	84
a)	Les aménagements pour les cultures pluviales	84
b)	La place de l'élevage dans les textes	84
4)	Les structures de gestion et leur rôle	85
5)	Les textes anciens et nouveaux : convergences et divergences	86
CHAPITRE VI LE PAYSANNAT ET LA RAF		87
I)	PERCEPTION PAYSANNE DE LA RAF	87
A)	La méconnaissance des textes	91
B)	La R.A.F. : des dispositions dont l'application pose des problèmes	91
1)	Les Chefs de Terre	92
2)	Les C.R.	92
C)	Les critiques paysannes et les chances d'applicabilité de la R.A.F.	93
II QUELQUES PROPOSITIONS POUR UNE MEILLEURE APPLICATION DE LA R.A.F.		95
CHAPITRE VII GESTION DES TERROIRS ET DEVELOPPEMENT RURAL		98
I)	OCCUPATION ET UTILISATION TRADITIONNELLE DES TERROIRS ..	98
II)	GESTION DES TERROIRS : OBJECTIFS ET APPROCHE	99
A)	Les objectifs	99
B)	L'approche terroir	99
1)	L'aménagement	99
2)	Le développement	100
C)	La perception paysanne de l'approche terroir	100
D)	L'amélioration du niveau économique de la femme : une condition essentielle de la réussite de l'approche terroir	101
III)	ZIGA ET RASKO QUEL AVENIR ?	101
A)	Les aspirations paysannes	101
B)	Le Programme Spécial CES/AGF dans le Plateau central ...	103
1)	Présentation du Programme	103
2)	Objectifs et domaines d'intervention	103
a)	Objectifs	103
b)	Domaines d'intervention	104

b1	La C.E.S.	104
b2	L'AGF	104
b3	L'I.A	104
b4	La R/D.	104
b5	Le Crédit Rural	104
3)	Philosophie et stratégie d'intervention	105
c)	Les atouts et les limites du Programme Spécial CES/AGF .	106
1)	Les atouts	106
a)	L'adhésion des autorités politiques et la participation paysanne	106
b)	La Recherche-Développement, l'Agroforesterie et le Crédit Rural	107
c)	Une expérience nouvelle : les C.T.P.	107
2)	Les limites	108
a)	L'absence des activités d'élevage	109
b)	L'absence de personnel d'exécution	109
c)	La lourdeur administrative	109
	CONCLUSION	111
	BIBLIOGRAPHIE	113
	TABLE DES CARTES ET FIGURES	118
	TABLE DES TABLEAUX	118
	PLANCHES	119
	SIGLES UTILISES	120
	ANNEXES	121

R E S U M E

Dégradation du milieu, aménagement et gestion des terroirs sont les principaux thèmes abordés dans ce document. Le plateau central au BURKINA FASO est depuis longtemps confronté à une dégradation continue de ses ressources. Les paysans, l'Etat à travers ses structures techniques, les ONG et projets de développement rural, conjuguent leurs efforts pour inverser la dynamique de destruction, comment et avec quelles méthodes les paysans et les partenaires extérieurs (Etat et ONG) y font face.

Depuis le 4 Août 1984, de nouveaux textes régissent la gestion de la terre au BURKINA FASO. Une démarche nouvelle en matière d'approche du milieu rural a également vu le jour depuis Juillet 1987.

Comment les producteurs du plateau central à travers ceux de ZIGA et de RASKO (Yatenga) dont les mentalités ont été forgées par des pratiques séculaires réagissent-ils par rapport à ces innovations?. Le présent ouvrage tente d'apporter des éléments de réponse à ces interrogations.

MOTS CLES

BURKINA FASO / PLATEAU CENTRAL / YATENGA / RASKO ET ZIGA /
DEGRADATION DU MILIEU / AMENAGEMENT / GESTION DES TERROIRS / R.A.F.

REMERCIEMENTS

La présente étude a été réalisée grâce aux contributions des paysans de RASKO et de ZIGA, de l'Unité Centrale du Programme Spécial CES/AGF, des enseignants du Département de géographie.

Nous remercions particulièrement les chefs de cellules du Programme Spécial CES/AGF : ZABRE D. ARISTIDE, DIALLO OUMAROU pour leur marque d'attention, ZIDA B. RENE pour ses conseils et sa constante sollicitude. Nos remerciements s'adressent aussi au camarade OUEDRAOGO SAÏDOU pour nous avoir donné le temps de rédiger notre mémoire, aux chefs de section de la cellule O.S.A. KONDE A. BENJAMIN et SON G. qui ont accepté partager les tâches qui nous revenaient afin de nous permettre de nous consacrer uniquement à notre étude, à tous les Agents de l'UCP pour leur franche collaboration et leur soutien moral.

Nous avons été dans notre travail de terrain, suivi et conseillé par le camarade KAMBIRE JEAN-MARTIN (notre maître de stage). Il nous a apporté un soutien moral et matériel tout au long de notre stage. Qu'il trouve dans ce document qui est aussi le sien, la marque de notre reconnaissance.

Au camarade NEBIE O. notre Directeur de Mémoire, nous disons simplement et modestement merci pour l'attention qu'il n'a cessé d'accorder à notre travail.

Aux braves paysans de RASKO et de ZIGA, aux Camarades JUSTIN TIEMTORE technicien de recherche à ZIGA, OUEDRAOGO OUSSENI chef de service départemental d'agriculture à TOUGO, que cette étude puisse servir à gagner le combat vers l'autosuffisance alimentaire.

Nous exprimons notre profonde gratitude aux Camarades PARE BOGUINI pour son soutien moral et matériel, OUEDRAOGO ADAMA pour ses conseils, OUEDRAOGO MOUSSA au PNGTV pour sa constante sollicitude, à la camarade KONDE FANTA pour le traitement de notre texte et à COMPAORE KADY pour son aide multiforme.

A tous ceux qui nous ont aidé et dont les noms n'ont pu être cités, nous disons que nous n'oublions pas.

I E R E P A R T I E

LE CADRE DE L'ETUDE

(UNE DYNAMIQUE ALARMANTE)

I N T R O D U C T I O N

PROBLEMATIQUE

L'économie du BURKINA FASO, repose essentiellement sur les activités agropastorales. Dans ce pays sahélien, plus de 90% de la population tirent leur revenu du travail de la terre.

Jusqu'en 1984, le développement agricole était sous la tutelle du Ministère du Développement Rural (M.D.R.). A partir de cette date, une politique de décentralisation tous azimuts s'est opérée. Ceci s'est d'abord traduit par l'éclatement en 1984 du Ministère en trois départements (Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, Ministère de l'Eau et Ministère de la Question Paysanne devenu aujourd'hui Ministère de l'Action Coopérative Paysanne), l'objectif étant de cerner avec efficacité tous les aspects y afférents (formation coopérative, conservation des Eaux et des Sols "CES"...). A cela, il convient d'ajouter les nombreux projets de développement agricoles qui ont vu le jour dans le pays.¹

Malgré la disponibilité et la volonté exprimées de part et d'autre, l'autosuffisance alimentaire demeure toujours un objectif à atteindre. Plusieurs raisons sont avancées pour expliquer cette situation : le déficit pluviométrique, le système foncier discriminatoire, le taux d'accroissement démographique, la gestion non rationnelle des terres et la dégradation continue du milieu. Cette dernière raison qui est plutôt une conséquence des quatre autres qu'une cause, a ces dernières années, fait prendre conscience de la nécessité de repenser le mode d'utilisation de l'espace. Le phénomène est encore plus réel pour le plateau central.

En effet, avec une densité de population allant de 44 à 55 hab/Km² (voir plus), un taux d'occupation agricole compris entre 45 et 83% et un taux de dégradation égal à 16,4%, cette partie du pays connaît une situation critique.

Au Yatenga par exemple, province située au Nord-Ouest du pays, les taux dans l'ordre précité sont : 55 hab/Km², 83%, 16,4% et le déficit céréalier avoisinerait 100 000 T/an. C'est cette province et plus particulièrement les villages de RASKO et de ZIGA qui ont été choisis comme cadre de nos investigations.

Dans la présente étude qui apparaît comme une contribution à

¹ Au titre du plan quinquennal de développement populaire 1986-1990, l'enveloppe financière nécessaire à la réalisation des 109 projets (situation au 31 Mars 1988) exécutés ou en cours d'exécution s'élève à 124 276 millions de F CFA.

la recherche de l'autosuffisance alimentaire, nous avons d'abord l'ambition d'analyser l'évolution des ressources humaines et physiques des terroirs concernés, de faire un bilan des interventions extérieures et des réactions paysannes. Nous voulons ensuite voir dans quelle mesure la réorganisation Agraire et Foncière (RAF) à travers la Démarche Terroir peut, face à l'utilisation traditionnelle de l'espace, trouver un cadre d'application.

Pour mener à bien ce travail, la méthodologie suivante a été utilisée.

II)

M E T H O D O L O G I E

La méthodologie suivie a comporté essentiellement deux phases : la documentation et les enquêtes de terrain.

A) La documentation

Elle s'articule autour de trois principaux axes correspondant au cheminement de l'étude. Cette division procède de notre démarche globale qui consiste à partir du général au particulier.

Ainsi, avons-nous d'abord lu des documents généraux afin de nous faire une idée des différentes méthodes d'approche du monde rural, des principes méthodologiques communs et de la diversité des opinions sur le développement rural.

Ensuite, nous nous sommes intéressé aux ouvrages traitant de la C.E.S , des aménagements et de la gestion des terroirs. Nous avons pu prendre connaissance des rudiments en la matière, des grands principes et des limites de la conservation des ressources.

Enfin, la dernière partie fut entièrement consacrée aux documents sur le thème et sur la province du Yatenga. Elle a permis de savoir qu'à Ziga des études ont été réalisées et que celles-ci ont pour la plupart des objectifs sectoriels (agronomie, foresterie, pédologie, etc...). A Rasko, en dehors des rapports techniques de l'encadrement agricole, il n'en existe aucune.

Grâce à cette lecture, nous avons pu cerner les notions de terroir, de gestion, d'aménagement et de développement rural. Cependant, les ouvrages consultés, très spécialisés, donnent peu de chiffres sur les statistiques agricoles. Ces données couvrent toute une région (province, département) et font rarement allusion aux entités de base que sont les villages. Cinq ouvrages ont retenu notre attention et ont servi de base à l'élaboration d'un questionnaire ² en vue des investigations sur le terrain. Ce sont :

- Ordonnance n°84-050/CNR/PRES du 4 Août portant réorganisation agraire et foncière au Burkina Faso et le décret d'application n°85-104/CNR/PRES du 4 Août 1985 (CNR).
- Conservation des sols au Sud du Sahara (CTF).
- Projet de Recherche/Développement du Yatenga, rapport de synthèse (OUOBA B. & RODRIGUEZ L),
- Evolution des systèmes agraires Bwa et Pougouli de Pô-ouest (NEBIE O.)

² Pour le plan du questionnaire se reporter à l'annexe IV.

- Possibilités et limites de l'intensification des systèmes de cultures vivrières en zone soudano-sahélienne : le cas du Yatenga (DUGUE,P)

B) Les enquêtes de terrain

Cette étape qui s'est déroulée entre Avril et Mai 1989 a commencé par le Centre Régional de Promotion Agropastorale (C R P A) nord Yatenga dont relèvent Rasko et Ziga. L'exploitation de certaines cartes (topographiques, densité de population, migration, occupation du sol), les discussions avec quelques responsables du CRPA nous ont éclairé et donné des informations précises sur nos deux villages d'étude.

A Ziga 45 des 104 Unités Domestiques (UD) dénombrées ont été enquêtées. Le choix de l'échantillon repose sur la classification des types d'exploitants selon le niveau d'équipement et l'activité annexe (tableau 15). Ce groupe englobe des paysans encadrés et non encadrés. Pour la réalisation de l'enquête nous avons bénéficié du concours d'un enquêteur du CRPA originaire du village afin de minimiser le problème de communication et d'éviter la méfiance des producteurs. A Rasko, l'enquête a touché 20 des 26 UD existantes.

D'une façon générale, nous avons eu recours aux interviews et entretiens comme principales méthodes.³ Au niveau des U.D., les deux procédures ont été associées, alors qu'en ce qui concerne les catégories socio-professionnelles, nous avons uniquement utilisé les entretiens collectifs (groupement villageois révolutionnaire, femmes, jeunes, cellule d'éleveurs, comité révolutionnaire) et individuels (chefs de terre, chef de village, c.r.).

Au vu des résultats enregistrés, la démarche suivie et le questionnaire utilisé nous inspirent quelques réflexions. En effet, le questionnaire nous a handicapé en raison de sa lourdeur, à tel point que l'idée d'enquêtes exhaustives qui nous animait au départ a dû être abandonnée. Nous nous sommes également rendu compte qu'une pré-enquête de type exploratoire nous aurait permis d'apporter des modifications. Les entretiens en groupes ont eu pour effet d'inhiber certaines réactions. Ainsi, avons-nous souvent assisté à un quasi monopole de la parole par les membres les plus influents.

Ce sont là quelques lacunes imputables à notre inexpérience. Cependant nous avons abouti à un certain nombre de résultats dans ce travail qui se présente en trois parties :

- le cadre de l'étude (une dynamique alarmante)

³ Cf. annexe IV pour la nature des enquêtes

- Les opérations d'aménagement.
- la gestion des terroirs, une approche au service du renforcement de la sécurité du monde rural.

CARTE DE SITUATION DU YATENGA

15



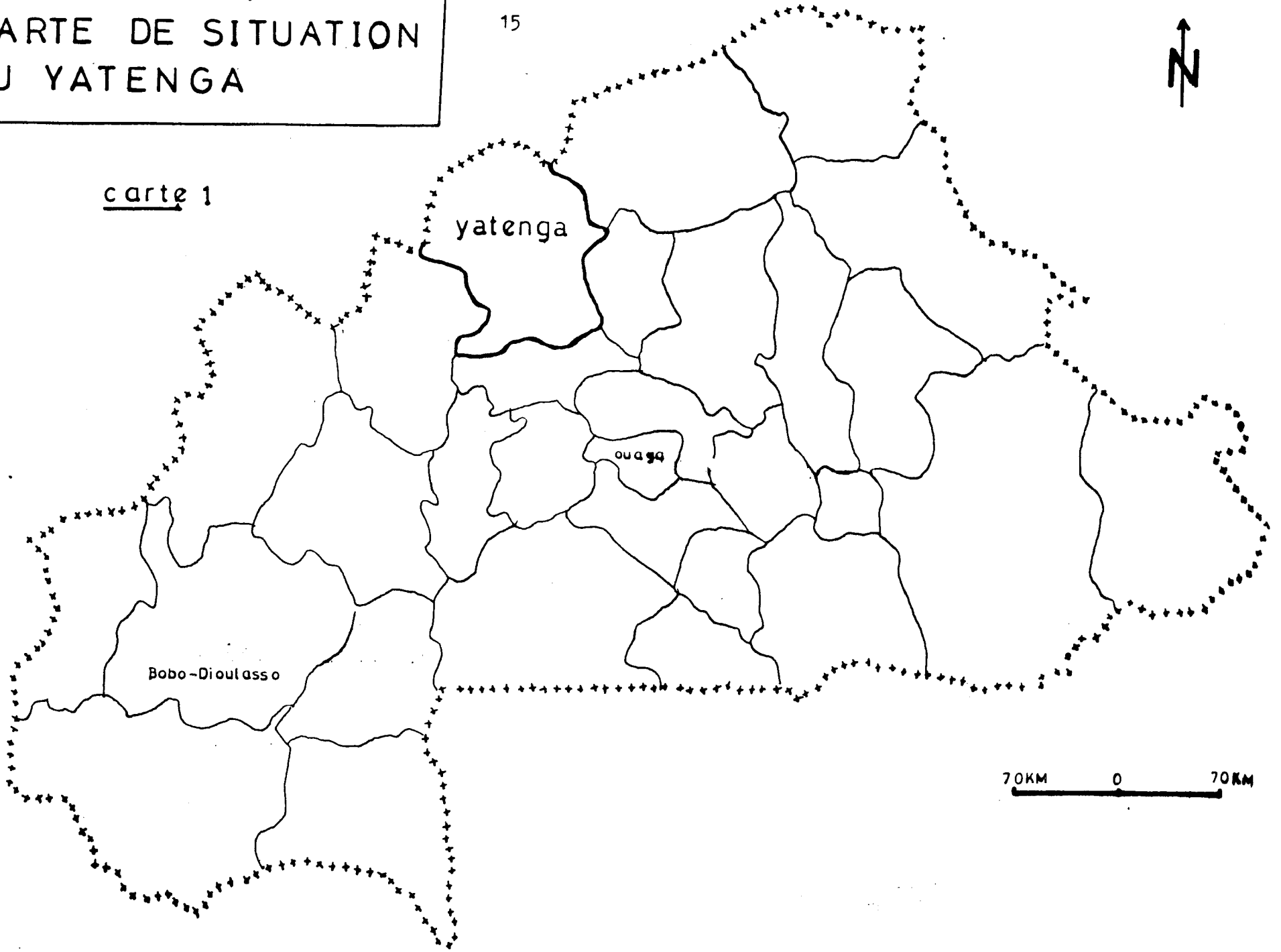
carte 1

yatenga

ouaga

Bobo-Dioulasso

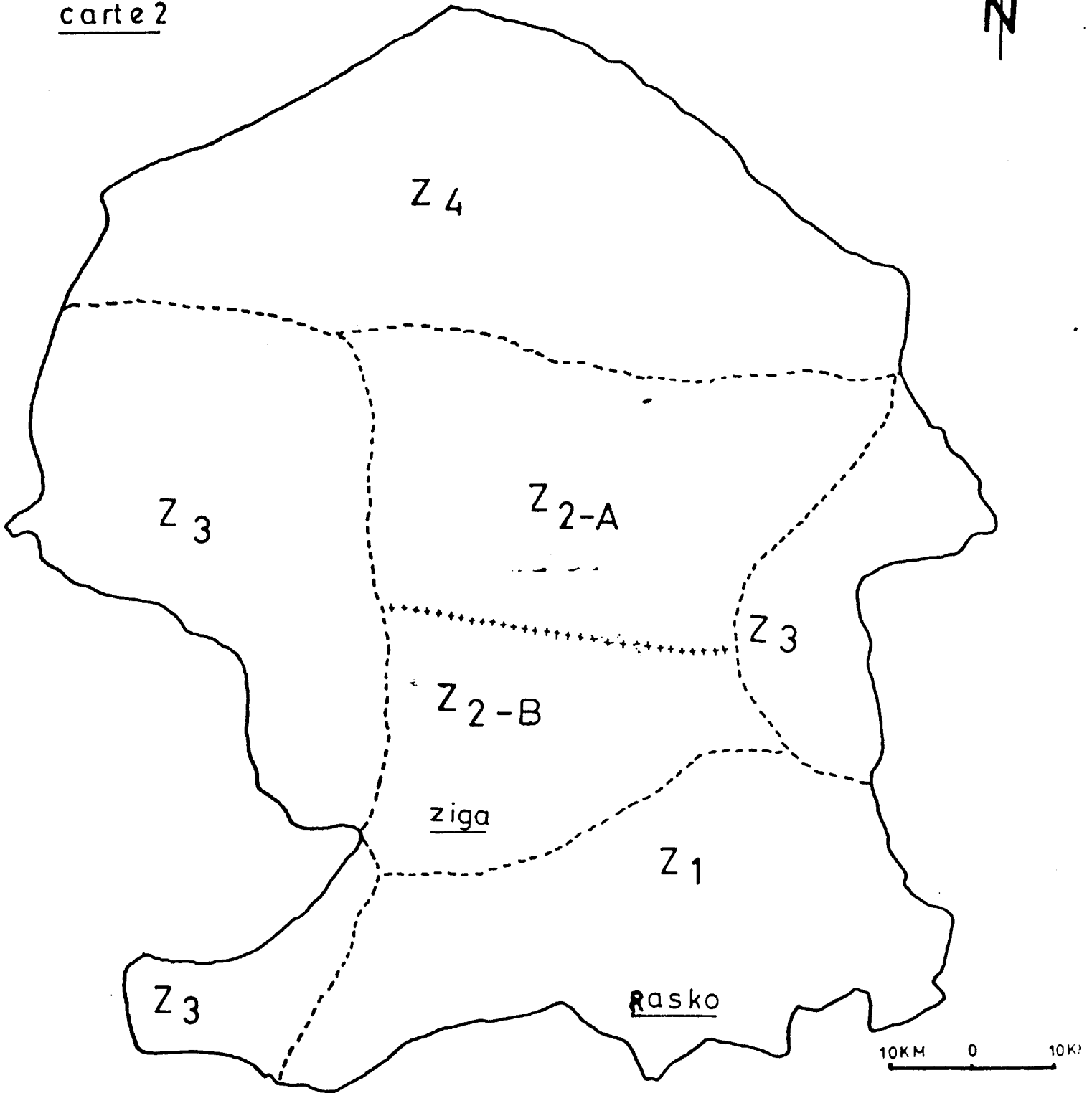
70KM 0 70KM



ZONES AGRO ECOLOGIQUES DU YATENGA

16

carte 2



Légende

<u>z₁</u>	zone sud	<u>z₃</u>	zones périphériques
<u>z_{2-A}</u>	zone centrale	<u>z₄</u>	zone - nord
<u>z_{2-B}</u>	zone centrale	<u>.....</u>	ligne de partage de la zone centrale

CHAPITRE I : LE MILIEU PHYSIQUE

I) UNE DIVERSITE DES SITUATIONS GEOGRAPHIQUES ET AGRAIRES: LE ZONAGE DU YATENGA

Située au nord-ouest du Burkina Faso, la province du Yatenga est la plus septentrionale du plateau central (carte n° 1). Elle couvre une superficie totale de 12.292 km² et est peuplée de 537437 habitants. La densité, 44 habitants/km² est parmi les plus fortes de la région. En 1985, on y dénombrait 66 150 exploitants répartis dans 200 villages et 1251 groupements villageois.⁴

A l'intérieur de cet ensemble situé aux confins des régions sahéliennes : et nord-sahélienne, diverses zones ont été définies auxquelles appartiennent les deux villages d'étude : Rasko et Ziga.

A) Le Zonage du Yatenga : critères et définitions

Le Yatenga est divisé en quatre zones agro-écologiques (carte N°2) : la zone nord, la zone sud, les zones périphériques et la zone centrale (subdivisée en deux sous-zones : centre-nord et centre-sud). Selon DUGUE.P., l'homogénéité du relief et du mode d'exploitation, le gradient pluviométrique nord-sud, la diversité des sols et l'histoire du peuplement mossi, du centre vers la périphérie, sont les critères essentiels de ce zonage.

Pour la définition de ces différentes zones, nous nous limitons volontairement à celles qui englobent notre cadre d'étude (zones centrale et sud).

1) La Zone Sud

Elle se caractérise par la présence de collines de faibles altitudes et de tables cuirassées disposées en auréoles. Sols gravillonnaires, sablo-argileux de bas-fonds constituent les principaux éléments d'un substrat en pleine dégradation.

Cette zone à laquelle appartient le village de Rasko est la plus arrosée. La pluviométrie annuelle est irrégulière et varie de 650 mm à 900 mm. Le système de production qui accordait autrefois la prépondérance à la culture du sorgho sur les terrains gravillonnaires et sablo-argileux, au pâturage et à la culture du coton (1960- 1970) dans les bas-fonds connaît actuellement une certaine évolution du fait des fortes densités humaines (environ 50 habitants : km²) et de la diminution des rendements agricoles. Cette évolution se traduit par la disparition quasi totale du coton, l'extension des cultures vivrières à tous les terrains et la prédominance du mil.

⁴ Ces chiffres sont tirés du recensement démographique de 1985 réalisé par L'INSD.

2) La Zone Centrale

Elle couvre le village de Ziga. Le relief et les sols présentent sensiblement les mêmes caractéristiques que dans la précédente zone. La différence réside dans la précédente zone. La différence réside dans la qualité des terres agricoles et l'importance des bas-fonds. La pluviométrie est comprise entre 500 mm et 700 mm par an (500 mm à 600 mm dans la partie septentrionale, 600 mm à 700 mm dans la zone méridionale).

Cette partie centrale qui correspond à l'ancien périmètre du Groupement Européen de Restauration des Sols (GERES) se caractérise par une saturation des terres cultivables et une dégradation marquée des sols. Les surfaces cultivées en sorgho et celles qui l'étaient en arachide se sont considérablement réduites au profit de la monoculture du mil et du niébé. Cette zone représente le cadre privilégié d'intervention des organismes de développement. C'est également là où la culture attelée est la plus répandue du Yatenga.

B) Les villages concernés par l'étude : deux situations agro-écologiques différentes

Les deux villages se caractérisent par trois grandes unités géomorphologiques de l'amont vers l'aval : les tables cuirassées, les glacis et les bas-fonds. Les types de sols et d'érosion, la végétation et l'exploitation diffèrent suivant ces unités géomorphologiques. Les tableaux ci-dessous résume les grands traits agro-écologiques de Ziga et Rasko.

Tableau 1 : Situation agro-écologique de Ziga

	Géomorphologie	Sols	Végétation	type d'érosion	Exploitation
Unité 1	tables cuirassées	lithosols	steppe arbustive	en nappe, ravine sur versants	sylvo-pastorale
Unité 2	dômes éventrés et glacis	ferrugineux tropicaux à concrétion	savane arborée dégradée	en nappe et rigoles	agro-pastorale
Unité 3	bas-fonds	hydromorphes et bruns vertiques	savane parc à Nere karité tamarinier	ravinement ou épandage	agricole

Sources : Rodriguez L. Les aménagements de quartiers de culture du terroir de Ziga.

Tableau 2 : Situation agro-écologique de RASKO

	Géomorphologie	Sols	Végétation	type d'érosion	Exploitation
Unité 1	tables cuirassées	sols rocheux et caillouteux	surface herbacée par endroits	nappe + ravinement	sylvo-pastorale
Unité 2	glacis	sols gravillonnaires et sablo-argileux	savane arborée dégradée	en nappe	agro-pastorale
Unité 3	bas-fonds	sols argileux	forêt galerie très dégradée	par ruissellement, lit d'écoulement temporaire, ravinement	agricole

Sources : Enquêtes

Bien qu'ils soient situés dans des zones agro-écologiques différentes (carte n°2). Rasko et Ziga présentent, du point de vue des ressources du milieu naturel, des similitudes (tableaux 1 et 2). Les sols, en majorité des sols ferrugineux tropicaux subissent l'action érosive (érosion en nappe et par ravinement) et sont très dégradés tout comme la végétation. Il existe cependant des disparités fondamentales qui sont certainement liées à la situation géographique (niveau technologique, importance économique...).

D'une façon générale, même si la pluviométrie constitue un handicap majeur à la production, Les situations diffèrent d'une zone à l'autre. Ainsi à Rasko, village situé au sud de Yatenga, la pluviométrie est plus importante, la qualité des sols relativement meilleure et le processus de dégradation moins accentué et très récent. Par contre à Ziga, la vulgarisation de la culture attelée est plus avancée⁵ (54% des chefs d'UD enquêtés contre seulement 13% à Rasko) et l'utilisation des intrants agricoles plus importantes (voir tableau 9). A cela s'ajoutent une meilleure maîtrise des

⁵ Il convient de remarquer qu'environ 20 % des producteurs interrogés ne possèdent que l'animal de traction ou l'équipement, l'autre partie ayant été vendue pendant les périodes de sécheresse.

thèmes techniques (semi en ligne, utilisation de la fumure organique et minérale, bonne maîtrise des techniques de lutte anti-érosive et une amélioration des rendements (nous y reviendrons ultérieurement)).

Pour comprendre le sens du combat que mènent paysans et organismes de développement pour l'accroissement de la production agricole, il est indispensable de connaître les ressources du milieu physique.

II) LES POTENTIALITES DU MILIEU PHYSIQUE

A) Les terres de cultures

En même temps que la population et les superficies des terres cultivées s'accroissent, les jachères diminuent. Parallèlement, l'on assiste à l'apparition de sols argilo-sableux décapés et compacts appelés en langue nationale mooré Zippellé.^{6 7} Le tableau 3 indique l'évolution des superficies mises en cultures.

Tableau 3 : évolution du capital foncier à Rasko et à Ziga entre 1952 et 1984

	R A S K O		Z I G A	
	1952	1984	1952	1984
Terres cultivées (ha)	65	367,5	404	1708
Jachères (ha)	550	69,5	707,5	57,5
Zipellés (ha)		59	50	404
Superficie totale (ha)	1960		5060	

L'analyse du tableau (3) révèle qu'à Rasko, les terres cultivées qui occupaient seulement 65 ha en 1952 ont atteint

⁶ Les Zipellés sont des terres sur lesquelles le ruissellement est intense et l'infiltration quasi-inexistante. Elles sont récupérées et mises en culture grâce à un travail mécanique (culture attelée) soutenu qui détruit la couche superficielle imperméable et présente un sol plus favorable à l'infiltration.

⁷ Les données du tableau 3 ont été obtenus après l'analyse des cartes 3 et 4 par la méthode du papier millimétré calque. Il en est de même pour tous les autres chiffres concernant les superficies et cités dans cette partie du travail.

367,5 ha en 1984 soit une progression de 565,88%. Les surfaces réservées aux jachères ont été considérablement réduites pendant la même période passant de 550 ha à 69,5 ha soit un pourcentage de régression de 87,36%. En ce qui concerne les zippellés, elles s'étendaient sur 59 ha en 1984.

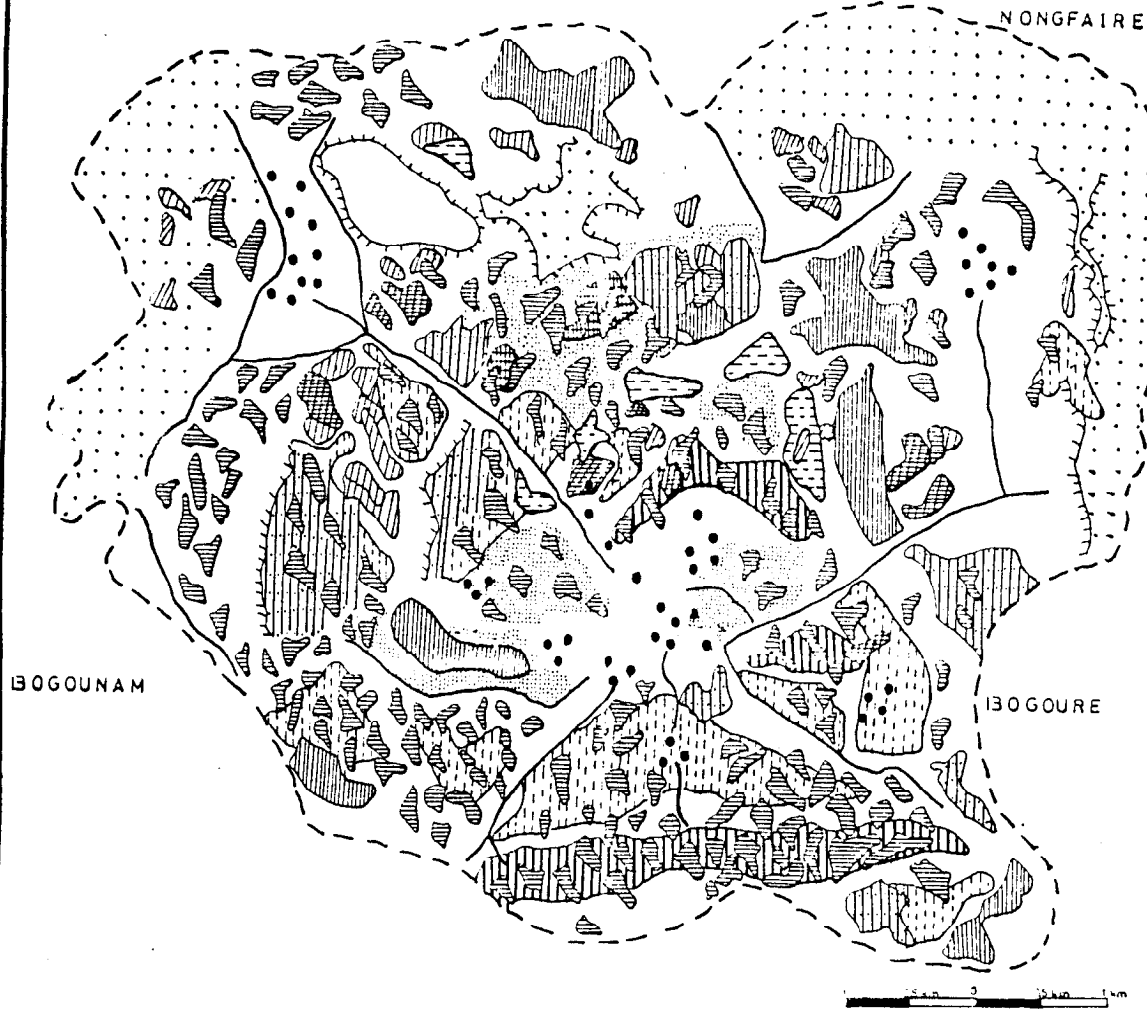


P L A N C H E I

Au premier plan à gauche, terre autrefois cultivable aujourd'hui en voie d'encroûtement, formation Zipellé.

TERROIR DE ZIGA EN 1952 ET 1984

CARTE 3

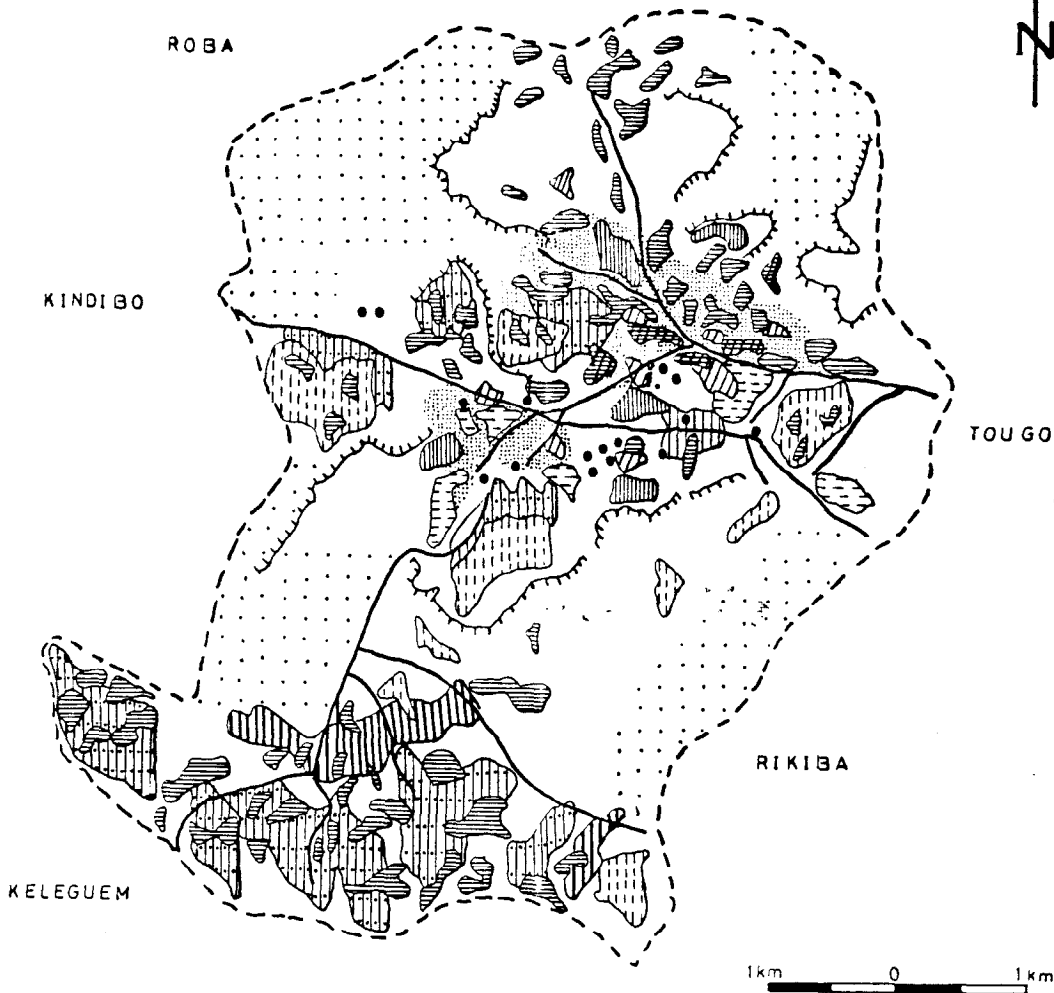














LEGENDE	
substrat rocheux avec végétation clairsemée	zizelle en 1952
habitat	zizelle en 1984
terres cultivées en 1952	jachères en 1952
terres cultivées en 1984	jachères en 1984
terres cultivées en 1952 et 1984	relief
1: couvert végétal en 1952 2: couvert végétal en 1984	pistes
bas-fond	

D'APRES MISSION AOF 017 ND 30X N^{OS} 580-81-82-1952. IGB 1984 N^{OS} 5744-45-46-
MISSION 84066B OUAH

TERROIR DE RASKO EN 1952 ET 1984

CARTE 4



LEGENDE	
 habitat	 bas-fonds
 substrat rocheux avec vegetation clairsemée	 zipelle en 1984
 terres exploitees en 1952	 jachères 1 = 1952 2 = 1984
 terres exploitees en 1984	 limites du terroir
 terres exploitees en 1952 et 1984	 relief
 couvert vegetal 1 = 1952 ; 2 = 1984	 pistes

D'APRES P.V.A. A.O.F. 017 1952 ND 30-X N^{OS} 490-91-92 ET I.G.B. 1984
N^{OS} 5863-64-65

Dans le terroir de Ziga, la situation est tout aussi préoccupante. Les surfaces emblavées et les zipellés (planche I) ont entre 1952 et 1984 enregistré respectivement une progression de 422, 77% et de 808%.

Quant aux superficies allouées aux jachères le recul est aussi important qu'à Rasko : 91, 87 %.

En définitive, les données du tableau 3 montrent qu'en 32 ans le capital foncier des terroirs de Ziga et de Rasko s'est considérablement dégradé. Les zipellés ont gagné énormément du terrain réduisant ainsi les surfaces agricoles utiles. Cette situation est particulièrement remarquable à Ziga.

Dans les deux terroirs, la dégradation des sols est un phénomène réel même si elle est plus rapide à Rasko. Cette disproportion s'explique en partie par le fait que les mesures de lutte contre ce phénomène ont commencé plus tôt à Ziga. Celles-ci, sans avoir encore réussi à inverser la dynamique actuelle, présente des effets induits nettement perceptibles.

B) UN COUVERT VEGETAL EN NETTE REGRESSION

Les cartes 3 et 4 montrent que l'accroissement des surfaces emblavées s'est effectué au détriment du couvert végétal qui a connu un pourcentage de dégradation de 63,25% à Rasko (679 ha en 1952 et 840 ha en 1984) et de 31, 56% à Ziga (1277,5 ha en 1952 et 291,5 ha en 1984). En valeur relative, le rythme de destruction semble plus important à Rasko. Cependant si l'on se réfère aux valeurs absolues (dans l'ordre - 426,6 ha contre - 387, 5 ha)⁸ on s'aperçoit que les réductions concernent sensiblement les mêmes surfaces car les récents reboisements sont inclus dans les 840 ha de couvert végétal visibles à Ziga.

La végétation restante, très disparate, se localise dans ce village, au Sud-Ouest et au Nord. A Rasko, elle occupe le centre du terroir. La mise en exploitation seule n'explique pas cet état de fait. On peut également citer les coupes de bois à des fins de constructions, de cuisine ainsi que l'action des animaux et l'effet de la sécheresse.

Dans les deux terroirs, Lannea microcarpa et Parkia biglobosa constituent la strate arborée. La strate arbustive très entamée, est représentée par Guiréa senegalensis et Piliostigma reticulata. Pennicetum pedicelatum Andropogon gayanus et Parkinsonia se développent le long des limites des champs ou sur les bourrelets anti-érosifs.

⁸ Ces chiffres sont obtenus en faisant la différence entre les surfaces occupées par le couvert végétal en 1952 et en 1984.

Les taux de dégradation (couvert végétal et zipellé) et d'aménagement (sites anti-érosifs) s'obtiennent respectivement par le rapport de la superficie dégradée sur la surface totale et le rapport de la superficie protégée sur la surface totale. Multipliés par 100, ces taux se convertissent en pourcentage et donnent les résultats suivants :

- Dégradation 24,9% pour Rasko et 15,6% pour Ziga
- Aménagement 3,06% pour Rasko et 12,8% pour Ziga.

Les différences observées montrent des pourcentages de dégradation supérieurs aux pourcentages d'aménagement. Le cas de Rasko est particulièrement remarquable puisque les actions de restauration du sol à grande échelle n'ont commencé que lors de la campagne agricole 1988/89 et ne couvrent que 60 ha, contrairement à Ziga où les aménagements du projet Recherche Développement (R/D) atteignent 650 ha.

C) Le climat

1) Les Températures

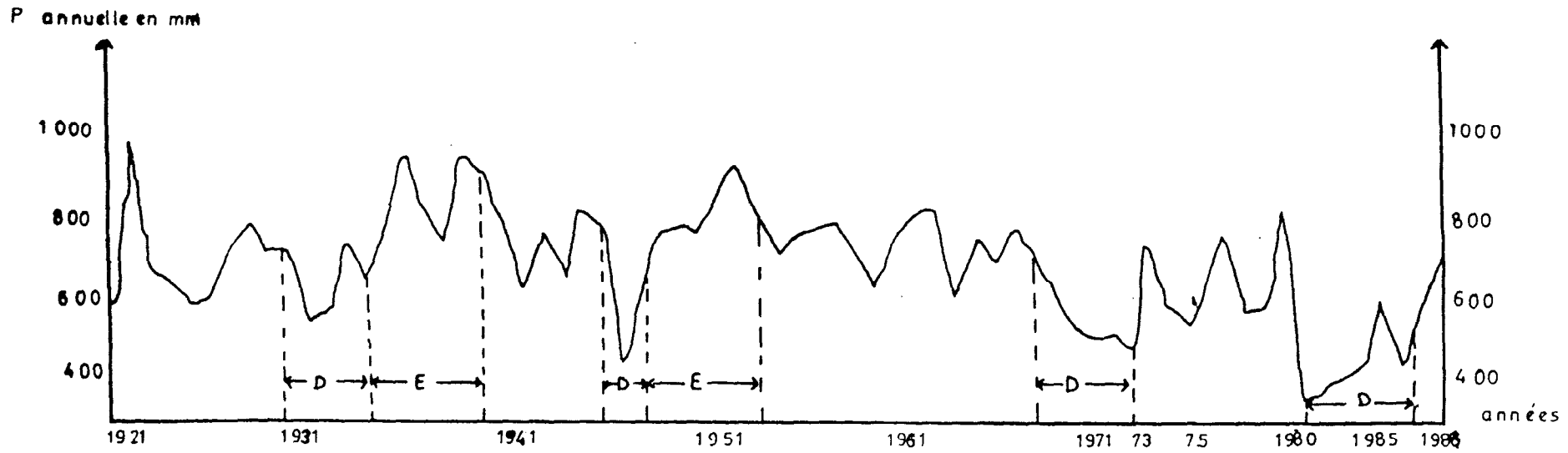
La lecture de l'annexe I révèle des températures quasi constantes entre 1977 et 1988. Ces températures qui sont comprises entre 22,20° et 35,0° atteignent leur maximum en Avril et en Mai.

En hivernage, ces données sont tout aussi importantes. Elles varient de 26,3° à 29,6°. Etant donné que plus du tiers des terroirs est dénudé, l'impact de ces températures sur le milieu ne fait aucun doute. Les rayons solaires arrivent directement au sol sans obstacle et l'évaporation se fait assez rapidement. Dans ces conditions, l'effet stérilisant de la chaleur constitue un frein au développement agricole.

Cependant, si ce phénomène peu perceptible est rarement pris en compte dans les études de milieu, il n'en est pas de même pour la pluviométrie que tous s'accordent à reconnaître comme l'un des principaux facteurs limitant la production agricole. Comment se présente-t-elle dans notre étude et quel est son impact ?

VARIATION DE LA PLUVIOMETRIE ANNUELLE AU YATENGA 1921-1988

FIGURE 1



échelle

200mm
1an

D = périodes a pluviométrie déficitaire

E = périodes a pluviométrie **ex**idantaire.

2) Une pluviométrie chroniquement déficitaire

En l'absence des chiffres précis sur les villages d'étude, nous nous sommes appuyé sur ceux de OUAHIGOUYA que nous jugeons être représentatifs pour Rasko et Ziga (Fig n°1).

De 1921 à 1981, aux relatives périodes d'excédents, succèdent des périodes déficitaires. Celles-ci ont été particulièrement chroniques entre 1970 et 1973, 1980 et 1987.

Au cours de ce demi siècle d'observations, le maximum pluviométrique enregistré se situe en 1921 avec 980 mm et le minimum en 1981 avec 340 mm. L'annexe 1 nous permet d'étayer les analyses. De 1970 à 1988, la pluviométrie a oscillé entre 358,2 mm (1983) et 775,9 mm (1988). Ces quantités d'eau sont respectivement tombées en 48 et 66 jours. Cela correspond à la moyenne du nombre de jours de pluie dans la zone. En principe, pour des cultures dont les périodes végétatives sont comprises entre 60 et 120 jours, la distribution dans le temps paraît acceptable. Cependant, quand on se réfère à la moyenne des cumuls annuels (592,5 mm) qui n'atteint pas 650 mm⁹ et le doute s'installe. A cela s'ajoute la mauvaise répartition comme l'atteste le tableau de pluviométrie décadaire suivant¹⁰

Tableau 4 : Pluviométrie décadaire du mois d'Août 1985

	1er Décade	2è Décade	3è Décade	Total
Quantité d'eau tombées (mm)	42,2	33,1	58,1	133,4
Nombre de jours de pluie	2	1	3	6

⁹ Selon les prévisions les plus optimistes, il faudrait environ 650 mm à 750 mm d'eau par an pour un développement harmonieux des cultures céréalières.

¹⁰ Le tableau de pluviométrie décadaire du mois d'Août 1985 n'a été choisi qu'à titre indicatif.

Dans le cas ci-dessus, la germination d'une graine peut avoir lieu au cours de la première décade. Mais la croissance se fait beaucoup plus difficilement, non pas à cause de l'insuffisance des quantités d'eau, mais en raison de la mauvaise répartition temporelle.

Les pluies dans le Yatenga ont une importance variable d'une zone agro-écologique à l'autre. Ainsi, dans le contexte provincial, Rasko reçoit un total pluviométrique plus élevé que Ziga. Les précipitations annuelles dépassent parfois 800 mm alors qu'elles atteignent rarement ce chiffre à Ziga.

Malgré ces disparités, l'action érosive revêt partout le même caractère.

D) L'ÉROSION UN PHÉNOMÈNE TRÈS ACTIF

La rareté du couvert végétal, la concentration des pluies sur deux ou trois mois et la fragilité des terres, tels sont les facteurs qui entraînent le décapage des sols. On distingue deux types d'érosion éolienne et l'érosion pluviale.

1) L'érosion éolienne

Plus sensible aujourd'hui, elle ne se manifeste réellement qu'à Ziga. Son effet est particulièrement visible sur les aménagements anti-érosifs. En effet, les cordons pierreux (non enherbés) sont souvent recouverts de dépôts éoliens limitant ainsi leur efficacité.

2) L'érosion pluviale

Plus active, elle est présente dans les deux terroirs et tient au caractère des pluies qui tombent sous forme d'averses de courte durée provoquant la saturation des sols. Il se forme alors une pellicule argilo-sableuse compacte appelée couche de battance. Ce phénomène favorise beaucoup plus le ruissellement que l'infiltration des eaux.

L'absence d'une couverture végétale, l'extrême sensibilité structurale des terres et l'intensité des précipitations ont fini par donner des surfaces très lessivées, caractérisées par un appauvrissement des horizons de surface en argile et par une diminution de la teneur en matière organique. A cela s'ajoute l'influence des pentes.

A Ziga, elles sont relativement faibles dans les champs de brousse (0, 5% à 1, 5%) et importantes dans les alentours immédiats des habitants (2% à 3%).¹¹

Par contre à Rasko, la proximité des collines au nord du village imprime une orientation générale nord-sud et donne des valeurs plus élevées (3% à 9%).¹²

¹¹ : Les valeurs de pente à Ziga sont celles qui ont été calculées par le projet R/D du Yatenga.

¹² : Ces chiffres ont été obtenus par estimation sur le terrain.

Tableau 5 : Degradation specifique dans le Yatenga (1970 - 1988)

ANNEES	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978
DS (T km3 an)	1493,19	1160,37	524,82	1013,96	2765,30	3522,20	426,28	1363,24	1214,78

Tableau 5 (suite)

ANNEES	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
DS (T km3 an)	615,60	1986,80	1128,96	783,31	642,28	755,25	932,34	878,57	548,12	2839,75

Afin d'avoir une idée du volume de terre emportée par l'érosion nous avons eu recours à diverses méthodes de calculs. En dehors de l'équation de Wischmeier (1959) dont nous n'avons pas tous les éléments, il n'y a que la formule de Fournier (1958) qui donne une estimation de l'érosion selon les termes suivants : T/km²/an. Cette formule utilise la pluviosité du mois le plus arrosé et celle de l'année.

L'équation de Fournier est la suivante :

$$PS = 27,12 \frac{P^2}{p} - 475,4 \text{ ou}$$

P est la précipitation du mois le plus arrosé

P la précipitation annuelle

DS est la dégradation spécifique

Cette méthode de calcul n'est valable que pour les régions au relief peu accentué comme le Yatenga. Le tableau n°5 donne l'évolution des dégradations spécifiques dans cette province.

Les chiffres oscillent entre 426, 28 T/km²/an et 3522,20T/km²/an. Par ailleurs, les variations inter annuelles montrent que les chiffres les plus bas correspondent aux années de déficits pluviométriques (fig 1) comme les années 1972, 1976, 1979, et 1982 à 1987. Ces périodes correspondent à des moments de sécheresse où les sols n'ont pas reçu de pluies intenses. Par contre, les années ayant connu une amélioration de la pluviométrie enregistrent les pertes en terre les plus justificatives. La moyenne des Ds elle-même demeure encore très forte : 1294, 47 T/km²/an. A titre de comparaison, l'ablation est de 1300 T/ m²/an à Dori et de 1970 T/km²/an à Fada N'Gourma.¹³

Sur l'ensemble des terroirs, l'érosion en ravine est localisée alors que l'érosion en nappe ¹⁴ plus importante a conduit à l'apparition de Zipellé.

Le coefficient de ruissellement sur ceux-ci serait selon DUGUE.P. de l'ordre de 80% à 100%. Sur les sols gravillonnaires non cultivés des pentes, il atteindrait 40% à 80%

¹³ : Ces chiffres sont cités par Boulet R dans son ouvrage Toposéquences des sols tropicaux en Haute-Volta équilibre et déséquilibre pédobioclimatique (P.17).

¹⁴ : L'érosion en nappe est responsable de la constitution des plaques de sol nu dont l'extension est selon les paysans récente. Il faut à ce niveau distinguer les lithosols gravillonnaires ou latéritiques directement sur la cuirasse des sols argilo-sableux décapés appelés Zipellé.

En définitive, il ressort de l'analyse du milieu physique, que les jachères et le couvert végétal sont en nette régression. Le tapis herbacé disparate laisse apparaître un sol nu très fragile et sensible à l'érosion. L'effet stérilisant du soleil favorise l'encroûtement. La mauvaise répartition des pluies et leur intensité sont des facteurs défavorables à l'activité agricole.

Très active, l'érosion hydrique soustrait à la terre (support essentiel de la production) chaque année environ 1294, 47 T/km²/an.

Mais les transformations subies par le milieu ne sont pas seulement d'ordres physiques, elles sont aussi dûes à l'homme c'est-à-dire aux habitudes sociales, au niveau technique, à l'importance numérique de la population, à la capacité organisationnelle de celle-ci en matière de gestion des ressources... bref autant de facteurs dont la connaissance s'avère indispensable.

CHAPITRE II LE MILIEU HUMAIN

I) DEMOGRAPHIE ET ORGANISATION SOCIO-ECONOMIQUE

A) Données démographiques

Elles sont proportionnelles à la taille des villages, Ziga est plus peuplé que Rasko. La part relative des femmes, des jeunes et des émigrants est partout importante comme en témoigne le tableau ci-dessous.

Tableau 6 : Caractéristiques démographiques

	R A S K O	Z I G A
Population résidente 1975 (hbts)	656	2875
Population résidente 1985 (hbts)	827	2979
Proportion de jeunes 1985 (%)	65	70
Proportion d'émigrants (%)	20	30
Proportion des femmes (%)	54	56
Superficie (Km ²)	19,6	50,6
Densité (hbts/km ²)	42	59

La population a connu une faible croissance au cours de la décennie 1975-1985. (Elle est passée de 656 habitants à 827 habitants à Rasko de 875 habitants à 2979 habitants à Ziga. Elle se caractérise par une forte proportion de jeunes dont l'âge est compris entre 15 et 35 ans (65% et 70 %) et d'émigrants 20% et 60%). Les densités sont inégales mais élevées (42 habitants/km² à Rasko contre 59 habitants/km² à Ziga).

La forte proportion d'émigrants expliquerait l'apparent ralentissement de l'accroissement démographique.

En effet, on estime que celui-ci stabilise la population résidente et permet d'injecter dans l'économie de la région des revenus monétaires indispensables en cas de mauvaises récoltes.

A l'intérieur des concessions, les compositions sont sensiblement différentes. Une zaaka monocellulaire compte six personnes à Ziga et neuf à Rasko.

B) Infrastructures socio-économiques

Les paysans de Ziga et de Rasko se sont rendus compte que le développement actuel nécessite certaines infrastructures socio-économiques.

Avec des moyens divers et un désir sincère, ils ont réussi à se frayer un chemin vers la prise en charge de leur propre destinée grâce à des réalisations simples adaptées à leurs besoins. Le tableau 7 en donne une idée.

Tableau 7 : Infrastructures sociales et économiques à Ziga et à Rasko

	R A S K O	Z I G A
Puits	16 (temporaire)	31 dont 10 permanents
Forages	1	1
Ecoles	-	1
C R P A féminin	1	13
masculin	1	12
GROUPEMENTS féminin	1	1
masculin	1	1
NAAM	-	-
Banque de céréales	-	1
C.E.C.	-	1
Dispensaire	-	1
Maternité	-	1

Des réalisations existent de part et d'autre. Elles sont nettement plus importantes à Ziga. La santé, l'épargne, le secours alimentaire aux nécessiteux et l'éducation sont les priorités.

Un des problèmes cruciaux est l'insuffisance d'eau de boisson. Les puits traditionnels sont pour la plupart temporaires (16 à Rasko et 21 à Ziga). Si les seuls forages (1 à Rasko et 1 à Ziga)

qui existent permettent aux populations d'avoir de l'eau potable et de diminuer les risques de maladies, ils demeurent cependant toujours insuffisants.

En matière de santé et d'éducation, Rasko a recours aux infrastructures de Tougo distant d'environ 5 km.

La population, très réceptive et ouverte aux influences extérieures, envisage la création d'un centre de santé et d'une banque de céréales que la modestie des moyens actuels retarde. Néanmoins, la détermination du G.V. laisse croire que dans un proche avenir, ces réalisations pourraient voir le jour.

A Ziga, la présence de la caisse d'épargne et de crédit indique que l'épargne rentre dans les habitudes et pourrait devenir un moyen d'acquisition de matériel agricole. L'accès au crédit existe aussi et tend vers le même objectif. Il faut toutefois signaler que ce volet reste encore timide.

C) L'organisation sociale

Très hiérarchisée, l'organisation des populations agricoles se fait dans le cadre d'unités socio-économiques de production et de consommation.

L'exploitation agricole s'appuie sur diverses composantes évaluées en terme d'obligations et de droit. Il s'agit du champ collectif à caractère familial mis en culture par tous les membres actifs de la famille et placé sous l'autorité du chef qui assure la sécurité économique grâce au grenier collectif.

La concession ou zaaka est l'unité de résidence. Elle peut abriter au moins deux ménages tous descendants d'un même ancêtre. A l'intérieur de cette concession, chaque groupe (chef de concession, jeunes, enfants) occupe une aire bien déterminée. Selon le cas, le chef de famille est à l'entrée ou au fond de la zaaka suivi des jeunes, des femmes et des enfants. La gestion des zaaka relève du domaine exclusif des hommes. L'âge est le critère qui élève l'individu à la direction familiale.

Il y a treize quartiers à Ziga et deux à Rasko. Ces quartiers représentent une unité sociologique importante en terme de cohésion sociale et de force collective pour le premier village. Dans le second, leur nombre réduit confère à la famille lignagère ces prérogatives. La concentration du pouvoir décisionnel aux mains des chefs d'exploitations et de concessions, le plus souvent quinquagénaires et sexagénaires donne à la société un caractère gérontocratique.

Le régime foncier et l'organisation du terroir, notions très significatives dans l'organisation socio-économique seront traités dans la troisième partie de la présente étude.

D) Le système de production

Il s'agit ici de dégager les caractéristiques essentielles du système de production paysan, d'apprécier son aptitude à préserver le sol et son efficacité à satisfaire les besoins des populations.

La pratique des cultures pluviales est généralisée. Celles-ci sont plus ou moins associées à l'élevage. Les activités de contre saison pour lesquelles les paysans perçoivent assez bien l'importance ne peuvent malheureusement se réaliser en raison de l'absence de retenues d'eau.

Le système de culture, autrefois itinérant, reste aujourd'hui confiné dans des limites précises. L'espace étant fini, l'exploitation est devenue permanente. Elle associe aux techniques traditionnelles (association de cultures, paillage...) des méthodes nouvelles (sarclage, semis en ligne, utilisation de variétés nouvelles...).

Les habitants de Rasko et de Ziga utilisent deux types d'outillage agricoles.

L'outillage traditionnel comporte quatre séries d'outils correspondant aux différents stades de la production. Les houes ou daba pour la préparation des champs et le sarclage, les pioches destinées au semis, les couteaux réservés à la coupe des épis et enfin les paniers pour le transport des récoltes.

Le matériel moderne concerne essentiellement l'équipement de culture attelée (charrues, charrettes, houe-manga et rayonneurs). Les charrues (utilisées par 22% des chefs d'UD enquêtés à Ziga contre 9% à Rasko), les houes-manga (49% contre 26%) et les rayonneurs (90% contre 25%) servent à préparer le sol et à sarcler. Les charrettes (33% à Ziga contre 10% à Rasko) assurent le transport des produits. Le travail effectué est le même à la différence que le premier groupe de matériel est d'une utilisation difficile. Le deuxième, plus rapide, fait appel à la traction animale et permet de labourer des superficies plus importantes.

Quant aux intrants agricoles utilisés, ils sont tous acquis au comptant par les paysans. Ce sont par ordre d'importance l'engrais NPK, l'urée et le fongicide thioral.

Il existe deux sources d'approvisionnement : le CRPA et les commerçants privés qui mettent sur le marché la même gamme de produits venant du Ghana et du Nigéria à des prix plus accessibles que ceux qui sont pratiqués par le CRPA. A titre d'exemple le sac de 50 kg du NPK coûterait 4 750 F CFA au CRPA contre 4 000 F CFA chez les commerçants. Par ailleurs, contrairement à la structure de l'Etat qui ne cède l'engrais que par sacs, les paysans économiquement faibles (les plus nombreux) ont recours au marché local où la vente au détail existe. La différence de ces produits

fournis par les circuits parallèles tient à la composition chimique qui diffère parfois de celle qui sont recommandées par les services de l'agriculture. Cela n'aurait aucune incidence sur les rendements. Les cultures souffrent également de l'absence des mêmes éléments minéraux et organiques (azote, phosphate etc...).

Le tableau ci-dessous récapitule les principaux résultats de nos enquêtes en matière de consommation d'engrais.

Tableau 8 : Consommation d'engrais

	R A S K O	Z I G A
Nombre de paysans enquêtés	20	45
Consommation totale d'engrais (kg)	708	3131,25
Superficies concernées (ha)	43	89,5
Consommation à l'ha (kg/ha)	16,4	34,9

Les résultats chiffrés montrent que la consommation d'engrais est deux fois plus importante à Ziga (34,9 kg/ha) qu'à Rasko (16,4 kg/ha). Dans ce village, les paysans aimeraient accroître l'utilisation de ce produit qui a une influence considérable sur la production, compte tenu de l'état actuel des sols. Mais ils sont limités par la modicité des ressources financières.

Ces données quantitatives cachent cependant d'énormes disparités au sein de chaque village. Par exemple à Ziga, nous avons pu constater que certains paysans appliquent plus de 50 kg/ha de burkina phosphate (B.P) et 50 à 70 kg d'urée à l'ha. A Rasko, ces doses sont comprises entre 0 et 50 kg/ha.

L'objectif principal de l'utilisation des intrants agricoles étant l'amélioration de la production, il convient maintenant de voir l'importance de celle-ci.

E) La production

1) Des activités économiques où prédomine l'agriculture

On distingue deux types d'activités : les activités agricoles (production végétale et animale) et non agricoles (tissage, forgeage et petit commerce).

Tout le monde pratique l'agriculture qui est l'activité économique de base. Celle-ci occupait en 1984 367,5, ha à Rasko et 1700 ha à Ziga soit plus de 3/4 des superficies cultivables dans la limite actuelle du niveau technique des paysans. Les cultures pratiquées sont le sorgho, le mil, le niébé, le petit pois et l'arachide. La commercialisation concerne essentiellement les légumineuses (arachide, niébé et petit pois), les céréales (sorgho et mil) étant presque entièrement consommées. Aux dires des paysans, les revenus sont modestes et suffisent à peine à couvrir leur besoins.

Pour la majorité (50% à Ziga et 60% à Rasko), la période de soudure s'étale de Mai à Septembre.

L'élevage tient une place importante dans l'économie familiale. Il semble être plus un fait de société qu'un facteur et n'intéresse que la volaille, les caprins et les ovins. Pour la volaille nous ne disposons pas de chiffres. Par contre, en ce qui concerne les petits ruminants, les statistiques s'établissent comme suit dans le tableau 9.

Tableau 9 : Statistiques sur le petit ruminant

	R A S K O	Z I G A
OVINS	961	915
CAPRINS	593	550
TOTAL	1554	1465

Source : service d'élevage Tougo et Ziga

Ces données qui ne représentent que le cheptel vacciné, montrent néanmoins l'importance de l'élevage dans l'économie des deux terroirs (3019 têtes au total). On constate cependant que les effectifs sont moins importants à Ziga. Cela s'explique par les nombreux vols. Toute chose qui a conduit bien de paysans à la vente du cheptel familial; il semble que ces paysans connaissent le réseau de voleurs qui viendraient d'un village voisin situé à 7 km (Ouro), mais ils s'abstiennent d'en parler par crainte de représailles. La hantise existe toujours et constitue un véritable frein à l'activité pastorale.

D'autres activités annexes se développent dans les villages. Il s'agit du tissage, de la forge et du petit commerce qui sont particulièrement dynamiques à Ziga. En raison de l'utilisation

d'outils traditionnels (daba, faucilles ; pioches, couteaux...) par un grand nombre de cultivateurs, la forge ¹⁵ est à l'approche de la saison pluvieuse, une source importante de revenus. Elle générerait pour les trois forgerons enquêtés un revenu net d'environ 550 000 F CFA d'Avril à Juin.

Le petit commerce (vente d'article de première nécessité : savon, huile, cigarettes, pain, riz, etc...) y est assuré par quelques paysans relativement aisés et par certains jeunes migrants qui lui consacrent une partie des ressources tirées de l'émigration.

Les femmes participent également au petit commerce en vendant des galettes, et du riz (uniquement à Ziga). Le revenu que procure cette activité est utilisé en priorité pour les besoins en santé et surtout en alimentation de la famille pendant les périodes de soudure.

Ainsi, les activités menées tendent toutes vers la satisfaction prioritaire des besoins alimentaires. Or les céréales constituent l'aliment de base des populations de Rasko et de Ziga. Quel est donc l'état de la production céréalière et le niveau d'autosuffisance alimentaire ?

2) La production

Dans ces villages, la culture dominante est le mil, une céréale qui est également utilisée pour faire face aux périodes de soudure. Pour ces raisons, cette culture a été choisie comme base de notre analyse. Le tableau n° 10 donne une estimation de rendement de la campagne agricole 1987/88.

Tableau 10 : Estimation de rendement du mil en 1987-1988

	R A S K O	Z I G A
Nombre de paysans enquêtés	20	45
Superficies exploitées (ha)	43	93,5
Nombres de charrettes	82	194,5
Rendement 16 (kg/ha)	476,9	520

¹⁵ A Rasko il n'y a pas de forgerons.

A l'évidence, ces moyennes introduisent une nette disparité au niveau des rendements, la productivité normale à l'hectare du mil et du sorgho est estimée à environ 1000 kg et même plus. A Ziga et à Rasko, elle est respectivement de 520kg/ha et de 476kg/ha. Ces chiffres, très modestes, posent le problème de la sécurité alimentaire.

De l'avis des populations, les récoltes ont été insuffisantes ces dix dernières années en raison du déficit pluviométrique. La campagne agricole 1987/1988 apparaît néanmoins pour la majorité des paysans comme une année de relative abondance (les rendements auraient atteints par endroits 700 à 850 kg/ha et la période de soudure serait passée de quatre à deux mois) à l'exception de ceux dont les exploitations sont situées dans les bas-fonds et gagnées par l'inondation.

Le déficit céréalier a conduit comme par le passé, plusieurs exploitants à avoir recours à la banque de céréales (à Ziga) et à procéder soit à des emprunts et à des ventes de volaille, de petit bétail pour survivre, soit à l'émigration.

Selon les statistiques du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, la consommation annuelle de céréales par individu serait de 190 kg ; cela donne une consommation mensuelle de 16 kg/personne. Sur cette base, si l'on tient compte de la composition ¹⁶ de l'exploitation (6 personnes en moyenne à Ziga et 9 personnes à Rasko) et de la production céréalière (tableau 10), la répartition de la production par personne donne 114 kg à Rasko et 180 kg à Ziga.¹⁷ Le rapport de la provision totale annuelle par producteur (114 kg à Rasko et 180 kg à Ziga) sur le nombre total de mois que compte l'année, donne respectivement une autosuffisance céréalière, de sept mois pour l'agriculteur de Rasko et onze mois pour son homologue de Ziga.¹⁸ Il faut cependant souligner que le déficit serait moins prononcé si l'on tenait compte des autres produits entrant dans l'alimentation (sorgho, petits pois).

¹⁶ Pour obtenir ces rendements, nous sommes partis des chiffres donnés par les paysans enquêtés en nombre de charrettes. Nous avons estimé le contenu d'une charrette à 2, 5 sacs de 100 kg soit 250 kg.

¹⁷ Ces chiffres tiennent compte des superficies moyennes par exploitant estimées à 2, 15 ha à Rasko et à 2, 08 ha à Ziga, sur le tableau 10.

¹⁸ Nous rappelons que les chiffres qui ont servi de base au calcul de ces moyennes sont ceux qui concernent la campagne agricole 1987-1988 qui a connu une pluviométrie satisfaisante. Ils montrent seulement que même en année de bonne pluviométrie la production demeure toujours insuffisante.

Ces chiffres, plus que des moyennes, montrent l'importance du chemin qui reste à parcourir pour atteindre l'autosuffisance céréalière, l'objectif prioritaire. En attendant de pouvoir arriver à concilier la vision paysanne (considérée par bien de personnes, en certains de ses aspects, comme l'un des principaux freins au développement des forces productives) et les exigences du développement économique actuel, l'émigration constitue un des derniers recours.

F) L'EMIGRATION, UN PALLIATIF AUX DEFICITS CEREAALIERS

On distingue deux types de mouvements migratoires : les migrations internes et les migrations externes. Le premier type concerne les départs vers le sud-ouest burkinabè, notamment les régions de Bobo-Dioulasso, Houndé, Boromo, Gaoua qui reçoivent des familles entières en raison essentiellement des conditions pédo-climatiques favorables. Les migrants y sont installés et portent constamment secours aux familles restées sur place (argent et céréales). A Rasko, 12 des 20 UD enquêtées sont concernées par ce type de migration. La taille moyenne des familles migrantes étant de 1,5 personnes, ceci donne un effectif de 18 personnes. En comparant ce chiffre à l'effectif total des UD enquêtées (384)¹⁹ on constate que 5% environ de la population de Rasko sont touchés par les migrations internes. A Ziga (où 19 des 45 UD enquêtées sont issues de ce courant migratoire) les proportions donnent 3%

Le second type de mouvement est orienté vers la Côte-d'Ivoire, pays d'accueil des migrants saisonniers. Les départs ont lieu immédiatement après les récoltes pour ceux dont les réserves s'avèrent insuffisantes par rapport aux besoins de la famille. Ce phénomène migratoire touche particulièrement les chefs de famille les moins âgés (25-39 ans) et les éléments les plus jeunes (18-25 ans). Ils vont dans l'espoir de gagner de l'argent pour subvenir aux besoins alimentaires des parents dont l'âge avancé ne permet pas les déplacements. A cela s'ajoute la recherche de moyens pour la satisfaction des exigences liées à la vie moderne. A Rasko, environ 15% de la population résidente est touché par ce phénomène contre 27% à Ziga.

Les chefs d'U.D. sont presque tous d'anciens migrants du Ghana (35% des personnes enquêtées à Ziga contre 22% à Rasko) ou de la Côte-d'Ivoire (25% à Ziga et 18% à Rasko). Diverses raisons ont motivé leur retour. Il s'agit entre autres de la vieillesse et des exigences coutumières (succession à la tête des familles). Il y a aussi des retours volontaires de migrants venus entreprendre le petit commerce avec le capital acquis à l'extérieur.

¹⁹ Ce chiffre tout comme ceux qui sont avancés dans les paragraphes suivants ont été calculés sur la base des données fournies par le recensement de 1985 (Tableau 6) et des effectifs des U.D. des villages concernés.

Le refus des paysans de communiquer les avoirs n'a pas permis une évaluation quantitative des retombées financières. Néanmoins, les dépenses effectuées (achat de vivres pendant les périodes de soudure, acquisition de matériel agricole, investissement dans le petit commerce...) autorise à croire que les revenus sont relativement considérables.

A ces deux mouvements migratoires s'ajoute l'exode rural qui a dans l'ensemble, un caractère temporaire et se manifeste avec plus d'acuité à Ziga qu'à Rasko. Ouahigouya est pour la jeunesse de Ziga un lieu d'occupation pendant la saison sèche (garçons de maison, aide maçon, manoeuvres...) et surtout un centre de transit où l'on vient chercher la carte d'identité ou le transport pour des villes plus attrayantes comme Ouagadougou. A Rasko, l'absence d'un centre urbain de la dimension de Ouahigouya donne moins d'importance à l'exode et présente l'émigration comme l'unique alternative.

Celle-ci semble être un phénomène de mode et d'âge pour les uns, une nécessité pour les autres. Dans le fond tous s'accordent, jeunes comme vieux, à reconnaître qu'elle n'est pas indispensable et qu'on peut s'en passer si l'autosuffisance alimentaire était certaine et l'occupation en saison sèche effective.

Pour ce dernier aspect, les populations ont exprimé le souhait de disposer de retenues d'eau afin de pouvoir pratiquer la culture maraîchère. Ainsi, comme le dit GUENEAU M.C ²⁰ "l'attentisme de ceux-ci sera rompu et de nouvelles possibilités leur seront offertes". Nous pensons aussi, que ces retenues, à l'instar de celles de GOUNDRY et TANGUIGA ²¹ dans la province d'OUBRITENGA, introduiront d'importants changements dans les comportements migratoires. Les ressources pourraient éventuellement contribuer à la naissance d'autres activités comme le petit commerce, l'élevage et le tissage.

Si cela peut constituer une solution aux problèmes ruraux, il faut cependant penser à l'écoulement compte tenu du nombre de paysans intéressés par ce genre d'activité. Pour Ziga, la question semble moins épineuse en raison de la proximité de Ouahigouya qui est un marché important de consommation. Néanmoins il pourrait être confronté à la concurrence des maraîchers de cette ville.

Quant à Rasko, seul Tougo, modeste centre semi-urbain situé à environ cinq kilomètres dispose d'un marché. Là aussi, si l'on

²⁰ GUENEAU M.C Afrique, les petits projets de développement sont-ils rentables ?

²¹ SIGUIBEOGO T;R; : Les activités et les formes d'occupations des terres autour des petits barrages. Le cas de GOUNDRY et TANGUIGA dans la province d'OUBRITENGA.

doit réduire les éventuels consommateurs aux fonctionnaires, les possibilités d'écoulement se trouveraient considérablement diminuées. Pour pallier en partie cette difficulté, le centre Gourcy, distant d'environ une trentaine de Km pourrait être un débouché potentiel.

Pendant l'absence de leurs maris en déplacement dans le cadre des mouvements migratoires, les femmes s'occupent entièrement de la famille. En effet, elles constituent un maillon important dans la vie socio-économique et sont impliquées dans toutes les tâches de production. Cependant, elles participent rarement au processus de prise de décision. Mais quel est leur statut et leur apport dans le système socio-économique ? De quelles ressources disposent-elles ? Quelles sont les perspectives qui s'offrent à elles ?

II) LES FEMMES, UNE MAJORITE SILENCIEUSE MAIS OMNIPRESENTE DANS LES ACTIVITES DE PRODUCTION

A) Le statut de la femme

Plusieurs écrits traitent de ce thème²² Nous nous contenterons ici de donner les grands traits.

La structuration hiérarchique, telle qu'elle a cours à Ziga et à Rasko. Maintient la femme au bas de l'échelle sociale. Cette position est conférée par l'appartenance au sexe féminin. Ainsi toutes les décisions, tant du point de vue social qu'économique, engageant la famille ou la communauté l'excluent. Reléguée au rang d'exécutante, elle subit et s'exprime rarement. Les principales fonctions sont la procréation, la cuisine, l'assistance aux hommes dans les travaux champêtres et l'entretien de la famille. Elle-même semble s'y accommoder et s'y plaire dans la mesure où rares sont les exemples où elle se rebelle.

La constitution de G.V. féminins permet cependant aux responsables de participer de plus en plus à certaines prises de décisions. Pour l'instant, la majorité subit et exécute ce que l'homme conçoit.

Numériquement plus importantes que les hommes, socialement dominées, les femmes sont omniprésentes dans toute la chaîne de production agricole.

²² RICHARD I. : Deux expériences de R/D au Burkina-Faso. L'établissement d'un réseau de paysans de référence,. Le crédit d'appui aux activités économiques des femmes.

B) La part de la femme dans les activités de production

Plusieurs auteurs se sont également penchés sur la question. Pour l'essentiel, il faut noter la participation des femmes aux opérations culturales requises pour les champs collectifs (préparation du sol, semis, sarclage, récolte et transport), au côtés des autres catégories sociales (hommes, enfants). Parallèlement, elles entretiennent leurs propres champs²³ et sont chargées de la cuisine et de la santé de toute la famille. De plus, leurs propres récoltes permettent d'accroître le stock céréalier et les revenus tirés de leurs activités annexes (tissage, vente de dolo) constituent une épargne à laquelle l'homme peut avoir recours à tout moment.

Dans le contexte agro-écologique de Rasko et de Ziga, la nécessité d'entreprendre des actions de lutte anti-érosive oblige les femmes à être encore présentes. Aux côtés des hommes, elles sont organisées en groupement et contribuent à la collecte des pierres, à leur chargement dans les camions et souvent même à la confection des diguettes.

Actives sur toute la chaîne de production, elles ne bénéficient cependant pas du partage des revenus de la commercialisation des cultures de rente comme l'arachide, le niébé et le petit pois. Pourtant, elles disposent de ressources qui leur permettent toujours, d'aider matériellement leur mari. Mais d'où proviennent ces ressources et comment sont-elles utilisées ?

C) Les ressources de la femme et leur utilisation

Ces ressources proviennent essentiellement de la vente des produits des exploitations individuelles (niébé, arachide, petit pois).²⁴ Le commerce de dolo, de galettes, de foura²⁵ et de tissage sont aussi des sources importantes de revenus pour la femme rurale. C'est pourquoi ils sont pratiqués de façon permanente dans les deux villages.

²³ D'une façon général, elles travaillent le matin dans l'exploitation du mari et l'après-midi dans leurs champs personnels.

²⁴ La superficie des champs qui est comprise entre 0,5 ha et 1 ha accorde une grande part aux céréales.

²⁵ Le foura (en mooré) représente un aliment sous forme de boule préparé à base de farine de mil et consommé délayé dans de l'eau avec ou sans sucre. Il est particulièrement apprécié pendant le mois du carême musulman.

A Ziga, les femmes sont plus dynamiques du fait de l'importance économique de la localité, de l'influence de Ouahigouya et surtout des possibilités d'accès au crédit. Bien de personnes enquêtées font soit le petit commerce (22%) soit le tissage (45%).

Quant à Rasko, 35% des personnes interrogées pratiquent le tissage, mais l'essentiel du revenu est tiré de la vente de l'arachide ou du niébé. En général, les productions réalisées par chaque exploitante sont de l'ordre de 5 à 10 tines²⁶ pour l'arachide et de 4 à 8 tines pour le niébé au moment de la récolte. Ils s'élèvent à 1000 F CFA (la tine d'arachide) et 1150 F CFA (la tine de niébé) en période de soudure.

Sur cette base, le revenu moyen, pour une femme qui possède des parcelles de niébé et d'arachide est compris entre 7.700 F CFA et 15.400 F CFA au moment des récoltes si elle vend toute sa production. Le revenu se situe entre 9.600 F CFA et 19.200 F CFA si cette production est vendue en période de soudure. Les situations étant différentes, les paysannes sont plus enclines à vendre une partie de la production au moment de la récolte et l'autre de façon circonstancielle. Les gains sont ainsi ramenés pour celles qui ont les productions minimales (5 tines d'arachide et 4 tines de niébé) à une somme comprise entre 3.850 F et 4.800 F CFA. Ils sont compris entre 7.700 F et 9.600 F CFA pour celles qui ont les quantités les plus importantes (10 tines d'arachide et 8 tines de mil).

Ces ressources sont utilisées pour couvrir les besoins familiaux : nourriture, santé, habillement des enfants et funérailles.

En d'autres termes, les revenus des femmes constituent une sorte de fonds de garantie et d'appui au fonctionnement de la cellule familiale.

Les G.V. féminins exercent aussi des activités génératrices de revenus pour renflouer leurs caisses qui sont à l'occasion sollicitées pour des actions d'intérêt collectif. Il s'agit des champs de mil, du crépissage des murs et du damage du sol en saison sèche.

Les sommes recueillies servent aussi à l'achat de matériel ou d'équipement susceptible d'alléger leurs tâches. Ainsi en est-il de l'acquisition du moulin de Ziga.

Bien présentes dans la vie socio-économique et plus importantes en nombre, toute amélioration du niveau de vie devrait prendre en compte les femmes.

²⁶ Une tine équivaut à environ 25 kg.

En définitive l'étude des conditions humaines montre que les densités de population sont considérables et que l'accroissement démographique est réduit par l'émigration. Il en résulte une réduction de la population masculine, singulièrement sa frange jeune et une participation massive des femmes aux activités rurales.

Le caractère gérontocratique de la société, l'immobilisme et surtout la pauvreté ont contribué à maintenir un niveau technologique bas et à rendre le système de culture suranné.

La dégradation de l'environnement et plus particulièrement celle des terres agricoles est une préoccupation des populations résidentes et des structures de développement rural.

Comment les producteurs restés sur place réagissent-ils, avec des revenus et des pratiques culturelles modestes, face à cette destruction ? Quelles sont les difficultés particulières qu'ils rencontrent ?

Des interventions extérieures sont venues au secours de ces paysans dans le cadre d'appui à la conservation du patrimoine foncier et à l'amélioration des revenus de l'exploitation agricole. Quelles techniques et quels moyens ont-elles apporté ? Quels ont été leurs limites ?

2e Partie

LES OPERATIONS D'AMENAGEMENT

CHAPITRE III DES STRATEGIES PAYSANNES AUX INTERVENTIONS EXTERIEURES

I) PRATIQUES ET STRATEGIES PAYSANNES

Pour faire face aux conditions pédo-climatiques, les paysans de Ziga et de Rasko utilisent des méthodes culturales diversifiées; semis en ligne fosses fumières et compostières ...

A) La jachère

C'est une technique ancienne qui consiste à favoriser la régénération naturelle par un arrêt de mise en exploitation pendant quelques années. La jachère nécessite par conséquent une disponibilité importante de terres fertiles.

Si autrefois cette pratique était courante et généralisée, aujourd'hui, la pression démographique et la dégradation du patrimoine foncier cultivable font qu'elle tend à disparaître au profit de l'exploitation permanente.

A Rasko, la pratique est encore fréquente car on peut trouver des jachères de dix ans environ (chez 2% des chefs d'UD enquêtés). A Ziga les terres de culture sont plus réduites. Ce que les paysans de ce terroir appelle jachères ne sont en fait que des terroirs incultes parsemés çà et là de touffes d'herbes. En d'autres termes, la pratique de la jachère a disparu. En effet, la détérioration du sol arable atteint un niveau tel que les zipellé (terme local consacré aux terres incultes) prennent des proportions plus importantes (tableau 3).

Cette situation amène à faire les observations suivantes :

- d'une part la jachère est abandonnée du fait de la pression démographique et de la dégradation des conditions pédoclimatiques,
- d'autre part l'amélioration foncière par cette méthode semble impossible ou du moins hypothétique sans des mesures d'accompagnement liées à la restauration des sols.

Bien que ce procédé soit assez indiqué pour l'équilibre du complexe édaphique il est difficile de le faire admettre au paysan qui n'a plus de terre pour se nourrir. S'il faut le maintenir comme moyen de récupération des terres incultes, il semble nécessaire de freiner la pression démographique et d'intensifier les activités de production. Cette entreprise est difficile dans la mesure où la limitation des naissances reste encore un sujet tabou dans la société mossi et l'enfant, toujours considéré comme un don de Dieu dans des concepts religieux et coutumiers profondément ancrés.

A Rasko et à Ziga, la disparition de la jachère a favorisé le paillage, technique actuellement répandue dans les exploitations agricoles.

B) Le paillage

Il consiste à protéger le sol par un mulch paillis. L'utilisation de cette technique dépend de la densité de la biomasse. La paille répandue sur le sol y demeure jusqu'aux premières pluies. Elle le protège des effets négatifs du splash et du ruissellement concentré en début d'hivernage. Le paillage permet de conserver l'humidité du sol plus longtemps et a l'avantage de ralentir la vitesse de ruissellement des eaux et de favoriser l'infiltration. A Rasko cette technique est plus fréquente qu'à Ziga.

Cependant la limite de ce procédé se situe à deux niveaux :

- d'abord le problème de disponibilité de la matière première liée d'une part à la dégradation des terres, qui entraîne la diminution voire la disparition du couvert végétal et d'autre part la pression démographique, qui favorise non seulement une augmentation des superficies cultivées mais aussi un accroissement des besoins d'utilisation de cette matière.
- Ensuite les moyens utilisés. Le paillage est effectué avec des herbes fauchées à la faux ou avec des tiges de mil s'il en existe. Le transport se fait à l'aide de charrettes et de bicyclettes. En-même temps qu'il est protégé des effets particulièrement désastreux des précipitations, le sol bénéficie aussi d'un apport de fumure organique.

C) La fumure organique

Conscients de la pauvreté de leur terre et dans l'impossibilité matérielle de faire face au coût des facteurs de production modernes, les paysans de Rasko et de Ziga ont recours à la fumure organique (déchets ménagers, fumier) qu'ils appliquent généralement dans les champs de case. Les animaux (moutons, chèvres, boeufs) laissent aussi directement leurs excréments sur les parcelles de culture pendant les pâturages de saison sèche. Mais les déjections sont très insuffisantes en raison du caractère extensif de l'élevage traditionnel.

D'une façon générale, la production de fumure organique ne permet pas de traiter l'ensemble des superficies cultivées. C'est pourquoi les paysans combinent des cultures aux besoins nutritionnels différents pour tirer le meilleur parti des terres mises en valeur.

D) L'association de cultures

Elle est très répandue et procède de la logique paysanne qui consiste en la prudence. L'ensemble des exploitants interrogés y ont recours (45 chefs d'UD à Ziga et 20 à Rasko).

Elle est très répandue et procède de la logique paysanne qui consiste en la prudence. L'ensemble des exploitants interrogés y ont recours (45 chefs d'UD à Ziga et 20 à Rasko).

Le procédé le plus connu est celui qui associe aux céréales (mil et sorgho) le niébé. Ce type d'association a un intérêt agronomique certain. Le niébé qui est une légumineuse contribue à l'amélioration foncière en apportant à la terre de l'azote.

Si cette utilité agronomique n'est pas ignorée des paysans elle n'est cependant pas pour eux la raison fondamentale de cette association, car une large majorité avance celle de la sécurité alimentaire. En cas de mauvaise pluviométrie ou de pluviométrie excédentaire, le faible rendement de l'un est compensé par la bonne production de l'autre, et l'on a ainsi la possibilité de faire une récolte.

A Ziga et Rasko où les sols sont soumis au ruissellement, retenir les eaux de pluie devient une réalité pour les producteurs; d'où la mise en oeuvre de techniques d'économie de l'eau.

E) Les techniques d'économie de l'eau

Aujourd'hui, partout dans le paysage, les terrasses ou diguettes en pierres existent. Ces réalisations sont récentes à Rasko (1988) alors qu'à Ziga elles datent des années 1960 et sont l'oeuvre du Groupement Européen de Restauration des sols (GERES).

Les paysans n'ont cependant pas attendu les organismes de développement pour s'atteler à la restauration de leurs sols. Les "Zay" ou poches d'eau, l'alignement des tiges de mil et branchages participent de cette action.

1) Les Zay traditionnels

En permettant d'utiliser une partie des eaux de ruissellement, les zay diminuent les risques pendant le semis. Il s'agit d'un procédé traditionnel qui consiste à réaliser de larges poquets dans lesquels est incorporé du fumier. Cette technique a pour avantage de permettre une meilleure infiltration de l'eau maîtrisée dans les zay et une bonne alimentation des plantes. Par ailleurs, elle assure la protection des jeunes plantes contre le vent, la limitation des pertes d'eau par évaporation et la rationalisation de l'utilisation du fumier de ferme.

En général les larges poches sont meilleures, mais elles sont asphyxiantes en cas d'imperméabilité du terrain. C'est une technique intéressante qui ne peut être parfaitement maîtrisée qu'après une longue pratique.

L'utilisation des zay est de nos jours considérablement réduite (et modernisée). Elles sont pratiquées par les groupements

naams, structures qui existent dans la quasi totalité des villages du centre et du sud Yatenga. La pratique du zay nécessite une main d'oeuvre importante et couvre actuellement de faibles superficies (0, 25 ha à 1 ha).

Une autre technique d'économie de l'eau en voie de disparition est l'utilisation de branchages et des tiges de mil.

2) L'utilisation des tiges de mil et des branchages

Ce procédé consiste à attacher des piquets, des tiges de mil et des branchages alignées et dispersées de façon perpendiculaire à la plus grande pente. Comme les terrasses en pierres ou les bourrelets anti-érosifs, ce dispositif permet de ralentir le ruissellement et de stocker l'eau. Mais il nécessite une certaine quantité de biomasse que l'état de dégradation actuelle permet difficilement de satisfaire. La concurrence entre les besoins de paillage, d'élevage, et d'économie de l'eau est telle que cette technique a tendance à disparaître dans le paysage.

A Ziga, elle n'existe que sur les parcelles de cultures (champs de brousse) non encore atteints par les aménagements du projet R/D Yatenga, alors qu'à Rasko, elle n'est encore visible que dans l'exploitation du chef du village.



P L A N C H E I I

Association féconde de trois thèmes techniques utilisés par les
paysans : pierres pour les cordons pierreux, pailles pour le
paillage et fumier pour l'intensification agricole.
(Ziga)

Dans l'ensemble, cette technique qui n'existe que dans les espaces non encore aménagés (dans le sens moderne du terme) a été partout remplacé par les diguettes en pierres.

En définitive, les méthodes traditionnelles d'aménagement mises en oeuvre par les paysans pour tirer partie des ressources du milieu (planche II) n'ont pu faire face à l'agression et à la dégradation persistante du climat et des terres de culture. Cette situation explique les actions de développement entreprises par le gouvernement et les ONG en faveur des producteurs.

II) LES INTERVENTIONS EXTERIEURES DANS LES ZONES D'ETUDE

A) Les structures de l'Etat : le GERES et le FEER

Comme alternative à l'approche, jadis uniquement orientée vers l'accroissement de la production, s'est progressivement imposée la notion de l'aménagement incluant des éléments tels que la lutte contre l'érosion, le reboisement, et la protection des pâturages.

1) Le GERES (1962 - 1965)

L'intervention du GERES dans le Yatenga s'est faite à la suite d'un essai à petite échelle réalisé de 1957 à 1960 par le Service des Eaux et Forêts, sur une superficie de 7000 ha de Sisamba à l'Ouest de Ouahigouya. L'action de cet organisme se situe dans la mouvance des opérations de lutte anti-érosive utilisant uniquement des engins mécaniques.²⁷ L'opération financée par le Fonds Européen de Développement (FED) et d'un montant de 1.339.616 F CFA (convention N° 74/F/HV/E), prévoyait "la protection et la régénération" des terrains en pente.

Le 26 Novembre 1962, la campagne de lutte contre l'érosion démarra dans le Yatenga sans que les populations ne soient

²⁷ Dans son ouvrage : l'évolution de la lutte anti-érosive en Haute-Volta depuis l'indépendance. Vers une plus grande participation de la population, REIJ distingue dans la lutte contre l'érosion trois approches principales :

- La lutte anti-érosive utilisant uniquement des engins mécaniques;
- La lutte anti-érosive avec une participation partielle de la population;
- La lutte anti-érosive avec une participation totale de la population.

informées des buts poursuivis par cette intervention²⁸ et de leur contribution consciente à sa réalisation.

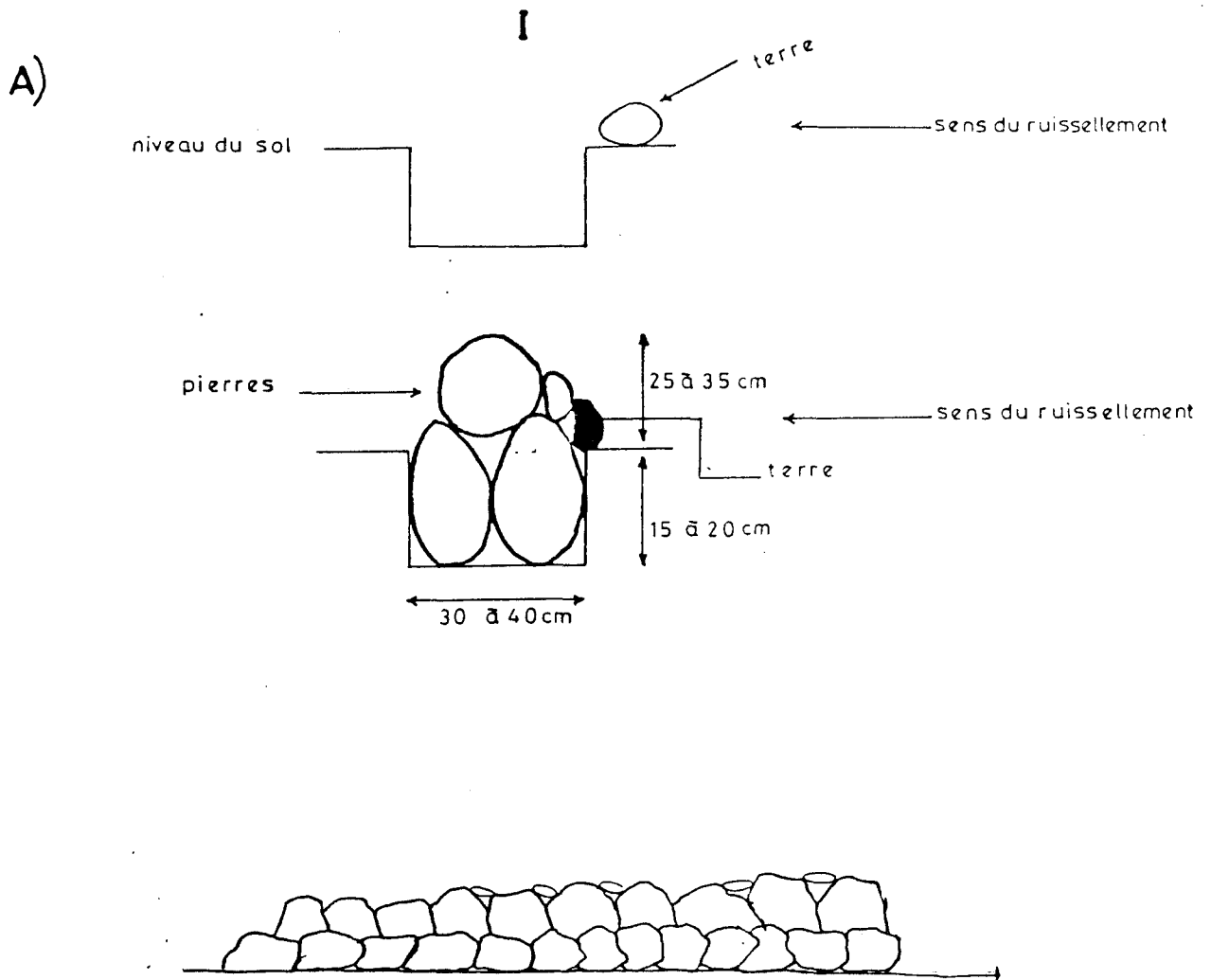
Le travail permis de réaliser au total 24 retenues d'eau, un réseau de fossées et de terrasses d'une superficie de 119 459 ha, des cordons pierreux sur une surface estimée à 11 635 ha, 1800 ha de semis direct et plantation d'arbres, 1616 ha de diguettes en terre etc... Parmi les localités ayant bénéficié de ces aménagements on peut citer les Départements de OULA, de BASSI, de NAMISSIGUIMA etc...

La réussite et l'efficacité d'une telle opération dépend dans une large mesure de la compréhension, de l'intérêt des bénéficiaires et de l'application des procédés convenables. Ces aspects ayant été ignorés, l'action du GERES s'acheva en 1965 sur un constat d'échec.

La lutte contre l'érosion et le reboisement ne sera déclarée prioritaire pour le développement rural qu'une décennie après l'insuccès du GERES, avec le lancement du projet Défense et restauration des Sols (D.R.S.) par le Fonds de l'Eau et de l'Equipement Rural (FEER).

²⁸ Le parc de matériel roulant lourd comprenait 16 bulldozers et grader, une main-d'oeuvre composée de 85 topographes, d'une centaine de manoeuvres.

TYPES DE DIGUETTES ET
APPELLATIONS SELON
QUELQUES O.N.G , PROJETS
ET SERVICES



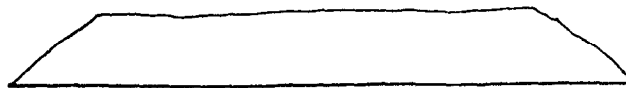
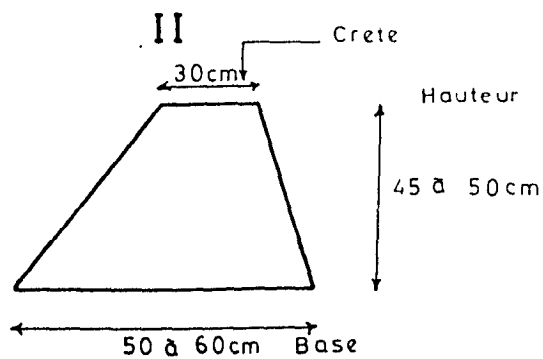
Diguettes en pierres selon L'AFVP Le PATECORE , Le FEER
 EN AVAL DES PIERRES SI POSSIBLE PLATES • EN AMONT DES PIERRES GRANDES POLYFORMES
 DE BOUT • LES TROUS SONT BOUCHEES AVEC DES PETITS ET MOYENS CAILLOUX •

B)



alignement de pierres selon l'A.F.V.P., le Patecore, le CRPA.
cordons pierreux ou diguettes en pierres selon les six's

LES PIERRES SONT ALIGNÉES LE LONG DES COURBES DE NIVEAU LÉGEREMENT CORRIGÉES.
 LES PIERRES SONT POSÉES DU CÔTÉ LONG DANS LE SENS DE LA PENTE. LES ESPACES
 VIDES ENTRE LES GRANDES PIERRES SONT BOUCHÉES AVEC DES CAILLOUX.



Diguettes en terre ou Bourrellet
Anti - Erosif

LEVÉE EN TERRE DE L'AMONT ET DE L'AVAL • COMPACTAGE EN COUCHES DE 45- 50 cm
 SUIVANT LES COURBES DE NIVEAU •

2) Le F.D.R et le F.E.E.R

Financé par la Hollande, la France, le FED, la Banque Mondiale et la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), l'exécution des travaux du FEER est confiée aux bureaux des aménagements de l'espace rural (B.A.E.R.) des CRPA. Des outils simples (pioches, pelles, brouettes) sont livrés gratuitement aux groupements villageois comme appui à leurs efforts dans le travail. Les interventions du FEER se caractérisent par trois phases bien distinctes, chaque étape correspondant à un changement dans la méthode d'approche.

Dans sa première phase, le FDR I (1973- 1975) a réalisé environ 1000 ha de diguettes en terre d'absorption. Très vite, on "s'est aperçu qu'un tel système présentait des problèmes au niveau de l'implantation ou de l'entretien par les paysans". Le FDR I. (1976-1980) correspondant à la seconde étape a substitué aux diguettes en terre celles qui sont disposées en "réseau de diversion discontinue" ; cela a entraîné une accélération du rythme d'exécution qui est passé de 450 ha en 1977 à 2000 ha environ en 1980. Si les réalisations du FDR I ont été uniquement en terre, celles du FDR II ont introduit les pierres, accordant ainsi la préférence aux diguettes en moellons. (fig 2).

Entre 1981, le FDR III ²⁹ a permis d'aménager environ 5000 ha.

En raison des difficultés d'entretien, les diguettes en terre du FDR I et II n'ont pas rencontré l'adhésion des populations . Celles qui sont aujourd'hui visibles dans le Yatenga (FDR II) sont également en voie de disparition.

Malgré les enseignements tirés des erreurs du GERES, l'action du FEER n'a donc pas été couronnée de succès. Celle-ci ne couvrait qu'une infime partie des terroirs à aménager notamment les champs de village qui étaient les plus intensivement cultivés.

Partant des expériences du GERES et du FDR/FEER, plusieurs ONG ont cherché à "intégrer plus fortement la population rurale aux efforts

²⁹ Avant 1984, les opérations de développement rural dépendaient d'un seul ministère. (Développement rural). Le FDR à l'époque s'occupait de tout ce qui relevait de la compétence de ce ministère . En 1984, le ministère du développement rural a été scindé en 3 ; Agriculture et Elevage, Action Coopérative Paysanne et Eau. Le FEER créé en octobre 1984 par fusion du FDR et du Fonds National de l'Eau. Le FEER créé en octobre 1984 par fusion du FDR et du Fonds National de l'Eau dépend désormais du Ministère de l'Eau.

Tableau II : ONG ET PROJETS INTERVENANT DANS LES ZONES D'ETUDE

Intervenant	Année de démarrage des travaux	Activités	Appuis	Source de financement
Projet Agro-Forestier (P.A.F.)	1979	-Fosses fumières -Diguettes en pierre -Semi d'andropogon -Fosses fumières -Plantation	prêt en matériel vivres pour les néces- siteux	OXFAM (Grande-Bretagne)
Projet Agro-Ecologie (P.A.E.)	1982	-Diguettes en terre -Diguettes en pierre -Semi d'andropogon -Fosses fumières -Plantation	prêts en matériel vivres pour les néces- siteux	R.F.A.
Programme Spécial de Conservation des Eaux des sols et d'Agroforesterie (P.S/CES-AGF)	1986	-diguettes en pierre -diguettes en terre -fosses fumières -semi d'andropogon -agroforesterie	-don petit maté- riel (pioches, brouettes, pel- les etc) -appui gros é- quipement (ca- mion, tracteur)	Coop. tech (Suisse) Act ^e de ca- rême Misereor (R.F.A.) CEBERNO CCID (FRCE)
Six "S"	1982	-cordons pierreux -plantation d'arbres	matériel prêté	Coop. tech (Suisse) Act ^e de ca- rême Misereor (R.F.A.) CEBERNO (HOLLANDE) CCID (FRCE)
VIè F.E.D.	1988	-diguettes en pierre -agroforesterie	don en petit matériel : pioches, pelles brouettes, etc appui gros é- quipement (ca- mion, tracteur)	F.E.D.
Projet Recherche Développement du Yatenga (R/D)	1983	-diguettes en pierre -fosses fumières -semi d'andropogon -agroforesterie		F.A.C.

B) Les ONG et les projets

Au nombre de six³⁰, les ONG et projets intervenant dans les zones d'étude mettent l'accent sur la participation des producteurs. Leurs domaines d'intervention sont multiples. Ils concernent la conservation des Eaux et des Sols "CES" (projet Agro-Forestier, "Six S") ou sont parfois associés à l'Agroforesterie (Vie FEED, projet Agro-Ecologie, P.S. CES/AGF, projet R/D. Des mesures d'accompagnement tels que le semi d'andropogon et l'intensification agricole grâce aux fosses fumières sont également prises en compte comme en témoigne le tableau II.

Pour les populations bénéficiaires, ces interventions constituent une aide précieuse dans la recherche de l'autosuffisance alimentaire. Un appui est donné aux paysans qui réalisent entièrement les ouvrages (pelles, pioches, brouettes, vivres barre à mine etc...). Les villageois en sont conscients et acceptent les méthodes, les techniques et les activités initiées par les organismes.

Tirant les leçons des expériences antérieures, ces structures dites de la deuxième génération ont tenu compte de la participation des producteurs à la conception et à l'exécution des travaux.

Le P.A.F. préconise les ouvrages en pierres et le P.A.E. les diguettes en terre. Ce dernier projet bénéficie du soutien d'une ONG allemande (la Deutsch Welthunger hilfe qui signifie aide allemande contre la faim dans le monde) et d'une assistance technique des volontaires Allemands. Il met l'accent sur la sensibilisation des paysans et la formation des encadreurs villageois du CRPA. Quant au PAF, il a réorienté en 1982 ces actions vers la CES et collabore avec les services techniques en place: le CRPA, l'Environnement et l'Elevage.

Une autre expérience concerne les Six "S" dont l'activité porte sur l'aménagement en cordons pierreux. Mais des controverses existent quant à l'efficacité de leurs réalisations qui seraient moins résistantes parce qu'elles sont effectuées à même le sol sans fossé d'ancrage. En attendant, cet ONG Contribue à la résolution de l'épineuse question de l'autosuffisance alimentaire comme en témoigne les 450 ha³¹ de champs individuels aménagés.

³⁰ Dans ce chapitre nous n'en citerons que cinq. Le Projet R/D du Yatenga et le Programme spécial CES/AGF seront analysés ultérieurement.

³¹ Ce chiffre qui nous a été donné par un responsable du siège de l'ONG six "S" à Ouahigouya serait sous estimé car il ne prend pas en compte la période de 1987-1989.

Quant au projet VIe FED, il représente uniquement une structure chargée du financement des réalisations effectuées par le CRPA et les Directions Provinciales de l'Environnement et du Tourisme et dont les principaux centres ³² d'intérêt sont portés sur les diguettes en pierre et l'Agroforesterie.

Ces intervenants dans leur majorité ont rarement eu une approche intégrée dans les réalisations si bien que très souvent, des activités similaires se sont juxtaposées sur une même aire villageoise. C'est le cas du PAE et du PAF qui ont tous utilisé des cordons pierreux, le semi d'andropogon et les fosses fumières à Ziga alors que les agriculteurs demandent aussi par exemple des retenues d'eau.

Aujourd'hui, cette approche intégrée des actions semble perçue. Les concertations se multiplient mais la mise en oeuvre est encore timide. L'idéal serait d'arriver à une répartition des activités entre les organismes, en tenant compte du principe de la complémentarité.

Qu'en est-il dans les villages d'étude ?

C) La situation dans les villages d'étude

Ziga, est le seul village d'étude où sont intervenus des organismes de développement. Nous ne parlerons pas du PAE et du PAF qui ont, dans le cadre des actions concertées cédé la place au projet Recherche-Développement du Yatenga que nous analysons plus en détail dans le chapitre suivant. Il s'agira ici de montrer l'impact des actions antérieures sur ce village.

Les innovations à Ziga sont d'abord le fait du GERES (1962-1965). Malgré les résultats très discutables (32) des améliorations ont été portées telle que l'introduction des diguettes... Toutefois, l'inadaptation des propositions techniques, les contraintes d'ordres sociologiques et économiques n'ont pas toujours favorisé le transfert de ces innovations. En effet, l'approche Bassin versant est celle qui a été utilisée par le GERES. Cette approche consiste à commencer les aménagements par l'amont du Bassin versant, or les exploitations paysannes sont rarement situées dans cette partie. Les terres ainsi aménagées sont restées inexploitées car le paysan qui a été seulement utilisé comme main d'oeuvre salariée dans les opérations, voyait mal comment ces parcelles aménagées loin de ses champs de culture pouvaient lui être destinées. Cet état de fait a contribué à le désintéresser de ces ouvrages une fois le salariat arrêté car pour lui aucune autre motivation n'existait.

³² A Ziga, le GERES aurait réalisé une retenue d'eau et aménagé environ 40 ha de terre. Aujourd'hui aucun de ces ouvrages ne subsiste dans le paysage: la retenue d'eau est bouchée et les diguettes ont disparu.

Dans le cadre du FDR II, ce village a aussi bénéficié de deux interventions en 1978-1979 et 1980-1981 devant permettre la protection de 111 ha. Aujourd'hui seule une portion de cet aménagement, à l'entrée du village (axe Ouagadougou-Ouahigouya) se maintient efficacement en raison des mesures biologiques prises (enherbement).

Partout ailleurs, la terre plus ou moins mal compactée n'a pas résisté longtemps aux assauts répétés des eaux de ruissellement, à la trop forte fréquentation des pistes rurales et à l'effet du piétinement des animaux.

Quant à Rasko, le système agraire traditionnel a pendant longtemps constitué le fer de lance du développement agricole. L'opinion selon laquelle le Yatenga est la région privilégiée d'intervention des organismes de développement ne s'applique pas ici. La zone à laquelle appartient cet village, n'a intéressé certains projets que suite à la récession climatique enregistrée ces dernières années. C'est le cas du VIe FED et du Programme Spécial de Conservation des Eaux et des Sols et d'Agro-foresterie dans le plateau central.

D'une façon générale, les actions entreprises par les projets, ONG et ³³organismes d'Etat ont eu un impact limité. Quelles en sont les raisons ? Que peut-on retenir pour les actions futures ?

D) Analyse des interventions extérieures dans les zones d'étude

Les raisons qui expliquent l'impact limité des interventions extérieures dans les zones d'étude sont de plusieurs ordres. Il s'agit entre autres de l'absence de concertation qui a prévalu pendant une longue période entre organismes intervenant dans une même zone et de la mauvaise répartition géographique des interventions. A cela s'ajoute parfois une philosophie "productiviste" qui freine l'adhésion des populations paysannes.

Cette situation explique la méfiance des paysans vis à vis de l'extérieur et les difficultés actuelles que rencontrent les organismes de développement.

Dans ces conditions, il faudrait multiplier les actions de Recherche-Développement (R/D) aussi bien dans le domaine des techniques applicables à grande échelle que dans la méthode d'approche des producteurs. Ceci pourrait contribuer à trouver une solution aux problèmes de développement rural. A Ziga un Programme

de R/D est en cours depuis 1983³³. Les résultats enregistrés semblent globalement positifs et font que ce projet mérite d'être connu. Mais quels sont les objectifs visés par ce programme ? Cette expérience est-elle transposable dans un autre milieu ? Telles sont les interrogations auxquelles le chapitre suivant tente de répondre.

³³ Ce programme est exécuté conjointement par le D.S.A.-CIRAD, l'INERA et le CRPA Nord Yatenga et connu sous le nom de projet R/D du Yatenga

CHAPITRE IV LE PROJET RECHERCHE DEVELOPPEMENT DU YATENGA

Avant de présenter le projet R/D du Yatenga, il convient de donner une idée de l'évolution ou de la succession des organismes à Ziga. Il y a eu d'abord le GERES, ensuite le BDPA, enfin l'ORD et le CRPA. Ce dernier service est intervenu pour le compte du PAF, le PAE, l'IRAT et l'IPD/AOS. Aujourd'hui, c'est l'INERA qui mène les expérimentations en relation avec la cellule R/D du CRPA nord Yatenga.

Les activités de cet organisme sont essentiellement axées sur la CES et les essais agronomiques. La technique des cordons pierreux a commencé avec le PAF qui l'a introduite pour la première fois à Ziga. Elle a ensuite été reprise puis améliorée par le projet R/D du Yatenga qui a ajouté les plantations d'arbres et la végétalisation des diguettes.

I) PRESENTATION GENERALE

Le projet R/D du Yatenga a été créé depuis 1983 sur un financement du Fonds d'Aide et de Coopération (FAC). Il intervient dans la dite province et particulièrement dans douze villages dont Ziga.

A) Objectifs et stratégies d'intervention

Le projet s'est fixé trois objectifs :

- La connaissance des systèmes agraires, des milieux humains et physiques;
- La mise au point de techniques adaptées aux conditions agro-écologiques étudiées;
- La conduite d'actions de développement en gestion de terroir.

Les actions préconisées pour atteindre les objectifs ci-dessus visés sont multiples et se répartissent suivant cinq grands axes :

- Le suivi de la pluviométrie;
- Le diagnostic du milieu physique et de l'environnement socio-économique à l'aide d'une cartographie échelonnée;
- Les essais agronomiques, de CES, de régénération des pâturages et d'agroforesterie;
- La formation et l'organisation des producteurs;
- L'initiation d'un crédit expérimental et d'un conseil en gestion.

Les objectifs et les actions à mettre en oeuvre étant définis, un cadre d'application en conformité avec les réalités sociologiques a été trouvé. A Ziga, on a retenu comme unité

d'action le quartier de culture³⁴. On en dénombre au total cinq. A ce jour, trois ont fait l'objet d'aménagement dont deux en voie d'achèvement³⁵.

B) LA VULGARISATION DES THEMES TECHNIQUES, LE CREDIT ET LA GESTION DES TERROIRS, TROIS THEMES INDISSOCIABLES

Les thèmes techniques introduits sont multiples et complémentaires. Autour de la lutte anti-érosive, thème charnière, gravitent d'autres actions telles que l'amélioration foncière, l'utilisation de variétés améliorées, l'emploi de fongicide (Thioral) et d'engrais (NPK)... Le tableau 12 énumère les principaux thèmes et les modes d'acquisition.

Tableau 12 : Thèmes techniques et mode d'acquisition

Thèmes techniques	Mode d'acquisition
cordons pierreux	apport humain
variétés améliorées	achat
fongicide thioral	achat
engrais NPK	achat
compostière	achat engrais NPK
enherbement Andropogon	récolte sur place (graines)
culture attelée	achat
semis en ligne	-
labour	-
buttage	-
sarclage mécanique	-

³⁴ : Celui-ci, explique RODRIGUEZ L., dans les structures agraires mossi, a l'avantage de regrouper un nombre restreint de segments de lignages. Les liens familiaux existant entre les exploitants d'un même quartier de culture favorisent la responsabilisation du groupe, l'analyse des problèmes d'aménagement, de gestion de son espace et les tâches de développement.

³⁵ Les cinq quartiers de culture sont : Bossomboré, Yakin, Souba, Legoun, Bahoguin. Deux sont en voie d'achèvement (Yakin et Souba), un est totalement achevé (Bossomboré).

L'examen de ce tableau montre que l'acquisition de facteurs de production en vue de l'application de thèmes techniques et de l'aménagement de l'espace exige une certaine somme d'argent. Et compte tenu de l'insuffisance des revenus des paysans, un système de crédit a été institué.

Cependant, tous les exploitants ne peuvent pas encore y accéder. Une enquête réalisée auprès d'un échantillon de 43 personnes révèle que 40 % des paysans ayant un bon niveau technique ont pu avoir leur équipement (houe-manga, charrette, rayonneur) grâce au crédit accordé par le projet Recherche-Développement, contre 30 % à ceux qui ont un niveau moyen (voir tableau 15). Trois paysans au faible niveau technique se seraient regroupés pour obtenir une houe-manga.

La gestion rationnelle des terres étant liée à l'application de thèmes techniques nouveaux et performants hors de portée de la trésorerie paysanne, le crédit agricole s'avère être une mesure d'accompagnement indispensable. Compte tenu des expériences antérieures de crédit où les impayés ont parfois atteints 50 % du montant alloué, cette opération est aujourd'hui difficilement généralisable. Il se pose alors dans la pratique trois interrogations majeures :

- Quel appui porter à l'organisation villageoise ?
- Quel environnement institutionnel utiliser ?
- Quel groupe cible viser afin que l'effet démonstratif fasse tâche d'huile ?

c) L'appui à l'organisation

Comme précédemment annoncé, le village de Ziga compte cinq quartiers de cultures. Chaque quartier constitue une entité à l'intérieur de laquelle les liens familiaux rapprochent plus les membres vers une communauté de destin et d'action.

A la tête du quartier il y a un G.V. qui est une sous-section du groupement villageois révolutionnaire (G.V.R.) rassemblant 27 G.V. (13 GV masculins et 14 GV féminins).

Les quartiers engagés individuellement pour les travaux d'aménagement (cordons pierreux) sont soutenus par le G.V.R. Le premier à s'être intéressé est Bossomboré (1986-1987) situé au nord-ouest du village. Les autres, tout en apportant leur appui, attendaient les résultats pour se déterminer. Ceci a d'ailleurs été favorisé par la philosophie du projet R/D qui est une approche contractuelle par étape.

Le contrat lie les populations au projet et les engage à l'exécution des travaux (voir annexe II). Les parties contractantes doivent respecter les clauses dudit contrat. Le village est représenté par le G.V.R. et le projet par son coordonnateur.

D) Un environnement institutionnel à la mesure des actions envisagées

Pour l'exécution de ce projet, un encadrement peu commun a été mis en place (CRPA, INERA, DSA-CIRAD). Le CRPA et l'INERA sont représentés respectivement par un encadreur et un technicien de recherche installés à Ziga. Ils sont appuyés techniquement par la coordination du D.S.A.-CIRAD basée à Ouahigouya et la cellule R/D du CRPA nord Yatenga. Deux enquêteurs travaillent continuellement au suivi des activités, à la perception des mutations techniques, sociologiques etc... Ce sont ces ressources humaines qui vont exécuter le programme du projet avec d'abord onze paysans de Bossomboré (paysans encadrés) élargi ensuite à vingt sept "paysans de référence".

Après avoir examiné les thèmes techniques vulgarisés, la stratégie d'intervention du projet R/D, les acteurs du programme, il convient maintenant d'analyser les résultats.

II) ANALYSE DES RESULTATS

A) Les résultats : une réussite agronomique et socio-économique encourageante qui pose des problèmes de diffusion

1) De l'opération "paysans encadrés" au réseau de "paysans de référence"

Dès le départ, l'on s'est appuyé sur un groupe de onze paysans ayant une exploitation à Bossomboré. A un stade assez avancé des expérimentations, on s'est rendu compte que les "paysans encadrés" connaissaient déjà certains thèmes techniques (sarclages, cordons pierreux, fosses fumières...) même si dans l'application on notait quelques insuffisances. En outre, étant presque tous équipés pour la culture attelée, ces paysans réalisaient les meilleurs rendements et arrivaient de ce fait à couvrir leurs besoins alimentaires. Or justement, l'un des principaux objectifs du projet était de permettre aux "paysans encadrés" d'acquérir le matériel agricole, de suivre les conseils donnés afin d'aboutir à une évaluation qui se rapprocherait de la réalité. Sur cette base, les choix de départ étaient alors faussés. Cet état de fait a conduit à l'élargissement du groupe de "paysans encadrés" en 1987-1988.

Ce changement d'orientation dictée par la réalisation d'un développement effectif à l'échelle du village, repose sur le choix d'un échantillon d'agriculteurs qui soit le plus représentatif possible de la diversité des situations à Ziga : "les paysans de référence". Il est également inspiré par l'étude des stratégies des exploitations et des actions que les paysans souhaiteraient entreprendre, en privilégiant les réalisations qui ont un impact économique à court terme.

Ce nouvel échantillon de "paysans de référence" (27 exploitants) marque une nouvelle étape dans le processus de développement. En attendant les résultats de cette réorientation, une rapide évaluation de l'opération "paysans encadrés" s'avère indispensable.

2) Les résultats

a) Les tests d'amélioration foncière

Ils concernent essentiellement les céréales (mil et sorgho) base de l'alimentation des populations du plateau central. Trois formules sont utilisées :

- fumier seul
- fumier + Burkina phosphate (B.P.)
- Burkina phosphate + matière organique

Le tableau 13 présente les rendements atteints à l'ha par un échantillon d'une dizaine de producteurs.

Tableau 13 : Résultats du test d'amélioration foncière à ZIGA

N° Paysans	Espèces	R E N D E M E N T S (Kg/ha)		
		T1	T2	T3
1	mil	1000,0	936,7	766,7
2	sorgho	313,3	406,7	736,7
3	"	470,0	626,7	766,7
4	"	186,7	313,3	530,0
5	"	313,3	470,0	626,7
6	"	376,7	500,0	656,7
7	mil	313,3	626,6	766,7
8	sorgho	210,0	313,3	626,7
9	"	470,0	626,7	436,7
10	"	186,7	313,3	376,7

- T1 = fumier seul;
 T2 = fumier + B.P. épanchés séparément;
 T3 = B.P. + matière organique issus de l'opération d'adjonction.

Les résultats de ce tableau confirment d'autres expériences antérieures relatives à l'amélioration des rendements grâce à l'incorporation du B.P. à la matière organique. Les paysans en sont conscients et utilisent ce produit, notamment pour ceux dont le revenu permet de subvenir aux besoins alimentaires et de dégager un surplus destiné à l'achat du B.P. Les enquêtes montrent qu'au total 13% seulement des agriculteurs font mention de l'utilisation de ce procédé. Ces paysans se classent dans le premier groupe ainsi que l'indique le tableau 15. C'est donc dire qu'en l'état actuel des moyens dont ils disposent, 86,7% de producteurs de Ziga sont condamnés à accepter comme normale la situation de déficit qui est la leur aujourd'hui.

Tableau 14 : Adoption des thèmes techniques en 1988

	Longueur de cordons pierreux réalisés en 1983 (en m)	Longueur de diguettes semées en Andropogon (en m)	Semence améliorée S=sorgho N=NIEBE M=mil	Fosse fumière	Fosse compostière	Engrais coton utilisé en 1988 (kg)	Travail du sol avant semis (ha)	Semis en ligne (ha)	sarclage mécanique (ha)
TOTAL (48 paysans enquêtés)	9 405	1 580	S = 12 paysans N = 14 " M = 17 "	36	32	4 900	95	155	99
Moyenne par paysan	119,0	59%		0,8	0,7	114	2,2	4,3	2,3
Adoptés des thèmes techni.	95%	56%	S= 28% N= 33% M= 40%	84%	100%	60%	84%	84%	60%

Source : Rodriguez L. Rapport de synthèse projet R/D du Yatenga

B) Les thèmes techniques

D'après le tableau n°14 émanant d'une étude réalisée à Ziga en 1988 sur un échantillon de 43 paysans, les thèmes

techniques les mieux adoptés par les paysans sont : le semi en ligne (84%), les aménagements en cordons pierreux (95%), le sarclage mécanique (60%), les fosses fumières (84%), les fosses compostières (74%) et l'engrais coton (100%). Les enquêtes que nous avons réalisées auprès de 45 chefs d'UD donnent des résultats contraires. Dans l'ordre ci-dessus cité les thèmes techniques sont adoptés à 56%, 90%, 49%, 74%, 60%, et 53%. Les écarts observés résultent certainement du choix de l'échantillon. Les conclusions auxquelles a abouti le projet R/D se fondent sur un groupe de paysans recensés, suivis et conseillés dans le cadre de l'amélioration de la productivité de leurs exploitations. Les nôtres proviennent d'un groupement de producteurs suivant le tableau 15. En raison du caractère aléatoire et proportionnel du choix de l'échantillon, nos données semblent plus proches de la réalité.

Les raisons de l'application de ces thèmes, quand bien même complémentaires, diffèrent généralement de celles qui ont été annoncées pour leur introduction. C'est l'exemple des cordons pierreux dont l'objectif est d'intensifier la production et que le paysan perçoit comme un moyen d'augmenter celle-ci par la mise en culture de terrains dégradés.

c) Le crédit

Il s'est pendant longtemps polarisé sur l'achat d'intrants permettant à certains paysans de bénéficier de l'effet améliorateur des engrais minéraux. Aujourd'hui, il y a une diversification, une extension à la culture attelée et aux activités féminines.

Le crédit "culture attelée" est une initiative de la cellule R/D du CRPA. Il concerne la charrue, la houe-manga et la charrette. La durée de ce crédit est de trois ans avec un paiement de 25% du coût total à la livraison. Deux versements de 25% chacun se font à la fin de la première et de la deuxième année. Les 25% restant majorés de l'intérêt (10%), sont payés à la fin de la troisième année. La caisse populaire sur financement FAC en est le garant. Ainsi, 22% des producteurs ont pu être équipés. Le taux de remboursement avoisine 60%. Les difficultés de remboursement s'expliquent par les situations ponctuelles (funérailles, mariages, maladies) occasionnant des dépenses imprévues et l'insuffisance des récoltes.

Contrairement à ce qu'avancent la plupart des rapports sur cette expérience à Ziga, l'introduction de la culture attelée est limitée (22%). Seuls quelques paysans relativement aisés y ont potentiellement accès. Le recours pour les autres demeure l'association telle que l'ont déjà essayé certains paysans pour l'obtention d'une houe-manga.

Quant au prêt destiné à soutenir des activités économiques féminines, il est de type informel et axé sur la rentabilité. Les

femmes, réparties en petits groupes, bénéficient chacune d'un montant mis à sa disposition. La responsabilité est cependant collective car si l'une d'entre elles accumule des arriérés de paiement, les autres n'ont plus accès au prêt même si elles sont à jour. Ainsi, tout en constituant une pression morale sur l'individu et engageant sa responsabilité vis à vis du groupe, cette formule les oblige à être solidaires dans les remboursements.

B) Une diffusion très timide

A Ziga une étude que nous avons réalisée sur la typologie des paysans avec le technicien de l'INERA permet de distinguer trois groupes selon le niveau d'équipement et les activités socio-économiques menées (tableau 15).

Tableau 15 : Typologie des paysans à Ziga

N° du groupe	Niveau d'équipement	Activités socio-économiques non agricoles pratiquées	Répartition des paysans enquêtés	%
1	Bon (culture attelée bonne maîtrise des thèmes techniques. product.suffisante)	Commerce	10	22
2	Moyen (culture attelée récente maîtrise partiel le des thèmes production fluctuante).	Artisanat	15	33
3	Faible (pratiques agricoles archaïques, production déficitaire)	/	20	45

Le tableau montre que la diffusion des thèmes techniques, fortement liée à l'acquisition du matériel de culture attelée, n'est limitée qu'aux premiers groupes, sans doute à cause des moyens dont ils disposent. Cependant les données de ce tableau cachent des réalités. Par exemple le deuxième groupe est très hétérogène et près d'un tiers de ses membres ne possède pas le matériel de culture attelée ; ceux-ci se trouvent alors dans

l'obligation d'emprunter soit la houe-manga, soit la charrue³⁶ pour la réalisation de leurs travaux.

Quoi qu'il en soit, si l'on considère que le problème de matériel est résolu pour le premier groupe, il conviendrait, pour le faire avancer, de changer le contenu du message en mettant désormais l'accent sur l'utilisation optimale de l'équipement et la notion de rendement. Pour cela, le suivi par les structures d'encadrement devra être constant. En ce qui concerne le troisième groupe dont le niveau est statique, c'est seulement lorsqu'il amorcera une dynamique de progrès, (ce qui suppose une diffusion plus large des thèmes techniques) que l'opération connaîtra un réel succès. L'amélioration des conditions de ses membres passe par l'accès au crédit, par l'acquisition de facteurs de production, de matériel agricole, toute chose liée au niveau de développement global du village.

Au total, l'évaluation distingue deux niveaux d'application qui correspondent aux deux stades d'évolution du projet à savoir "les paysans encadrés" et les "paysans de référence". D'une façon générale, l'adoption des thèmes techniques est en rapport avec l'intérêt qu'ils présentent dans le cadre de la stratégie paysanne. Toutefois, les innovations techniques testées à grande échelle n'ont seulement permis qu'une évaluation économique. L'objectif initial qui était de proposer des interventions qui tiennent compte de la disparité des exploitations n'a pas été respecté. A ce propos, on peut noter la restriction, sans exception, au suivi d'un programme par l'ensemble des exploitants encadrés. A cela s'ajoute le caractère inadapté de la méthode utilisée qui est de créer une locomotive qui entraînera le reste des paysans, autrement dit, qui fera tâche d'huile.

Au regard de ce qui précède, l'opération "paysans encadrés" apparaît comme un échec, échec qu'on tente de redresser à travers le réseau "paysans de référence". Aujourd'hui, avec la définition du rôle dévolu à chacun des intervenants et l'association des producteurs à l'élaboration de stratégies économiques, l'espoir est permis. En somme, cette expérience est assez révélatrice, si besoin en était, de l'importance à accorder aux bénéficiaires des réalisations à entreprendre. En outre, elle montre que la rentabilité comme seule référence sans la prise en compte des réalités du milieu, ne conduit qu'à des résultats contraires à ceux qu'on était en droit d'attendre.

La quasi similitude des difficultés rencontrées à Ziga et à Rasko autorise à dire que les thèmes appliqués dans le premier pourraient l'être dans le second, pourvu que certains paramètres soient connus et utilisés. Il s'agit essentiellement de la

³⁶: D'une façon générale, ils possèdent presque tous un animal de traction (âne et boeuf).

typologie des exploitants, du niveau économique, de la contribution de chaque partie à la démarche générale.

L'expérience de Ziga est bien évidemment particulière. Elle bénéficie des ressources humaines et matérielles très importantes. Elle intègre également des activités qui motivent toute la population (amélioration de route...) et des actions complémentaires qui la lient au village (expérimentation, conseil en gestion) et qu'il n'est pas facile de rassembler dans une même zone.

Mais les diverses et multiples actions engagées pour une transformation qualitative du monde rural, n'ont jusque là pas réussi à changer de façon significative les systèmes agraires et à endiguer la dégradation de l'espace. Néanmoins, les enseignements tirés permettent d'envisager une orientation nouvelle.

III) QUELQUES PROPOSITIONS POUR L'AMELIORATION DE LA SITUATION DES TERROIRS DE ZIGA ET DE RASKO

A) L'approche participative et la sensibilisation

L'expérience des projets et organismes non gouvernementaux exige qu'une attention particulière soit accordée aux populations bénéficiaires. La démarche que nous préconisons n'est pas nouvelle. Elle repose sur la participation consciente des paysans à la conception et à l'exécution des travaux.

Cette démarche passe nécessairement par la sensibilisation et la formation, d'autant plus que certains paysans hésitent encore à adopter les procédés nouveaux de lutte contre la dégradation du milieu et pour l'autosuffisance alimentaire. L'adhésion de ces paysans pourrait se faire grâce à une campagne d'explication à laquelle ils seront intimement associés. A cet effet, il faudrait éviter de se contenter des seules rencontres avec les G.V.R. Bien que ceux-ci soient les interlocuteurs désignés du village, leurs responsables sont très influents et font presque toujours des observations tirées de leurs propres situations.

Par ailleurs, le niveau de développement inégal des deux terroirs nécessite des séances de sensibilisation différente basées sur la méthode participative. A Rasko, le bas niveau technique et la faible maîtrise des méthodes de lutte anti-érosive commandent le cheminement classique, c'est-à-dire le diagnostic des causes de la dégradation du milieu, la recherche de solutions, des moyens à mettre en oeuvre et l'estimation de l'apport des villageois.

Par contre, à Ziga où les techniques de conservation des sols et des eaux sont connues des paysans, la sensibilisation devra plutôt être axée sur l'acquisition et l'utilisation du matériel agricole.

B) La formation

A ce niveau, beaucoup reste à faire à Rasko. L'encadrement agricole s'y attèle. Elle concerne les techniques d'implantation des diguettes, de plantation d'arbres, d'enherbement des diguettes, du semis en ligne, etc...

Afin d'assurer l'efficacité de ces pratiques, il serait souhaitable que la vulgarisation se fasse de façon progressive. Il ne s'agit donc pas d'aller rapidement, ni de combler un quelconque retard comme le pensent nombre de techniciens, mais d'adopter une démarche graduelle.

A Ziga, la répétition quotidienne des mêmes gestes a fini par rendre habituels le tracé des courbes de niveau, la confection des diguettes, le semis en ligne, le contrôle de densité, le labour, le sarclage mécanique, le rayonnage etc... pour ceux qui sont équipés.

Cependant, une véritable éducation est indispensable afin de parvenir à une utilisation optimale du matériel.

C) Les thèmes techniques prioritaires

1) La lutte anti-érosive

Elle nécessite une association de procédés biologiques et mécaniques. Le premier confère aux sols une résistance accrue à l'attaque hydrique par le jeu de la végétation. Le second permet un contrôle du ruissellement et par conséquent de l'érosion³⁷.

La part relative de ces techniques dans la défense des sols varie avec trois grandes catégories de conditions :

- le climat et le système de culture ;
- le sol et la pente ;
- le degré d'évolution technique et de richesse du paysan.

Le climat et la pente étant imposé, le niveau économique et technique, l'évolution des systèmes de culture vont ainsi conditionner les techniques employées pour enrayer l'érosion³⁸.

³⁷ : C.T.F.T. Conservation des sols au sud du Sahara

³⁸ : C.T.F.T. OPP. cit.



P L A N C H E I I I

Exemple de résultat recherché à long terme par la technique des
cordons pierreux ou des diguettes et de la
végétalisation : l'andropogon prend la place des moellons.

(Ci-avant)



P L A N C H E I V

Limite des cordons pierreux, début des zipellés.



a) La conservation des terres cultivées

Cette opération pour être efficace implique autant que possible des plantations d'espèces à cycle court et rampantes. La réalisation de diguettes³⁹ enherbées, aménagement destiné à freiner le ruissellement doit être poursuivie avec plus d'intensité à Rasko. (PLANCHE III).

b) La protection des terres incultes

Ces terres contiguës aux parcelles de cultures (PLANCHES IV) sont délaissées et rarement récupérées; elles ont donc une influence certaine sur les terres cultivées. Si l'on ne dispose pas de moyens nécessaires à la construction des diguettes on pourrait effectuer un reboisement en vue de réduire le lessivage et de ralentir la destructuration.

2) L'intensification et la mécanisation

La restructuration des terres ne pouvant se faire qu'à long terme, il serait souhaitable que les intrants agricoles puissent être à la portée de tous, grâce à un système de crédit qui tienne compte des possibilités d'emprunt des paysans, car certains ont des capacités leur permettant d'accéder individuellement au crédit alors que d'autres n'en ont pas les moyens. Ainsi, les producteurs démunis pourraient s'associer pour en faire la demande. Par ailleurs, la suppression des taux d'intérêt faciliterait les remboursements ainsi que l'accès aux facteurs de production notamment la culture attelée qui semble nécessaire pour changer le système de culture. Cette nécessité est non seulement dictée par la pratique de thèmes techniques tels que le sarclage mécanique, le rayonnage, le billonnage, etc... mais aussi et surtout par le scarifiage des surfaces de plus en plus importantes, recouvertes par des croûtes de battance. Ici aussi, le crédit agricole s'avère un complément indiscutable, compte tenu des capacités financières modestes des paysans.

Contrairement à certaines affirmations selon lesquelles le matériel de culture attelée n'intéresse pas le paysannat et qu'il concourt à l'accroissement des superficies et non à l'intensification, les populations de Rasko et de Ziga y attachent beaucoup d'intérêt. Seuls les moyens financiers font défaut. Dans les terroirs où l'accroissement des superficies est limité par la saturation foncière, la culture attelée n'a logiquement plus d'effet d'extension. Tel est le cas de Ziga. A Rasko, même si le seuil de saturation n'a pas atteint un niveau critique, la pression foncière y est aussi forte et les disponibilités en terres cultivables

³⁹ : de préférence en pierre, le matériel étant disponible et l'entretien facile.

limitées. Face à ces contraintes, l'action rurale devrait être axée sur l'intensification des méthodes culturales.

De plus, le maintien et l'amélioration de certaines techniques traditionnelles seraient souhaitables, étant donné qu'elles ont fait la preuve de leur efficacité et qu'elles sont sans incidence financière. Il s'agit du paillage, de la rotation et de l'association des cultures.

Conscients des problèmes écologiques, les paysans de Ziga et Rasko ont imaginé et mis au point diverses pratiques agricoles. Si celles-ci ont pendant un certain temps montré leur efficacité, elles sont aujourd'hui inopérantes en raison de la forte démographie et des exigences actuelles du développement.

Face à cette situation de crise, l'Etat et les organismes non gouvernementaux se sont vus contraints d'intervenir. Les premières interventions trop rigides dans leur conception et aliénant pour le paysan se sont pour la plupart soldées par des échecs.

De nos jours, l'on associe de plus en plus les bénéficiaires aux différentes étapes de conception et de réalisation. La recherche s'active pour proposer de nouvelles approches. Si les résultats ont dans l'ensemble connu une nette amélioration, leur transfert à une grande échelle demeure toujours une équation à résoudre.

Plus que tout, une profonde mutation du système agraire s'avère nécessaire. La gestion de l'espace ne correspond plus aux exigences du développement rural. Le droit foncier coutumier est indexé. Des textes réformateurs (RAF) ont été promulgués pour y remédier.

Afin de mieux apprécier les deux régimes fonciers, il convient de les analyser et de tirer des leçons pour une meilleure gestion des ressources.

3e P A R T I E

LA GESTION DES TERROIRS, UNE APPROCHE
AU SERVICE DU RENFORCEMENT DE LA SECURITE
DU MONDE RURAL

CHAPITRE V DROIT COUTUMIER ET REORGANISATION AGRAIRE ET FONCIERE (RAF) : COMPLEMENTARITE OU OPPOSITION

L'économie du BURKINA FASO repose presque entièrement sur l'agriculture et l'élevage. Ces activités occupent plus de 90% de la population du pays. La terre constitue ainsi un capital inestimable car c'est elle qui fournit la nourriture, les habits, les moyens de locomotion etc...

Dans les villages mossi, sa gestion est placée sous l'autorité de deux chefs coutumiers : le Ting-Naaba (chef de village) et le Ting-Soba (chef de terre). L'usage traditionnel du patrimoine foncier est diagnostiqué comme l'un des principaux freins à l'accroissement de la productivité agricole (on estime à 1/4, la part de l'agriculture au PIB). Cette situation explique les réformes introduites par l'Etat dont le but est de repenser le mode d'utilisation de l'espace.

I) LE REGIME FONCIER COUTUMIER

A) Origine des terroirs de Rasko et de Ziga

Dans ces deux villages, la terre appartient à des communautés voisines, (les premiers occupants) qui les ont cédées aux populations résidentes (Kéléguem au sud de Rasko et Bougouré au sud-est de Ziga). Les chefs de terre actuels sont les descendants des propriétaires fonciers de Kéléguem et de Bougouré, qui ont reçu par délégation de pouvoir, un droit de gestion autonome. Il n'y a pas de dépendance au sens strict du terme, mais plutôt une concordance au niveau des dispositions préalables à la mise en valeur. Il existe cependant une certaine hiérarchisation.

Les chefs de terre locaux accordent aux responsables de famille des parcelles que ceux-ci distribuent à leur descendance. Pour accéder à un terrain dans l'un des terroirs, les tractations sont du ressort exclusif des Ting-soba ou de leur représentant, sur requête des chefs de famille.

B) Le régime foncier

L'organisation des droits d'utilisation de la terre dans le plateau central est liée à la densité humaine ainsi qu'à leur croyance religieuse. A Rasko et à Ziga, la terre a un caractère sacré. Le système foncier lui confère une valeur religieuse. Chaque famille exerce un droit d'usage sur une portion de terre accordée à ses ancêtres par le chef de terre. L'occupation nécessite des sacrifices préalables qui sont faits par le Ting-soba ou son représentant.

A Ziga, ces sacrifices se font en commun pour tout le village avant les semis. Ils consistent en des réjouissances populaires au

cours desquelles chèvres et poulets sont immolés et consommés. L'occupation foncière à des fins d'exploitation agricole est précédée de l'offrande d'un poulet aux Dieux pour les animistes. Cet acte est également répété avant toute construction d'habitation et l'occupation de nouveaux logements.

A Rasko, le défrichement d'un nouveau champ par un autochtone ne donne lieu à aucune offrande. Par contre, pour les nouveaux arrivants, l'occupation d'une terre est suivant le cas assortie de sacrifices : un poulet avant la construction de l'habitation, suivi d'un met composé de viande de chèvre et de poulet associée au sésame pour l'occupation définitive.

Dans ce système foncier, l'appropriation des terres est collective. L'aire déterminée par les premières familles installées confère à leurs descendants les droits fonciers.

Il existe une interpénétration spatiale liant Rasko et Ziga aux villages voisins de Kéléguem et de Bougouré, si bien qu'il n'y a pas de limites réelles entre les terroirs. Les populations défrichent de nouveaux champs en fonction de leurs besoins et des disponibilités de terre, sans tenir compte de leur appartenance à l'une ou à l'autre des aires territoriales.

Si cette procédure permet à chacun d'obtenir une portion d'espace, il n'en demeure pas moins que les terres les plus fertiles, constituées par les bas-fonds, restent la propriété exclusive des membres les plus influents et les plus âgés des familles de Ziga et des premiers arrivants à Rasko. Il convient toutefois de préciser que ces droits d'utilisation peuvent être étendus aux personnes qui n'appartiennent pas à ces communautés.

En effet, les étrangers peuvent, semble-t-il, obtenir des parcelles de culture accordées soit par le possesseur d'un droit permanent soit par le chef de terre. Cependant, en raison de l'insuffisance des terres et de l'état de dégradation des sols, cette procédure tend à disparaître.

Dans le meilleur des cas, le droit d'usage peut prendre fin pour manquement aux règles coutumières et par suite de dispute entre deux usagers à propos d'une terre. Dans l'ensemble, les paysans se conforment aux exigences coutumières. En cas de dispute, on exige un sacrifice de poulet. Quand les deux parties en viennent aux mains, le chef de terre demande une chèvre pour apaiser les puissances surnaturelles. Dans l'un ou l'autre des cas, les sacrifices ne donnent pas lieu à un retour sur les aires de cultures litigieuses. Les protagonistes reçoivent de nouvelles parcelles.

A Ziga, il existe des tensions entre certaines familles dont l'origine vient du système de prêt de terre. C'est l'exemple de cette famille qui de retour du Mali où elle avait émigré, n'est

toujours pas parvenue à récupérer "ses" terres prêtées avant son départ, malgré les injonctions pressantes à la famille occupante. Celle-ci refuse de céder, car elle n'a d'autres issues que les zipellé. Cette situation découle de la saturation foncière.

A Rasko, le problème est tout aussi aigu. Le désir d'indépendance économique, la restriction du potentiel de terre cultivable et l'accaparement des bas-fonds par les aînés ne favorise pas une existence harmonieuse⁴⁰.

Les principales caractéristiques du système foncier de Ziga et de Rasko se présentent ainsi qu'il suit : centralisation, pouvoir pyramidal dans la distribution des terres (chefs de terre, chef de famille, exploitant), pression et crise foncière. Il est évident que ce système initialement lié à un capital foncier important pose aujourd'hui des problèmes.

Les populations ont presque triplé en trente ans et les taux d'occupation du sol sont parmi les plus forts du pays. La rigueur du climat a apporté des modifications très sensibles sur le plan écologique et réduit les terres cultivables. Cela a quelque fois entraîné, même si ce n'est pas à première vue perceptible, des tensions entre les populations.

L'Etat, conscient du rôle économique de la terre et des blocages que constituent certaines pratiques coutumières à son exploitation optimale, a depuis les indépendances, fait du problème foncier un cheval de bataille.

II) LA REORGANISATION AGRAIRE ET FONCIERE ET SON APPLICATION

A) Les textes antérieurs à la R.A.F.

Ils sont au nombre de trois et constituent le régime réglementaire. Il s'agit du décret du 24 Juillet 1906 repris par le décret du 26 Juillet 1932, de la loi 77/60/AN du 12 Juillet 1960 et de la loi 29/63 du 24 Juillet 1963. A la différence du droit coutumier, le régime dit réglementaire est un droit foncier. Les deux premiers (décret du 26 Juillet 1932 et la loi 77/60/AN du 12 Juillet 1960) s'attaquent au droit foncier traditionnel par la privatisation au sens romain de la propriété (article 544 du code civil). Le dernier (loi 29/63/AN du 24 Juillet 1963) étend le domaine de l'Etat aux terres peu peuplées ou éloignées des agglomérations qui ont fait l'objet d'aménagements spéciaux. La réglementation dans les centres urbains constitue pour ces textes le principal sujet abordé. Les parties concernant le monde rural sont moins importantes et le plus souvent ambiguës.

⁴⁰ : Ces facteurs auxquels s'ajoutent les conditions climatiques rudes constituent les causes essentielles des migrations.

Ainsi, affirme-t'on que toutes les terres appartiennent à l'Etat avant de dire que le Domaine Foncier de l'Etat englobe les terres peu peuplées ou éloignées des agglomérations ayant fait l'objet d'aménagements spéciaux. Qu'est ce qu'une terre peu peuplée ? Qu'est ce qu'un aménagement spécial ? Aucune précision n'est donnée.

Cependant, sans prétendre répondre à ces questions, les aménagements spéciaux pourraient correspondre aux retenues d'eau de surface, aux forages, aux sites anti-érosifs ... Dans ce cas Ziga (situé à proximité de la capitale régionale Ouahigouya) qui a bénéficié de réalisations du GERES fait partie du Domaine Foncier de l'Etat. Mais si l'on se place dans le contexte régional (où la densité moyenne 55 hbts/km² est l'une des plus fortes du pays), ce village avec une densité de 58 hbts/km² en est exclus. N'est ce pas un paradoxe, une ambiguïté que comportent ces textes qui associent et excluent en même temps ?

Dans la pratique, ils n'ont presque jamais été effectifs. Bien que l'Etat se soit approprié à coup de décrets et de lois la terre depuis 1960, le droit foncier coutumier n'a pas changé. Il a régit le fonctionnement de la terre jusqu'en 1984 avec la promulgation de l'ordonnance 84_050 CNR/PRES/ du 4 Août 1984 portant Réorganisation Agraire et Foncière et en 1985 avec son décret d'application N° 85-404 CNR/PRES/ du 4 Août 1985.

Que contiennent ces nouveaux textes ? Quels changements apportent-ils ? Quel bilan peut-on faire cinq ans après leur promulgation ? Comment sont-ils perçus par les paysans ? Telles sont quelques unes des questions que nous posons dans les développements suivants.

B) La Réorganisation Agraire et Foncière

1) Les textes : quelques aspects fondamentaux

les textes portant Réorganisation Agraire et Foncière au BURKINA FASO concernent aussi bien les terres urbaines que les terres rurales. Seuls ce dernier volet intéresse notre étude . Mais avant, essayons de donner un contenu aux termes agraire et foncière.

Ces termes sont deux notions liées à la terre. La première est relative à la répartition ou à l'aménagement et la seconde a trait aux conditions d'accès à la terre.

La R.A.F. a deux principales composantes : la constitution du Domaine Foncier National et la gestion de ce patrimoine.

2) Le Domaine Foncier National (D.F.N.)

L'article 1 stipule qu'"il est constitué un D.F.N. formé de toutes les terres situées à l'intérieur du territoire

national...". Celui-ci comprend les terres du domaine public naturel (cours d'eau, montagnes, forêts...), artificiel (routes, ponts...), du domaine privé de l'Etat, des collectivités secondaires et celles détenues en vertu des coutumes.

Le D.F.N. est de plein droit la propriété exclusive de l'Etat (article 3). Pour ce qui est de cette partie, la clarté des textes ne souffre d'aucune ambiguïté.

3) La Gestion du D.F.N.

Il est conseillé aux paysans de s'associer dans des organisations coopératives pour occuper et exploiter les terres (article 25) tout en ayant à l'esprit l'intégration de toutes les activités du monde rural (agriculture, élevage, foresterie; article 25). L'occupation elle-même reste toutefois subordonnée à un zonage préalable (zones à vocation pastorale, agricole, forestière).

L'aménagement est vu sous deux angles : les aménagements avec maîtrise d'eau et les aménagements pour les cultures pluviales (cas des villages de Rasko et Ziga).

a) Les aménagements pour les cultures pluviales

Ceux-ci comportent des opérations de parcellement, de défrichage, de lutte anti-érosive et de construction de voies de desserte. L'abattage systématique des arbres (lors des défrichements) y est interdit. L'intégration d'actions de lutte anti-érosive (sites anti-érosifs, mesures CES) est de rigueur. L'article 3 du décret portant application de la R.A.F. ajoute que tous les aménagements doivent se faire conformément aux trois schémas préconisés, à savoir : les schémas national, provincial et départemental d'aménagement.

l'élevage dans ce contexte tient une place importante.

b) La place de l'élevage dans les textes

Une tentative d'organisation de ce secteur est amorcée. Il est prévu la création de zones d'élevage et de pistes de transhumance (article 59). La mise en place d'organisation d'éleveurs est encouragée. Il leur est demandé d'éviter la divagation en assurant de nuit comme de jour le gardiennage des animaux regroupés dans des enclos collectifs (article 180). Les articles 181, 300 et 301 les y astreignent car, disent-ils, les animaux en divagation sont saisis et vendus, ou abattus s'il n'est pas possible de les capturer.

Dans de telles conditions d'occupation et d'exploitation des terres, quel système a été conçu pour l'attribution de celles-ci et pour régler les éventuels litiges pouvant surgir ?

4) Les structures de gestion et leur rôle

Des commissions d'attribution, de règlement des litiges et d'évaluation sont prévus par village, commune, département et province.

Au niveau des villages, on envisage la création de commission villageoise d'attribution de terres. Celle-ci, constituée par le bureau du comité révolutionnaire (c.r.) est la seule habilitée à donner ou à retirer une terre. L'attribution des parcelles de culture est individuelle et aucune transaction n'est possible. Cependant, des cas d'échange peuvent exister avec autorisation préalable de la commission d'attribution. Elle peut également procéder à un retrait de la terre pour incapacité de mise en valeur ou mauvais entretiens ⁴¹ et pour changement de résidence. En cas de décès de l'attributaire d'une parcelle de culture, les héritiers obtiennent l'affectation de tout ou partie des terres. Pour cela, un délai de six mois leur est accordé pour informer le délégué villageois du décès.

Les commissions d'évaluation siègent aux niveaux communal et départemental. Elles ont pour rôle de vérifier la conformité des réalisations par rapport aux destinations initiales.

Quant aux commissions de règlement des litiges, elles sont communales, départementales et provinciales. Elles interviennent aussi bien dans les problèmes d'attribution que d'exploitation des terres n'ayant pas trouvé de solution à l'échelle inférieure.

Il convient de noter également que la décision de retrait des terres et le jugement de la commission de règlement des litiges peuvent être l'objet de recours ⁴². Les recours possibles sont, pour les cas de retrait des terres les commissions départementales et provinciales de règlement des litiges et pour les jugements rendus par les commissions de règlement des litiges, l'administration départementale puis provinciale.

Au terme de cette brève présentation des différents aspects des textes régissant la gestion de la terre au BURKINA FASO, on peut se poser des questions sur les transformations fondamentales visées par la R.A.F. ?

⁴¹: Refus de plantation d'arbres, de construction de sites anti-érosifs ou d'adoption de techniques décidées au niveau du village.

⁴²: Pour la commission de règlement des litiges, le recours administratif n'est pas possible pour les personnes physiques et morales privées

5) Les textes anciens et nouveaux :
Convergences et divergences

Les textes sur la R.A.F. diffèrent du régime dit réglementaire. Cependant, il existe des points communs.

Ainsi, l'appartenance à l'Etat des terres est réaffirmée. Il en est de même du retrait de sa gestion aux autorités coutumières. Un des reproches faits à l'ancien système est la centralisation de la gestion. Aussi, avec la R.A.F., tous les titres sont-ils délivrés au niveau provincial ?

Aujourd'hui, les structures populaires représentées dans plusieurs commissions (attribution, règlement de litige, évaluation) sont associées à la gestion. Dans les villages, les C.R. juridiquement jouent le rôle de chef de terre. Toute occupation, tout retrait de terrain (article 90) et tout règlement passent nécessairement par eux. En outre, ils doivent tenir par village un registre foncier (article 87).

La R.A.F. comme on le voit, a apporté des changements qualitatifs. Les grands objectifs que sont l'uniformisation du système juridique, la recherche du développement économique, de la justice sociale, la responsabilisation des autorités politiques et administratives sont à notre avis très pertinents eu égard à la gravité du processus de dégradation des ressources naturelles. Mais la justesse et la pertinence d'un sujet autorisent-ils toujours une application efficiente ? L'uniformisation du système juridique foncier dans ce puzzle que constitue le pays n'est-elle pas porteuse de crise ? Dans le cas précis de la RAF quel bilan peut-on faire de son application à Ziga et à Rasko ? Comment est-elle perçue par les paysans ?

CHAPITRE VI LE PAYSANAT ET LA R.A.FI) PERCEPTION PAYSANNE DE LA R.A.F.

Cinq ans après la promulgation des textes sur la R.A.F., ceux-ci ne connaissent pas encore d'application effective à Rasko et à Ziga. Ce fait, à notre avis est dû à l'emprise des coutumes, à l'hésitation et à la prudence des autorités politiques et administratives. C'est donc dire que le droit foncier traditionnel a toujours, dans la pratique, valeur de loi.

La R.A.F. peut-elle dans ces circonstances connaître une application effective ? La réponse à cette interrogation est liée à la perception que se font les paysans pris par catégorie socio-professionnelle. Les tableaux ci-après donnent une idée des principaux résultats auxquels nous sommes parvenus.

Il convient de préciser que les éleveurs interrogés sont issus du groupe des agriculteurs. Ils sont mandatés au nom du Groupement Villageois Révolutionnaire (G.R.V.) en raison de l'importance de leur cheptel, pour s'occuper des problèmes inhérents à l'activité d'élevage. Les C.R., tous paysans, ne font pas partie des agriculteurs interrogés.

Tableau 16 : Connaissances paysannes de la RAF par categorie socio-professionnelle à Ziga et à Rasko

	Z I G A								R A S K O							
	Agricul- teurs		Cellule d'eleveur		C.R.		Chef de terre		Agricul- teurs		Cellule d'eleveur		C.R.		Chef de terre	
Nombre de personnes enquêtes	50		5		6		1		35		7		6		1	
Reponses	oui	non	oui	non	oui	non	oui	non	oui	non	oui	non	oui	non	oui	non
Etes-vous au courant de l'ex- istence de la R.A.F. ?	100%		100%		100%		100%		100%		100%		100		100	
Savez-vous que l'attribution des terres appartient desor- mais à l'Etat ?	100%		100%		100%		100%		100%		100%		100%		100%	
Savez-vous que l'attribution des terres releve d sormais du ressort des C.R. ?	100%		100%		100%		100%		100%		100%		100%		100%	
Savez-vous que l'attribution des terres est subordonnee à un zonage prealable ?	33%		36%	64%	15%	35%	-	-	18%	82%	23%	77%	3%	97%	-	-
Savez-vous que les nouveaux textes exigent le gardienna- ge et le parcage de jour comme de nuit ?	-	-	50%	50%	100%		-	-	-	-	45%	55%	-	-	-	-
Savez-vous qu'obligat ^o est faite aux occupants des ter- res agricoles d'entreprendre des actions de restauration (diguettes, plantation d'ar- bres, etc...)	69%	31%	-	-	100%		-	-	58%	42%	-	-	44%	56%	-	-

Tableau 17 : Perception paysanne de la RAF par categorie socio-professionnelle à Ziga et à Rasko.

	Z I G A								R A S K O							
	Agricul- teurs		Cellule d'éleveur		C.R.		Chef de terre		Agricul- teurs		Cellule d'éleveur		C.R.		Chef de terre	
Nombre de personnes enquêtées	50		5		6		1		35		7		6		1	
Reponses	oui	non	oui	non	oui	non	oui	non	oui	non	oui	non	oui	non	oui	non
Pensez-vous que la R.A.F. soit une bonne chose ?	25%	75%	?	?	82%	18%	?	?	37%	53%	20%	?	35%	?	?	?
Etes-vous d'accord avec l'appartenance des terres à l'Etat ?	19%	81%	24%	76%	62%	38%		100%	26%	?	32%	?	33%	?		100%
Accepteriez-vous de vous adresser aux C.R. pour obtenir une parcelle de culture ?	5%	95%	-	-	-	-		100%	49%	40%	-	-	-	-		100%
Le zonage préalable à l'exploitation vous convient-il ?	7%	93%	24%	76%	-	-	-	-	36%	64%	40%	60%	-	-	-	-
Pouvez-vous faire des propositions pour améliorer la R.A.F. ?	5%	95%	?	?	44%	56%	100%		?	?	?	?	?	?	?	?
Pensez-vous que la R.A.F. doit être supprimée ?	69%	31%	-	-	100%		-	-	58%	42%	-	-	44%	56%	-	-

N.B. : il y a des abstentions pour les chiffres dont l'addition horizontale ne donne pas 100%

Tableau 18 : Perception paysanne de la RAF à Ziga et à Rasko

	Z I G A						R A S K O					
	Paysans*		C.R.		Chef de terre		Paysans		C.R.		Chef de terre	
Nombre de personnes enquêtées	55		6		1		42		7		1	
Reponses	oui	non	oui	non	oui	non	oui	non	oui	non	oui	non
Pensez-vous que la R.A.F. soit une bonne chose ?	25%	75%	82%	19%	?	?	28,5%	26,5%	35%	?	?	?
Etes-vous d'accord avec l'appartenance des terres à l'Etat ?	21,5%	78,5%	62%	38%		100%	29,5%	?	85%	?		100%
Accepteriez-vous de vous adresser aux C.R. pour obtenir une parcelle de culture ?	5%	95%	-	-		100%	43%	34%	-	-		100%
Le zonage préalable à l'exploitation vous convient-il ?	15,5%	84,5%	-	-	-	-	38%	62%	-	-	-	-
Pouvez-vous faire des propositions pour améliorer la R.A.F. ?	5%	95%	44%	56%	100%		?	?	?	?	?	?
Pensez-vous que la R.A.F. doit être supprimée ?	5%	95%	50%	40%	100%		?	?	?	?		100%

* Sous ce terme nous avons rassemblé agriculteurs, éleveurs. Les C.R. et chefs de terre qu'étant eux aussi des paysans ont été retenus en raison de leurs rôles politiques

A) La méconnaissance des textes

Ainsi que nous l'indique le tableau 16, l'ensemble des paysans (agriculteurs, éleveurs, C.R., chef de terre) sont au courant de l'existence des textes portant R.A.F. au BURKINA FASO. Ils savent aussi que désormais toutes les terres appartiennent à l'Etat et que l'attribution relève de la compétence des C.R.. Ils disent pour la plupart d'entre eux, détenir ces informations des émissions radio-diffusées, rarement des structures populaires et administratives.

En ce qui concerne les modalités pratiques d'application, l'ignorance est manifeste. A Ziga seuls 33% des agriculteurs, 36% des éleveurs et 15% des C.R. savent que l'occupation des terres est subordonnée à un zonage préalable, contre respectivement 18%, 23% et 3% à Rasko. Les aspects de gardiennage et de parcage des animaux ont des taux d'appréhension intéressants ; 50% à Ziga et 45% à Rasko. Quant aux actions de restauration écologique, elles sont les mieux connues parce qu'elles sont sans doute intégrées aux activités des paysans (69% des paysans le savent à Ziga contre 58% à Rasko).

Si dans l'ensemble la méconnaissance des textes est de règle, l'analyse des chiffres montre qu'à Ziga les thèmes véhiculés par la R.A.F. sont mieux connus qu'à Rasko. Les raisons tiennent certainement à la proximité de Ouahigouya et au fait que le village représente le principal centre économique du Département de Oula et constitue donc une localité ouverte sur l'extérieur. Par ailleurs, on remarque que les C.R. chargés de l'application des textes ne sont pas plus avancés que les autres; même si les pourcentages correspondant indiquent le contraire. Les responsables des structures populaires (C.R.) à Ziga scolarisés dans l'ensemble, ont des connaissances plus approfondies sur la R.A.F. que ceux de Rasko à majorité analphabètes.

Dans ces conditions, les réponses sont pour les uns fonction de la connaissance de l'aspect dont il est question pour les autres (la majorité), c'est le mutisme et des réponses incomplètes.

B) La R.A.F. : des dispositions dont l'application pose des problèmes

A défaut d'avoir obtenu des réponses nous permettant d'affiner nos analyses, nous avons réparti les différentes catégories socio-professionnelles en deux groupes (paysans et C.R.) tout en maintenant le chef de terre. La distinction ici résulte d'un souci de hiérarchisation (exploitants, responsables politiques, responsables coutumiers). Toutefois, nous avons conservé l'esprit du tableau 17. Le tableau 18 montre la réaction des paysans enquêtés. La R.A.F. ne semble pas être appréciée par les producteurs comme une solution aux problèmes de l'utilisation de l'espace villageois. Seuls 25% des paysans à Ziga et 28,5% à Rasko souscrivent à la justesse de la R.A.F.. Les 95% des exploitants qui

se sont exprimés à Ziga demandent sa suppression. A Rasko ils ne se sont pas prononcés sur cette question. Dans ce village, les agriculteurs disent s'en remettre à tout ce que décidera le pouvoir d'Etat.

L'expropriation des terres au profit de l'Etat est mal acceptée. 21,5% des exploitants de Ziga et 29,5% à Rasko y adhèrent. 95% des paysans de Ziga et 40% de ceux de Rasko refusent l'idée de s'adresser aux C.R. pour l'obtention d'une parcelle. Par ailleurs, 15% et 38,5% sont favorables au zonage et une faible proportion des personnes interrogées ont fait des propositions d'amélioration (5% seulement à Ziga, les paysans de Rasko ayant gardé le mutisme total sur cette question).

Ces résultats sont cependant à prendre avec réserve parce que le contenu de la R.A.F semble avoir été mal expliqué ou mal compris et les bénéficiaires n'ont pas souvent été étroitement associés aux mesures d'application.

1) Les chefs de terre

Gestionnaires coutumiers de la terre, leur perception est importante dans l'application de la R.A.F où ils représentent un pouvoir dans la société traditionnelle mossi fortement centralisée. Dans l'ensemble, ils refusent d'être dépossédés de la gestion foncière et pensent qu'il n'y a pas de propositions d'amélioration possible. En effet, leur enlever la gestion foncière revient à nier leur existence. Le pouvoir foncier étant la base de toute la considération qui leur est due, sa suppression voudrait dire, les ramener au rang du commun des mortels. Le chef de Ziga, a été plus catégorique que celui de Rasko qui a émis des réserves dans les réponses. Cela pourrait être lié à la peur de donner un avis non conforme à l'esprit de la R.A.F. ou traduire une caution tacite aux nouveaux textes;

2) Les C.R.

Nouveaux gestionnaires, les membres des structures interrogés pensent que la R.A.F. est opportune (82% à Ziga, 35% à Rasko)⁴³ et que l'appropriation de la terre par l'Etat est normale (62% à Ziga contre 83% à Rasko). Cependant, en même temps qu'ils sont favorables aux textes, 60% des C.R. de Ziga pensent qu'ils doivent être supprimés. A Rasko, ils ne se sont pas prononcés. D'une façon générale, les C.R. issus des villages, disent qu'ils ne peuvent pas outrepasser les coutumes sans l'aval des dépositaires. La raison est qu'étant ressortissants des dits villages, ils ont été éduqués

⁴³ : La différence de pourcentage est liée au niveau de compréhension des textes, donc d'instruction. Les CR de Ziga sont presque tous d'anciens élèves tandis qu'à Rasko seul le délégué est alphabétisé (mooré).

suivant un système de gestion foncière qu'ils ne peuvent aujourd'hui, malgré leur pouvoir, remettre totalement en cause. En outre, le chef de terre dans la société est synonyme de pouvoir, et quiconque s'attribue les pouvoirs de législateur foncier doit aussi en avoir les attributs "mystiques". Cela, les C.R. le savent; même s'ils sont désormais investis d'un pouvoir juridique, ils n'ont aussi et surtout pas oublié qu'ils exercent dans un milieu traditionnel où les mentalités ont été forgées par d'autres lois.

Mais que reproche-t-on concrètement à la R.A.F. ? Quels sont dans un tel cas les chances d'applicabilité ?

C) Critiques paysannes et chances d'applicabilité de la R.A.F.

Au delà des données numériques ci-dessus utilisées, l'évocation de la R.A.F. développe chez les paysans un sentiment d'hostilité. Le village de Ziga est beaucoup plus ferme dans ses observations tandis que celui de Rasko semble à la fois réservé et hésitant.

Si l'unanimité est faite autour du constat de dégradation des ressources du milieu, les avis divergent cependant quant au mode d'utilisation de l'espace comme cause principale. Aussi des arguments ont-ils été avancés contre la R.A.F. Les exploitants estiment que la terre leur a été léguée par les ancêtres et que depuis lors, ils ne connaissent pas de problèmes insurmontables pour sa gestion. En outre, ajoutent-ils "les sols ont aujourd'hui atteint un état de dégradation tel que les plantations d'arbres et les travaux de construction de sites anti-érosifs sont acceptés par les responsables coutumiers. Alors nous ne comprenons pas la décision de l'Etat de nous retirer la gestion des terres" répondent les chefs de terre et les paysans. "Nous appartenons à l'Etat, nos terres aussi" poursuit le Ting-soba de Rasko. A Ziga, le ton est plus tranché. Le chef de terre utilise un langage imagé : "admettons que vous soyez venu seul nous rendre visite avec un engin. A votre retour nous vous le confisquons et vous intimons l'ordre de rentrer chez vous à pied. Quelle sera votre réaction" ? Evidemment que nous ne serons pas content mais la sagesse nous commandera, en raison de la supériorité de l'adversaire, de n'opposer aucune résistance. Ceci pour dire que l'application de la R.A.F. sera une lutte de longue haleine.

L'organisation politico-administrative traditionnelle dans la société mossi a encore une forte emprise sur la population. C'est pourquoi, toute décision attribuant aux C.R. une quelconque supériorité est mal accueillie, car ces structures ne représentent aux yeux des autorités coutumières aucun pouvoir réel. Ce sentiment est partagé par les paysans qui soutiennent que les C.R. n'accepteront pas de jouer le rôle de gestionnaires fonciers. Ce qui s'avère exact.

En effet, du fait de leur appartenance aux structures populaires, ceux-ci disent qu'ils reconnaissent de facto être gestionnaires, mais dans la pratique, "nous conduirons tout individu sollicitant une parcelle chez le chef de terre ou chez un chef de famille dont les disponibilités de terre sont excédentaires. C'est seulement après leur accord et conformément à leurs instructions que nous procéderons à l'attribution" répondent-ils. Ils ajoutent que "si à l'échelon supérieur, cette procédure n'est pas appréciée des autorités, nous préférons démissionner, car s'opposer aux dépositaires des pouvoirs coutumiers, c'est s'opposer à leurs pouvoirs occultes or nous n'en avons pas les moyens". Toute chose qui a été confirmée par l'attitude d'un chef de terre qui dit : "si je ne peux pas m'opposer à l'Etat, je peux toutefois empêcher nos enfants d'enfreindre la coutume. Si parmi eux il y a des téméraires, je veillerai à ce que leur exemple ne soit pas suivi par les autres". Cette déclaration que les esprits cartésiens prendraient pour une simple menace ou le cri de désespoir d'un chef en perte de pouvoir, peut cependant être lourde de sens.

L'application des textes relatifs à la R.A.F. peut-elle être effective dans une telle atmosphère où les gestionnaires de droit sont en mal dans leur environnement ?

L'histoire régionale montre que le village de Ziga s'était autrefois opposé au choix de son site pour la création de OUAHIGOUYA. Cet événement qui est maintes fois rappelé conforte l'intransigeance de la population. A Rasko, où il n'y a que deux grandes familles, les avis sont unanimes pour dire qu'ils sont partie intégrante de l'Etat. Résignation ou conscience de la nécessité d'un changement? Toujours est-il que dans ce village, il nous a semblé percevoir plus de disponibilité à la discussion quant à l'application de la R.A.F.

Au vu de ce qui précède, l'on remarque que la R.A.F. touche pratiquement les fondements de la société dans son ensemble. C'est un processus qui ne peut être évalué qu'à moyen et long terme. Sa conception paraît intimement liée à des situations subjectives.

En effet, selon qu'on a à faire à des agriculteurs du plateau central ou du sud-ouest du pays, à des éleveurs sédentaires ou transhumants, les réactions sont divergentes. Les individus réagissent toujours par rapport à leur intérêt. Il y a également des situations objectives liées à la condition générale de l'homme dans son milieu. Quand le problème se pose en terme de survie, les transformations sont positivement appréciées. C'est le cas des paysans les plus démunis de Ziga qui ont tenté de proposer des solutions.

La vision qu'ont les hommes politiques, administratifs et certains techniciens de la R.A.F, diffère de la perception paysanne. Ainsi, les textes conçus doivent-ils s'appliquer dans un

environnement agraire, foncier et social généralement peu connu, en suivant une certaine démarche dite rationnelle. La R.A.F. étant la conciliation d'intérêts parfois contradictoires, il faut donc commencer par se faire comprendre et savoir qu'on ne bouscule pas sans heurt des traditions séculaires. A cet effet, on retiendra dans l'histoire récente de la France (même si le milieu et le contexte différent) que le remembrement ne s'est pas fait sans accrocs et pourtant il a fini par triompher. C'est donc dire que les réactions négatives du moment sont normales.

En dépit de la réticence générale, des propositions ont cependant été faites pour faciliter l'application de la R.A.F.

II) QUELQUES PROPOSITIONS POUR UNE MEILLEURE APPLICATION DE LA R.A.F.

Ainsi que nous l'indique le tableau 18, les propositions ont été moins nombreuses. Seuls 5% des exploitants interrogés à Ziga en ont fait.⁴⁴ Pour l'essentiel, elles se résument d'abord à la récupération des terres incultes qui représentent 59 ha à Rasko et 404 ha à Ziga. Les paysans pensent que seule cette action peut réellement engendrer un déclic. Une fois les terres aménagées (par l'Etat avec la participation paysanne), l'emprise coutumière sera moins forte.

En ce qui concerne l'attribution des terres, nous pensons qu'il serait souhaitable d'associer le Ting-soba. A cet effet, les chefs de terre affirment ne pas voir d'inconvénient quant à leur collaboration avec les C.R. (seul l'aspect gestion a réellement intéressé les populations). Ces propositions qui nous montrent la nécessité de la concertation ne sont pas nouvelles, car elles sont contenues dans l'approche terroir que nous verrons dans le chapitre suivant.

Ainsi, un certain nombre d'actions méritent d'être entreprises ou renforcées. Il s'agit d'abord de la sensibilisation, d'autant plus que les principaux textes sont méconnus des utilisateurs. A ce sujet, les actions qui se mènent à travers le pays sous forme de séminaires provinciaux, rencontrent l'épineux problème d'interprétation ou de traduction des textes. Il convient de se demander si ceux-là même qui sont chargés de mener cette

⁴⁴ : La totalité des paysans qui ont fait des propositions sont issus du troisième groupe d'agriculteurs (les plus démunis) à Ziga, Ce sont des gens dont la seule activité est l'agriculture et qui cultivent en général sur des terres dont les potentialités n'ont jamais permis d'atteindre l'autosuffisance céréalière.

sensibilisation en ont une compréhension claire et juste ⁴⁵. A mesure qu'elle est entreprise à un échelon inférieur, elle se dilue, car l'information véhiculée contient plus de points d'ombre.

En effet, l'efficacité de la transmission du message est fonction des hommes qui la réalisent. La meilleure façon dans ce cas serait que chacun puisse y avoir accès par une lecture personnelle. Le taux de scolarisation étant de 26% au BURKINA FASO et certainement encore plus bas (moins de 10%) en milieu rural, il est préférable que l'accent soit mis sur l'alphabétisation et la traduction des textes dans les langues nationales.

Dans la logique de l'option politique du Burkina Faso, il paraît normal que l'Etat s'approprie la terre et que la gestion revienne aux structures populaires. Néanmoins, il faudrait autant que faire se peut, éviter de heurter la susceptibilité des populations. L'obstacle ici, provient plus des détenteurs du pouvoir foncier : Les chefs de terre et de famille. Une part importante des actions de sensibilisation devrait leur être consacrée. Ne dit-on pas que "lorsque la tête suit tout le reste du corps suit" ? Par ailleurs, eu égard à leur degré actuel de motivation face à l'application de la R.A.F, il serait judicieux de composer avec eux.

Pour y parvenir, une approche psycho-sociologique est indispensable. Mais dans le contexte politique actuel, il paraît hors de question de leur trouver un rôle institutionnel,. En revanche, on pourrait utiliser les institutions coutumières (tout en évitant de les consolider) en acceptant les pratiques traditionnelles dites rétrogrades et jugées contraires à l'option politique. Le but poursuivi serait de créer un climat de confiance, base d'une transformation réelle des mentalités. L'application de la R.A.F étant une oeuvre de longue haleine, toute précipitation ne pourrait que conduire à l'exacerbation des contradictions, des influences en présence et par voie de conséquence hypothéquer les chances de succès. Le point de départ le plus indiqué semble être les aménagements et le développement d'activités socio-économiques complémentaires préconisées par la démarche terroir. L'Etat de dégradation du milieu est tel que les populations y adhèrent entièrement.

Cette démarche présentée lors du premier séminaire national sur la R.A.F. en Juillet 1987 à Ouagadougou, correspond à la partie qui est réservée au monde rural. Son exécution est confiée à la cellule de coordination du Programme de Gestion des Terroirs Villageois (CC. PNGTV). Etant donné qu'elle doit à terme s'occuper de la gestion de l'espace burkinabè, nous avons jugé nécessaire de

⁴⁵ : Nous avons par exemple vu des techniciens expliquer le zonage en terme de partage (rejeté par des paysans) en lieu et place d'activités dominantes.

l'analyser dans ses grandes lignes, de la confronter avec l'utilisation traditionnelle de la terre et de voir dans quelle mesure une harmonisation pourrait permettre le bien être des populations de Ziga et de Rasko.

CHAPITRE VII GESTION DES TERROIRS ET DÉVELOPPEMENT RURAL

I) OCCUPATION ET UTILISATION TRADITIONNELLE DES TERROIRS

A Ziga, la configuration du terroir cultivé présente une localisation des cultures au sud, au sud-ouest et au centre du village. En examinant la carte 3, on remarque qu'en 1952, les habitants qui n'avaient pas besoin de s'éloigner de l'aire habitée en raison de leur nombre réduit, n'occupaient que le centre du terroir. En 1984, l'accroissement démographique et le manque de disponibilité de terre dans les environs immédiats du village ont entraîné une extension des aires de cultures, principalement vers le sud et le sud-ouest, touchant actuellement même les zones incultes.

A Rasko les transformations sont relativement moins significatives. En 1932 (carte 4) les exploitants étaient concentriques par rapport au village. En 1984 la configuration spatiale laisse apparaître une extension des superficies cultivées vers le nord, le sud et le sud-ouest, aux dépens des jachères et du couvert végétal. En raison de la faible densité humaine et des disponibilités de terres existantes, les défrichements se sont uniquement fait à proximité de l'aire habitée.

D'une façon générale, l'habitat reste pratiquement concentré dans les parties centrales des terroirs entre 1952 et 1984. En ce qui concerne les transformations constatées, elles s'expliquent en grande partie par l'accroissement démographique. L'occupation de l'espace comporte toutefois une logique et obéit à une stratégie érigée en loi : la mise en valeur totale des terres cultivables, la réhabilitation et/ou l'intégration au sein du système de production des zones considérées comme incultes.

On peut retenir du régime foncier et de l'occupation traditionnelle des terroirs, le caractère collectif et inaliénable de la terre, le droit de jouissance aux individus extérieurs et aux membres de la communauté. Il se dégage aussi de l'organisation des terroirs une superposition des aspects spatiaux et sociaux qui se traduisent par l'intérêt porté par les paysans à la terre dont l'exploitation est régie par un ensemble de lois dans le but de garantir un climat social propice à l'activité économique. Malgré ces dispositions, des entraves demeurent et tiennent notamment à la disproportion entre les besoins et les ressources foncières des familles, à la concentration des terres les plus fertiles aux mains des personnes les plus âgées et surtout au processus de dégradation des terres dont l'ampleur atteint un niveau tel qu'il est nécessaire d'intervenir urgemment au risque de bloquer l'économie rurale des terroirs concernés.

Les activités dans ces villages se déroulent sur toute l'étendue du terroir pourvu que la portion choisie s'y prête. Dans le paysage, on distingue trois grandes unités : les reliefs cuirassés, les glacis et les bas-fonds (voir tableau 1 et 2, cartes 3 et 4). Les deux premiers sont respectivement consacrées à des activités sylvo-pastorales et agro-pastorales. La troisième (les bas-fonds) est uniquement utilisée à des fins agricoles. Cependant, il existe une particularité à Ziga où une zone a été exclusivement aménagée pour l'agriculture. Le pastoralisme y est interdit et les infractions soumises à une amende de 100 francs CFA par animal saisi en divagation.

D'une façon générale l'usage de l'espace n'est pas assorti de mesures destinées à la conservation des ressources naturelles. Des années d'intenses exploitations ont aujourd'hui conduit à donner aux paysages un aspect dramatique. Malgré les travaux de restauration actuellement entrepris, le système d'exploitation traditionnel, cause principale de la dégradation du milieu, est toujours pratiqué. Dans ces conditions, une transformation du mode de gestion des terroirs s'impose.

II) GESTION DES TERROIRS : OBJECTIFS ET APPROCHE

A) Les objectifs

La gestion des terroirs a pour but principal l'application de la R.A.F. en milieu rural. Dans le contexte actuel de l'agriculture burkinabè, elle propose une répartition spatiale des activités en fonction des potentialités et des vocations des zones. Elle préconise également une utilisation rationnelle des ressources afin de pouvoir à long terme, restaurer l'équilibre écologique.

B) L'approche terroir

Le contenu de cette approche comporte deux principales parties : l'Aménagement et le Développement. Le PNGTV est chargé de la conception et du suivi de son application.

1) L'aménagement

Il s'agit essentiellement des actions de restauration écologique, de gestion des terres rurales et des ressources naturelles.⁴⁶ La conservation des sols et des eaux permettra ainsi de récupérer les terres incultes, de les protéger par la culture de plantes ligneuses et herbacées et l'usage de techniques

⁴⁶ : Ces différents aspects comme nous l'avions annoncé ne sont qu'une application de la RAF en milieu rural. Pour plus de détail, l'on se référera au chapitre suivant.

culturelles plus appropriées et de limiter le ruissellement en favorisant l'infiltration.

On distingue quatre principales étapes.⁴⁷

- Enquêtes participatives, sensibilisation, information, création de commissions villageoises de gestion du terroir :
- délimitation du terroir, inventaire des ressources disponibles et zonage;
- négociation d'un contrat de gestion des ressources et de développement;
- négociation des termes du contrat de gestion et de développement villageois.

2) Le développement

Cette partie est un complément à l'aménagement. Elle concerne l'initiation d'activités socio-économiques qui permettront, semble-t-il, de limiter l'émigration en saison sèche et d'occuper les paysans pendant toute l'année.

Sur le terrain, cette démarche devra être exécutée par des projets de développement rural intégrant une ou toutes les parties de l'approche. Actuellement en expérimentation, elle ne constituera la base de toutes les interventions en milieu rural que lorsqu'elle aura été éprouvée. En attendant, les réactions paysannes laissent perplexes quant aux chances d'application immédiate.

C) La perception paysanne de l'approche terroir

La dynamique actuelle de l'espace utilisé ne laisse d'autres choix à ceux qui tirent leur alimentation de la terre que la nécessité préalable de l'aménagement du terroir. A cheval entre les zones soudanienne et sahélienne, les paysans de Rasko et de Ziga luttent pour la transformation de leur espace. Un réel intérêt est ainsi accordé aux aménagements intégrant les thèmes techniques : cordons pierreux, végétalisation des diguettes, fosses fumières et compostières, agroforesterie etc...

La saison sèche correspond à la période de forte émigration en raison de l'absence d'activités économiques susceptibles d'occuper la majorité des paysans. C'est le moment où le développement d'activités socio-économiques s'avère un complément indispensable à l'aménagement du terroir.

Au niveau des grands thèmes, le principe est accepté. Le volet aménagement rencontre le consentement des paysans en tant que

⁴⁷ : Extrait du rapport de synthèse et d'analyse des expériences de gestion des terroirs villageois réalisé par la CC-PNGTV.

réalisation. Mais, la notion de gestion du terroir se heurte dans son application à un obstacle : le zonage ou la zonification. Les ruraux refusent totalement toute idée de "partage géographique". Ils veulent être libres d'entreprendre leurs activités là où ils le désirent. Un problème de sensibilisation et même de traduction se pose, car le paysan ne sachant ni lire ni écrire ne comprend que ce que lui dit le traducteur, donc sa propre compréhension. Or le zonage est malheureusement vu et expliqué comme un partage des terres. Même si cela était réalisé, l'épineux problème de distribution des terres par les C.R. se poserait, toute chose qui exacerberait les contradictions.

L'adhésion au principe de l'aménagement et du développement constitue déjà un atout important. La population féminine, en raison de son nombre tient un rôle prépondérant dans l'exécution de ces différentes tâches. A ce titre, elle devra faire l'objet d'une attention particulière.

D) L'amélioration du niveau économique de la femme : une condition essentielle de la réussite de l'approche terroir

Socialement dominées et économiquement dépendantes, les femmes qui représentent 54% de la population à Rasko et 56% à Ziga participent à toutes les opérations de production, d'aménagement et de gestion du terroir. C'est pourquoi des actions méritent d'être engagées pour alléger leur peine. L'assouplissement de ces tâches entraînant des charges financières, l'ouverture d'un crédit aux activités socio-économiques des femmes serait un adjuvant efficace.

Dans l'ensemble, les femmes semblent à Ziga plus ouvertes aux exigences du développement actuel et plus orientées vers la recherche de l'indépendance économique. A Rasko par contre, elles sont toujours attachées à la bourse fréquemment déficitaire de la famille. Elles manifestent certes le désir de pouvoir acquérir l'autonomie financière, ce qui les rendrait plus aptes à assurer les charges familiales, mais une véritable éducation y est indispensable. Les projets de développement ont pendant longtemps ignoré la femme rurale. Il est aujourd'hui opportun qu'un volet spécial lui soit accordé.

Les actions à Rasko et à Ziga devront se construire dans la complémentarité. Dans cette approche, les besoins des bénéficiaires devraient faire l'objet d'une attention particulière.

III) ZIGA ET RASKO QUEL AVENIR ?

A) Les aspirations paysannes

Pour les populations des deux terroirs, l'avenir réside en la satisfaction de tout ou partie de leurs doléances. IL s'agit

notamment de la lutte contre la dégradation de l'écosystème, de l'intensification agricole, du développement d'activités socio-économique, de l'amélioration de la situation sanitaire. Le tableau ci-après en donne une idée.

Tableau 19 : Doléances paysannes à Rasko et à Ziga

	R A S K O	Z I G A
AMENAGEMENT	<ul style="list-style-type: none"> - Lutte anti-érosive - Végétalisation des diguettes - Fosses fumières - Intrants agricoles - Matériel agricole - Plantation d'arbres - Compostières 	<ul style="list-style-type: none"> - Lutte anti-érosive - Végétalisation des diguettes - Fosses fumières - Intrants agricoles - Matériel agricole - Plantation d'arbres - Compostières
ACTIVITES SOCIO-ECONOMIQUES	<ul style="list-style-type: none"> - Banque de céréales - Retenues d'eau - Moulins - Petit commerce - Elevage 	<ul style="list-style-type: none"> - Retenues d'eau - Moulins - Petit commerce - Elevage
INFRASTRUCTURES SOCIALES	<ul style="list-style-type: none"> - Centre de santé - Puits 	<ul style="list-style-type: none"> - Puits

Ce tableau montre que les paysans ont conscience des risques dûs à la dégradation du potentiel de production. C'est pourquoi dans les deux villages les populations insistent sur l'acquisition de moyens et de techniques nécessaires à la restauration du milieu, support essentiel des activités agricoles et base de la subsistance.

Les besoins exprimés dans le domaine socio-économique sont des activités complémentaires pouvant contribuer à pallier certaines difficultés alimentaires rencontrées lors de la campagne (banque de céréales) ou à générer des ressources (moulins, commerce, élevage, activités de contre saison par la réalisation de retenues d'eau).

Au regard des économies paysannes modestes et aléatoires, des ressources insuffisantes de l'Etat, quoi de plus normal que l'espoir des villageois repose sur les projets et ONG pour aider à l'accomplissement de leurs vœux. C'est dans cette perspective

qu'intervient depuis la campagne agricole 1988/98 un projet : le Programme Spécial de Conservation des Eaux, des Sols, et d'Agroforesterie dans le plateau central (PS/CES-AGF). Quels sont ses objectifs, sa philosophie, sa stratégie d'intervention et ses activités ? Ce programme accorde-t-il une place importante à la participation des paysans ? En un mot, prend-il en compte les erreurs de l'action rurale antérieurement entreprise par les projets et ONG dans le plateau central ?

B) Le programme spécial CES/AGF dans le plateau central

1) Présentation du programme

Il s'inscrit dans la mouvance de l'aide accordée par le Fonds International de Développement Agricole (FIDA) aux pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification (P.S.A.).

Les activités couvrent quatre provinces : le BAM, le PASSORE, LE SANMATENGA et le YATENGA. Les douze départements n'ont pas bénéficié auparavant d'intervention d'une certaine envergure (ONG, projet). Ce programme dont le siège est à Yako dans le Passoré, s'échelonne sur une période de six ans (1988-1994) renouvelable, avec une extension sur trois autres provinces (BULKIEMDE, NAMENTENGA, SANGUIE).

Son coût total est estimé à 4.176.600.000 F CFA répartis entre le FIDA (73%), le gouvernement burkinabè (5%) et les bénéficiaires (22%). Ces chiffres montrent qu'une place importante est accordée aux paysans dans l'exécution du programme.

2) Objectifs et domaines d'intervention

a) Objectifs

Le plateau central est considéré comme une zone à haut risque, où les déficits céréaliers sont chroniques à cause de la dégradation du potentiel de production et des problèmes socio-économiques poussant à la migration.

Aussi, le programme vise-t-il la restauration du milieu écologique et la satisfaction de l'autosuffisance céréalière. Il participe également à l'allègement des tâches féminines et contribue à la "promotion de l'épargne locale afin de permettre d'assurer à terme la pérennité des actions amorcées"⁴⁸.

⁴⁸ La réhabilitation des terroirs. Document de travail du PS-CES/AGF.

b) Domaines d'intervention

Le programme intervient dans cinq domaines essentiels : la Conservation des Eaux et des Sols (CES), l'Agroforesterie (AGF), l'Intensification Agricole (IA), la Recherche/Développement (R/D) et le crédit rural.

b1) La C.E.S.

Elle consiste à aménager les terres agricoles les plus dégradées par la réalisation de sites anti-érosifs (diguettes filtrantes, cordons pierreux, digues filtrantes) et boulis en cas de besoin. Le choix de ces différentes techniques d'aménagement résulte d'un travail de synthèse préalable des diverses expériences existantes dans la zone d'intervention du programme. Les bénéficiaires sont les groupements villageois.

b2) L'A G F

Elle a pour objectif l'amélioration du couvert végétal dégradé en vue de contribuer à la restauration des sols par l'activité biologique et au renforcement du dispositif anti-érosif (végétalisation des sites anti-érosifs, régénération naturelle). L'AGF couvre 10% des superficies aménagées en CES.

Si l'engagement des populations dans cette opération est collective, la plantation d'arbres (espèces ayant une bonne productivité de matière organique et/ou d'azote) est individuelle. Chaque membre du GV plante et entretient les arbres dans la parcelle qu'il exploite.

b3) L'I A

Elle vise la restauration des terres aménagées par un apport d'éléments fertilisants au sol : phosphate, potassium... Le volet I.A. couvre 20% des superficies aménagées en CES. Tout comme l'AGF, l'engagement est collectif au niveau du GV et l'exécution individuelle.

b4) La R/D

Elle a pour objectif l'amélioration des différentes techniques appliquées en matière de CES, d'AGF, et d'IA. Elle a comme partenaires privilégiés les instituts de recherche (IRBET et INERA), le CRPA, les DPET (Direction Provinciale de l'Environnement et du Tourisme) et les paysans.

b5) Le crédit rural

Au regard de la faiblesse des revenus paysans, il s'est avéré indispensable de mettre en place un crédit rural orienté vers les

aspects suivants : développement villageois et promotion de l'épargne populaire.

Le Fonds de développement villageois permet d'une part d'acquérir des pesticides et engrais en vue de l'amélioration de la production et de la conservation des produits agricoles et d'autre part, de réaliser des activités économiques (moulins, banques de céréales, petit commerce...).

Tout en favorisant le démarrage d'activités socio-économiques, le programme vise aussi la promotion de l'épargne populaire afin d'asseoir les bases réelles d'une autopromotion paysanne. La spécificité de ce crédit est qu'il donne la priorité aux activités féminines.

A la lecture des objectifs et des activités préconisées, on peut dire qu'il existe une quasi concordance avec les aspirations paysannes. Malgré cela des problèmes subsistent. Mais avant d'y réfléchir, essayons d'analyser la philosophie et la stratégie d'intervention du programme spécial.

3) Philosophie et stratégie d'intervention

La philosophie du programme repose essentiellement sur le volontariat. A cet effet, une approche contractuelle a été adoptée pour montrer l'engagement libre des différentes parties (GV et Programme). L'information et la sensibilisation en sont les principaux supports. Le principe du programme tient au fait qu'il n'apporte qu'un appui⁴⁹ aux paysans dans la recherche de solutions à leurs problèmes.

La méthode d'intervention est la concertation entre les différents partenaires en vue d'une utilisation rationnelle des moyens prévus pour atteindre les objectifs avec la participation paysanne. Ainsi, un comité technique provincial (C.T.P.) a été créé au niveau de chaque province dans le souci de coordonner les actions, d'éviter les doubles emplois et d'harmoniser les techniques de réalisation.

Le programme entend également développer l'approche gestion des terroirs villageois dans sa zone d'intervention. Sur le plan organisationnel il est structuré à quatre niveaux⁵⁰.

⁴⁹ : L'appui concerne le petit matériel (pelle, pioche, brouette, barre à mine, gant), le camion pour le transport des pierres, le suivi technique, le tracteur pour la matérialisation et la formation.

⁵⁰ : Voir rapport d'activité de la première année du Programme Spécial CES/AGF.

- Au niveau national, le Comité National de Gestion (CNG) approuve et oriente les actions ;
- Au plan régional, l'Unité Centrale du Programme (UCP) a la responsabilité de la conception, de la coordination et la supervision des activités. Elle apporte un appui technique aux structures d'exécution ;
- Sur le plan opérationnel, des services de l'Etat (CRPA, DPET) et des instituts de recherche (INERA, IRBET) sont chargés de l'exécution des activités.
- Dans chaque province couverte par le programme, il existe un cadre de concertation regroupant tous les intervenants concernés par les activités de CES/AGF, les ONG et projets ayant des activités similaires et représentants des GV.

Après cette présentation, peut-on, au regard des aspirations paysannes, des faiblesses relevées dans la mise en oeuvre des projets de développement rural et des insuffisances actuelles de l'encadrement, dire que le programme spécial CES/AGF constitue une innovation ?

C) ATOUTS ET LIMITES DU PROGRAMME SPECIAL CES/AGF

1) Les atouts

a) L'adhésion des autorités politiques et la participation paysanne

L'économie du Burkina Faso repose essentiellement sur le secteur agricole qui occupe 90% de la population. Or le support de cette activité (le milieu écologique) ne cesse de se dégrader, fragilisant de ce fait la base matérielle des populations rurales.

Conscientes de cette réalité, les autorités politiques accordent une attention particulière à la restauration de l'environnement. Ainsi, dans le cadre de l'exécution du plan quinquennal de développement 1986-1990, le P.S./CES-AGF a été classé comme un projet prioritaire dans le suivi et l'exécution. Plusieurs départements ministériels sont mis à contribution pour le mener à bien (ministères de l'Agriculture et de l'Elevage, de l'Environnement et du Tourisme).

Un autre aspect d'importance est la part faite aux bénéficiaires. Ils contribuent pour 22% au financement par l'investissement humain. De cette manière, ils se sentent co-responsables. Leur détermination est d'autant plus grande qu'ils sont convaincus de travailler pour eux-mêmes. En outre, les zones d'intervention étant pour la première fois touchées par un projet de développement rural, la mobilisation est impressionnante, même

du côté des femmes où la participation a été estimée à 40% lors de la sensibilisation 1988-1989.

b) La Recherche-Développement, l'Agroforesterie et le Crédit Rural

Un des constats faits à la suite des interventions des organismes de développement est l'inadaptation des techniques et des méthodes standards utilisées dans tous les milieux écologiques. Aussi, la Recherche-Développement sied-il bien dans les activités du programme, car il y a non seulement la recherche fondamentale mais aussi et surtout l'application. Cela permettra certainement une intégration entre les réalités paysannes et la rationalité technique.

La végétalisation systématique des ouvrages anti-érosifs paraît aussi judicieuse. En effet, une des critiques formulées à l'encontre des premières réalisations du FEER est leur caractère éphémère. L'AGF, par l'enherbement des diguettes contribue à la pérennité des sites et par conséquent évite aux producteurs un recommencement perpétuel des mêmes activités.

Il est également ressorti qu'un obstacle majeur à l'amendement des terres tient à l'insuffisance des ressources monétaires des agriculteurs. Le crédit rural peut contribuer à y remédier s'il n'est pas trop astreignant⁵¹.

c) Une expérience nouvelle : les C.T.P.

La mise sur pied en 1989 des comités techniques provinciaux est une approche nouvelle en matière de concertation, d'harmonisation de programme entre ONG et projets de développement rural contrairement à ce qui se passait antérieurement. L'intérêt d'une telle démarche est qu'elle permet d'éviter l'application dans une aire géographique, des méthodes contradictoires et oblige les structures d'intervention à travailler dans le sens de la complémentarité et en fonction des besoins des paysans. Ainsi, dans les villages du département de Bourzanga (province du BAM), l'AFVP se charge des traitements de ravines (digues filtrantes) et le programme spécial CES/AGF des cordons pierreux.

Si la création des C.T.P. est salubre, il apparaît nécessaire, si l'on veut éviter que ce cadre de concertation ne se transforme en des rencontres d'approbation de programme d'activités, d'aller à l'essentiel, c'est-à-dire arriver à définir des objectifs prioritaires que l'on s'efforcera d'atteindre par la pratique.

⁵¹ : Cf. deuxième partie : chap. II : volet réservé à l'intensification et à la mécanisation.

Le programme spécial CES/AGF bénéficie de conditions favorables à son exécution : environnement politique avantageux, adhésion des producteurs, création d'un cadre de concertation etc... Malgré cela des faiblesses existent.

2) Les limites

Elles sont essentiellement d'ordre structurelle et risquent à la longue, si l'on n'y prend garde, de compromettre la bonne exécution des activités. Il s'agit de l'absence des activités d'élevage, du personnel d'exécution et de la lourdeur administrative.

a) L'absence des activités d'élevage

Les sols du plateau central sont pauvres en matières organiques. Le programme pense y remédier par son volet intensification agricole. Or, nul part dans les activités il n'est fait cas de l'élevage qui est une activité importante de production à la portée des paysans.

A Rasko et à Ziga, le cheptel existe en nombre relativement important (tableau 9), mais le parcage n'est pas réalisé. Or la stabulation par la matière organique que produisent les animaux constitue un élément indispensable dans la lutte contre l'effet stérilisant du soleil. Malheureusement le système extensif d'élevage pratiqué rend l'action difficile; néanmoins cette difficulté pourrait être levée. Pour s'en convaincre, il suffit de constater les réalisations du projet LUCODEB (Lutte Contre la Désertification au Burkina).

Ce projet qui a pour stratégie la lutte contre la désertification par le parcage des animaux, a enregistré des résultats assez probants. Ainsi, à Kire, village situé à environ cinq km de Ziga où depuis le 22 Septembre 1988 le cheptel est en enclos, le fumier obtenu aurait, au dire des paysans, parmi une légère augmentation de la production céréalière et une reprise de la régénération naturelle⁵².

Il faut cependant reconnaître que cette opération crée des contraintes nouvelles liées à l'alimentation, à la santé animale, à l'hydraulique et à la commercialisation. C'est pourquoi, le recours aux sous-produits agro-industriels (son cubé, mélasse...) la présence d'agents de santé animale, la disponibilité en points d'eau permanents et la création d'un circuit de commercialisation pour le déstockage (en cas de nécessité) sont indispensables.

⁵² : Nos investigations ne nous ont pas permis d'obtenir des données chiffrées pour étayer nos propos.

Parallèlement, il convient d'envisager la culture fourragère pour aider à résoudre les problèmes alimentaires du bétail; mais étant donné la saturation foncière, il serait difficile aux paysans de partager les ressources entre les céréales et les fourrages. C'est pourquoi, on conseille l'Andropogon gayanus qui est une plante pérenne faisant déjà partie du système de production paysan.

Plante à cycle végétatif court, le mil peut être semé deux mois avant le début de la campagne agricole. Pendant cette période, la croissance est assez suffisante pour permettre la coupe et le stockage. Cette opération dont l'efficacité est certainement discutable mérite néanmoins d'être essayée.

b) L'absence de personnel d'exécution

L'exécution d'un programme aussi vaste et étendu requiert un personnel qualifié stable et en nombre suffisant. Or le programme utilise des agents (DPET et CRPA) qu'il ne contrôle pas. En effet, ceux-ci ont en plus des réalisations du programme, d'autres activités à exécuter (la quasi totalité des projets dans la zone utilisent les mêmes agents) si bien qu'ils sont parfois surchargés.

c) La lourdeur administrative

Comme tout projet de développement financé par l'extérieur, le bailleur de fonds qui est ici le FIDA a un droit de regard exclusif sur toutes les opérations menées; ce qui paraît normal. Cependant, quand on se rend à l'évidence que les dossiers d'appel d'offres doivent avoir l'accord préalable du FIDA avec l'avis de la BOAD, l'institution intermédiaire, et que ces dossiers mettent environ six mois pour être approuvés, l'on se demande si un tel retard n'est pas préjudiciable. Ainsi pour la campagne agricole 1989/1990, le petit matériel qui aurait dû être donné aux paysans en janvier pour la collecte des pierres ne sera remis que courant Juillet, en plein hivernage. Ce retard de sept mois a pour conséquence la baisse des superficies aménagées.

Cette situation, si l'on n'y prend garde, risque d'éteindre l'ardeur des agriculteurs et d'altérer le climat de confiance engendré par la signature des contrats entre les différentes parties (Programme et GV).

L'avenir dans la zone d'intervention du programme est donc étroitement lié à la recherche de solutions aux principaux problèmes rencontrés par les paysans.

A Rasko particulièrement où la carence des sols astreints à l'amendement foncier, l'accent a été mis sur l'utilisation de la

fumure organique⁵³ qui semble économiquement à la portée des paysans. Il est dommage que le volet élevage n'ait pas été pris en compte car celui-ci aurait permis (avec la stabulation) la diversification des sources de production de la fumure organique.

Le développement, comme le disait MAKANAKY.L.,⁵⁴ c'est la satisfaction des besoins élémentaires de l'homme. Pour les paysans, le besoin prioritaire est la nourriture. Toute aide et toute réalisation doivent être orientées dans ce sens.

Malgré ses limites, le P.S./CES-AGF pourrait être un projet de référence dans la conception et la mise en oeuvre d'actions futures, car il répond aux différents critères d'un développement intégré. Pour ce faire, il serait souhaitable que les différents partenaires aident à solutionner les problèmes rencontrés.

Face à la dégradation du milieu écologique qui affecte aujourd'hui les terroirs il apparaît de plus en plus que l'alternative demeure la transformation du mode d'utilisation de l'espace.

Parce qu'elle touche à des habitudes séculaires, la R.A.F., instrument de cette politique nouvelle, est contestée dans le monde rural. L'objectif des autorités politiques est d'arriver à son application. Pour cela, les organismes de développement rural (gouvernementaux et non gouvernementaux) sont une rampe d'essai importante. Les actions de lutte anti-érosive menées sont une contribution immense à la lutte contre la faim et les paysans y adhèrent.

Cependant, il convient de se demander si au Burkina Faso, où les sensibilités diffèrent d'une région à l'autre et même parfois d'un village à l'autre, une uniformisation tous azimuts du système de législation foncière est opportune ? Peut-on arriver à transformer les comportements socio-culturels sans le relais économique ? Les habitudes ne sont-elles pas liées au niveau de développement économique ?

S'il est vrai que le thème de restauration écologique est justifié, est-il possible d'arriver à introduire un changement dans le mode d'utilisation de l'espace sans la satisfaction des besoins prioritaires des paysans (se nourrir, se soigner...) ?

⁵³ : La fumure organique provient des fosses fumières et compostières creusées par les paysans, auxquels le projet fournit individuellement 400 kg de burkina phosphate.

⁵⁴ : Secrétaire Général de l'Union Panafricaine de la Science et de la Technologie dans I.A. N° 1477 du 26 Avril 1989.

C O N C L U S I O N

A la fin de cette étude sur les problèmes de dégradation du milieu, des modes d'aménagement et de gestion des terroirs villageois, les réflexions suivantes s'imposent.

Au niveau de la dégradation de l'environnement, il apparaît que le processus constaté depuis la veille des indépendances se poursuit. Les zones où l'intervention était autrefois jugée moins urgente, voient aujourd'hui leur capital écologique fortement entamé, à tel point que les paysages présentent la même physionomie. Certes les rythmes de dégradation n'ont pas été partout les mêmes. A titre d'exemple les régions ayant très tôt bénéficié d'opérations de restauration et de conservation des sols ont connu une dégradation moins rapide. Ainsi, pendant que celles-ci s'employaient à la lutte anti-érosive avec des appuis extérieurs, les autres continuaient à appliquer les techniques agricoles rudimentaires et destructrices (cultures extensives, feux de brousse etc...).

La nature peu favorable (pluviométrie chroniquement déficitaire, mauvaise répartition spatiale de la pluie, sols pauvres en matières organiques, effet stérilisant du soleil) et les faits sociologiques traditionnels (forte natalité, gestion foncière...) sont les obstacles essentiels qui se dressent sur la voie vers l'autosuffisance alimentaire.

La lutte pour la levée de ces obstacles est âpre, mais elle se mène par les paysans aidés par les organismes et les projets de développement rural. Ceux-ci, bien qu'ayant identifié l'approche participative comme fondamentale à la réussite des activités préconisées, l'appliquent difficilement sur le terrain. Certains essaient dans des cadres restreints (villages) d'arriver à la mise au point de méthodes opérationnelles favorisant un développement rapide et durable. Les résultats montrent que seul la prise en compte des intérêts divergents des paysans conduit au succès. Ils montrent également qu'un transfert de méthodes semble difficile car chaque entité sociologique est particulière. Peut-être qu'il faudrait que chaque village soit couvert par un projet ou une ONG. Cette solution irréalisable dans l'immédiat a poussé l'Etat à proposer un cadre unique qui devrait à la longue s'appliquer à tous comme alternative au problème d'aménagement et de gestion de l'espace. Dans ce sens, la philosophie de la démarche "Gestion des Terroirs" semble opportune. Cependant la chronologie d'exécution de l'approche comporte un obstacle majeur qui est le zonage dont le principe et les objectifs sont encore mal perçus, tout comme son principal support : les textes portant R.A.F. au Burkina Faso.

Pour l'heure, l'application de ces textes nous paraît prématurée, il semble indispensable d'essayer d'abord de trouver une solution, même partielle, aux problèmes économiques des

paysans, arriver à élever le niveau de développement global des masses rurales. La R.A.F. a le mérite d'exister. Son application posera toujours des problèmes selon les zones agro-écologiques, les terroirs... Mais, que les décideurs se rappellent que les paysans ne font des concessions et n'adhèrent à une cause que s'il y a une compensation (morale, réalisation d'infrastructures sociales, économiques, etc...). Que techniciens, hommes politiques et aménagistes n'oublient pas que tant que l'homme en général est confronté à des problèmes économiques, il n'est disponible pour aucune activité dont le résultat immédiat ne peut contribuer à la résolution de ses problèmes.

B I B L I O G R A P H I E

- 1 BANQUE MONDIALE (1989) : la désertification dans les zones sahéliennes et soudaniennes de l'Afrique de l'Ouest. WASHINGTON 71 pages. (C.I.D. Ouagadougou).
- 2 BENAÏO B : Le Combat du BAM "in" SDWAYA N°1162 du 6 Décembre 1988 P.7
- 3 BONNAMOUR J. (1973) : Géographie rurale, Methodes et perspective Paris MASSON 168 P. (bibliothèque Universitaire Ouagadougou)
- 4 BOULET R. (1968): Etude pédologique de la Haute-Volta, région centre-nord ORSTOM Dakar 351 pages (Orstom Ouagadougou)
- 5 BOULET R. (1978) : Toposéquences des sols tropicaux en Haute-Volta équilibre et déséquilibre pédobioclimatique ORSTOM Paris 272 Pages. (ORSTOM Ouagadougou)
- 6 CHELQ U-L & DUPRIEZ-H (1984) : Eau et terre en fuite. Métiers de l'eau du sahel 2ème édition 136 pages. (CID Ouagadougou)
- 7 CHIEH.IBRAZ.IRAT (1985): Stratégies paysannes d'implantation et d'entretien des cultures pluviales en zone soudano-sahélienne, valorisation de l'eau et de la force de travail (enquêtes dans le Yatenga) Ouagadougou 75 Pages. (CID Ouagadougou)
- 8 CNR (1987) : Ordonnance N°84-050/CNR/PRES du 4 Août 1984 portant Réorganisation Agraire et Foncière (R.A.F.). Décret N° 85-404/CNR/PRES du 4 Août 1985 portant application de la R.A.F. au Burkina Faso. 206 pages. (CID OUAGADOUGOU)

- 9 CTFT (1979) : Conservation des sols au sud du Sahara-collection techniques rurales en Afrique, 2ème édition, 295 pages (CID Ouagadougou).
- 10 DECADE (1984) : Cartographie et développement, Paris 181 pages (CID Ouagadougou).
- 11 DUGUE P. (1989) : Possibilités et limites de l'intensification des systèmes de cultures vivrières en zone soudano-sahélienne. Le cas du Yatenga (Burkina Faso) Thèse - MONTPELLIER 253 pages. (Bibliothèque CRPA Ouahigouya)
- 12 EIER (1983) : Conservation des sols et des eaux au sud du Sahara Ouagadougou 30 pages. (CID Ouagadougou)
- 13 FIDA/BOAD (1988) : Rapport d'évaluation du PS - CES/AGF dans le plateau central. Document de travail n°1. Réhabilitation des terroirs villageois. 33 pages. (P.S. - CES/AGF Yako)
- 14 FIDA/BOAD : N°3 Développement agricole. 30 pages (P.S.- CES/AGF Yako).
- 15 FIDA/BOAD (1988) : N°4 Organisation et gestion du projet CES/AGF dans le plateau central. 25 pages (P.S. - CES/AGF Yako)
- 16 FIDA/BOAD (1988) : N°6 Aspects socio-économiques du plateau central. 26 pages. (P.S.) CES/AGF Yako)
- 17 GRAAP (1985) : Pour une méthodologie de l'auto-promotion BBD 99 pages. (CID Ouagadougou)
- 18 GUENEAU M.C (1986) : Afrique, les petits projets de développement sont-ils rentables? Paris 230 pages (CID Ouagadougou)
- 19 IFRAC/IPD/AOS (1981) : Dossier d'études de Yatenga 143 pages (CID Ouagadougou)
- 20 JASCON A.C. : Agroforesterie : une idée au service du renforcement de la

- sécurité rurale du renforcement
"in" Courrier n°101 PP 99-
100
(CID Ouagadougou)
- 21 KABORE T.M. (1984) : Les sols et leur mise en valeur
à Ziga. L'approche paysanne et
l'impact des innovations.
Mémoire de fin d'étude,
Ouagadougou 70 pages.
(Bibliothèque CRPA Ouahigouya)
- 22 LAURE V. (1986/87) : Contribution à la connaissance
du maraîchage dans la région
nord-Yatenga BF (approche
régionale, étude de cas) mémoire
de fin d'études ORSTOM
Ouagadougou 125 pages
(Bibliothèque CRPA Ouahigouya)
- 23 LIDON P & DABIRE B. Etude sur le ruissellement et
l'érosion à Sabouna. Evaluation
des techniques de lutte.
Ouagadougou 102 pages.
(ORSTOM Ouagadougou)
- 24 MARCHAL J.Y. (1983) : Yatenga. Nord Haute-Volta, la
dynamique d'un espace soudano-
sahélien. Thèse de Doctorat
d'Etat PP. 221-434
(ORSTOM Ouagadougou)
- 25 NEBIE O. (1983) : L'aménagement des vallées de la
Volta Blanche en Haute-Volta.
Une expérience de transfert
organisé de population. Thèse
3e cycle, 283 pages.
Bordeaux Université UER
Géographie
(Bibliothèque Université
Ouagadougou)
- 26 NEBIE O. (1986) : La situation actuelle des
périmètres d'aménagement des
vallées des Volta au Burkina
Faso. Cahier d'outre Mer.
Travaux du département de
Géographie N°1 PP. 223-247
(Bibliothèque du Département de
Géographie).

- 27 NEBIE O. (1989) : Evolution des systèmes agraires BWA et Pougouli de Pô ouest B.F Cahiers d'outre Mer. Travaux du Département de Géographie n° 55 PP. 259-282 (Bibliothèque UNSO Ouagadougou)
- 28 OBERMAIER D. (1981) : Groupements féminins Naam au Yatenga. ESCHBORN GTZ 124 pages (CID Ouagadougou).
- 29 OUADBA J.M. (1983) : Essai d'analyse diachronique de l'occupation du sol en Haute-Volta par P.VA et télédétection, thèse de 3ème cycle, Toulouse, 262 pages, UER Géographie. (ORSTOM Ouagadougou).
- 30 OUEDRAOGO A. (1983) : Les problèmes fonciers des régions comprenant des périmètres irrigués l'exemple de la zone de Koubri. Mémoire de maîtrise 112 pages Ouagadougou Université. Département de Géographie. (Bibliothèque Universitaire Ouagadougou).
- 31 OUOBA B. RODRIGUEZ L.: Projet de Recherche Développement du Yatenga, rapport de synthèse 72 pages. (Bibliothèque CRPA Ouahigouya)
- 32 PNGTV, cellule de coordination (1989) : Rapport de synthèse et d'analyse des expériences pilotes de gestion des terroirs villageois, 149 pages (P.S. CES/AGF Yako).
- 33 RICHARD I. (1988) : Deux expériences de Recherche-Développement au Burkina Faso: l'établissement d'un réseau de paysans d référence, le crédit d'appui aux activités économiques des femmes 150 pages (CID Ouagadougou).

- 34 RODRIGUEZ L. (1989) : Les aménagements intégrés des quartiers de culture du terroir de Ziga (Yatenga) Burkina Faso 36 pages (Bibliothèque du CRPA Ouahigouya).
- 35 SEPIA DEP MAE (1989): Projet CES/AGF. Etude de base Rapport provisoire 76 pages (PS/CES/AGF Yako).
- 36 SIGUIBEOGO T.R. (1988): Les activités et les formes d'occupation des terres autour des petits barrages: le cas de Goundry et Tanguigua dans la province d'Oubri-tenga. Mémoire de maîtrise Ouagadougou 99 pages. (Bibliothèque Département de Géographie Ouagadougou).
- 37 SOW N.A. : Etude par télédétection de l'occupation des sols autour de Bama, Burkina Faso "in" Africa pixel N°1 PP. 91-99 (CID Ouagadougou).
- 38 TRAORE J.D. (1984) : Vers une stratégie de Développement rural par et pour les Voltaïques Ouagadougou 42 pages (CID Ouagadougou).

T A B L E DES C A R T E S ET F I G U R E S

<u>CARTES</u>	<u>Pages</u>
I SITUATION DU YATENGA	15
II DIFFERENTES ZONES AGRO-ECOLOGIQUES DU YATENGA	16
III TERROIR DE ZIGA EN 1952 ET 1984	23
IV TERROIR DE RASKO EN 1952 ET 1984	24

FIGURES

I VARIATION DE LA PLUVIOMETRIE ANNUELLE AU YATENGA 1921-1988.....	27
II TYPES DE DIGUETTES ET APPELLATION SELON QUELQUES ONG ET PROJETS	56/57

LISTE DES TABLEAUX

1 Situation agro-écologique de Ziga	18
2 Situation agro-écologique de Rasko	19
3 Evolution du capital foncier à Rasko et à Ziga	20
4 Pluviométrie décadaire du mois d'Août 1985 (Ouahigouya)	28
5 Dégradation spécifique dans le Yatenga	31
6 Caractéristiques démographiques	34
7 Infrastructures sociales et économiques à Rasko entre 1952 et 1984	35
8 Consommation d'engrais	38
9 Statistiques sur le petit ruminant	39
10 Estimation de rendement	40
11 ONG et Projets intervenant dans le Yatenga	59
12 Thèmes techniques et modes d'acquisition	65
13 Résultats du test d'amélioration foncière à Ziga ...	68
14 Adoption des thèmes techniques en 1988 à Ziga.....	69
15 Typologie des paysans à Ziga	71
16 Connaissances paysannes de la R.A.F. par catégorie . socio-professionnelle à Ziga et à Rasko	88
17 Perception paysanne de la R.A.F. par catégorie socio- professionnelle à Ziga et à Rasko	89
18 Perception paysanne de la R.A.F. à Ziga et à Rasko .	90
19 Aspirations paysannes à Rasko et à Ziga	102

LISTE DES PLANCHES

- I Terre autrefois cultivée aujourd'hui en voie d'encroûtement. Formation de zipellé 22
- II Association féconde de trois thèmes techniques utilisés par les paysans : pierres pour les cordons pierreux, pailles pour le paillage et fumier pour l'amélioration foncière (Ziga) 53
- III Exemple de résultat recherché à long terme par la technique des cordons pierreux et de la végétation : l'andropogon prend la place des moellons (ci-avant).. 75
- IV Limite des cordons pierreux, début des zipellés 76

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS UTILISES

A.F.V.P.	= Association Française des Volontaires du Progrès
B.D.P.A.	= Bureau de Développement de la Production Agricole
B.O.A.D.	= Banque Ouest Africaine de Développement
B.P.	= Burkina Phosphate
CES	= Conservation des Eaux et des Sols
C.R.	= Comité Révolutionnaire
C.R.P.A.	= Centre Régional de Promotion Agropastorale
C.T.P.	= Comité Technique Provincial
D.F.N.	= Domaine Foncier National
D.P.E.T.	= Direction Provinciale de l'Environnement et du Tourisme
D.S.	= Dégradation spécifique
DSA.CIRAD	= Département Système Agraire Centre International pour la Recherche Agronomique et le Développement
F.A.C.	= Fonds d'Aide et de Coopération
F.D.R.	= Fonds de Développement Rural
F.E.E.R.	= Fonds de l'Eau et de l'Équipement Rural
F.E.D.	= Fonds Européen de Développement
F.I.D.A.	= Fonds International pour le Développement de l'Agriculture
G.E.R.E.S	= Groupement Européen pour la Restauration des Sols
G.V.	= Groupement Villageois
G.V.R.	= Groupement Villageois Révolutionnaire
I.N.E.R.A	= Institut National de la Recherche Agricole
I.R.A.T.	= Institut de Recherche Agronomique Tropicale
LUCODEB	= Lutte contre la désertification du Burkina Faso
O.N.G.	= Organisme Non Gouvernemental
O.R.D.	= Organisme Régional de Développement
P.A.E.	= Projet Agro-Écologie
P.A.F.	= Projet Agro-Forestier
P.N.G.T.V	= Programme National de Gestion des Terroirs Villageois
PS-CES/AGF	= Programme Spécial de Conservation des Eaux des Sols et d'Agroforesterie
R.A.F.	= Réorganisation Agraire et Foncière
R/D	= Recherche / Développement
Six "s"	= Se Servir de la Saison Sèche en Savane et au Sahel

PLUVIOMETRIE MENSUELLE ET ANNUELLE (mm) STATION DE OUAHIGOUYA1970 - 1988

ANNEES MOIS	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
JANVIER							TR	1,8								TR			
FEVRIER			0,3	TR					TR		TR								
MARS	3,0				1,8	TR			24,9	3,5		2,6	2,7	0,4			TR	TR	TR
AVRIL	TR	18,1	12,0	12,4	TR	6,6		2,9	50,4	16,5	7,5	11,0	2,8	5,7	0,5	3,7	1,2		43,2
MAI	8,5	16,8	38,2	9,3	6,0	15,0	51,3	20,1	31,9	0,6	20,0	222,4	42,5	8,0	32,8	7,6	3,8	TR	TR
JUIN	36,7	61,4	107,0	63,8	45,6	42,7	81,2	46,9	146,9	152,5	68,9	82,4	68,2	60,0	24,7	61,9	101,0	123,9	9,2
JUILLET	14,6	133,5	103,8	125,3	289,1	139,4	119,1	62,5	219,9	91,3	228,7	182,0	66,6	110,2	133,1	147,7	127,8	105,7	206,2
AOUT	159,4	170,4	136,0	161,8	301,0	293,2	90,5	128,8	139,6	117,0	163,9	175,3	129,1	121,5	80,9	133,4	140,9	89,2	294,0
SEPTEMBRE	122,5	73,5	68,2	96,0	70,2	86,2	131,5	157,2	105,0	140,6	60,8	105,6	33,2	51,4	97,9	63,8	171,7	131,2	153,6
OCTOBRE	TR	-	36,0	8,1	44,5	TR	46,5	0,2		56,6	26,3	54,8	15,0	1,0	18,8	2,2	8,1	6,1	0,9
NOVEMBRE							TR			0,1					1,7				
DECEMBRE																			
TOTAL	521,7	481,4	501,5	476,7	758,2	583,2	520,1	364,5	775,9	578,1	576,1	836,1	359,1	358,2	390,4	420,3	590,5	456,1	707,1
NOMBRE DE JOURS	57	55	56	45	62	55	57	52	66	64	55	68	52	48	48	44	63	58	56

ANNEXE I TEMPERATURES A OUAHIGOUYA (1977 - 1988)

Année	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Mois												
Janvier	25,4	24,3	26,1	26,7	23,0	22,4	22,2	23,9	25,4	23,1	25,5	23,9
Février	26,2	23,0	25,7	27,7	27,7	26,5	28,0	25,9	26,6	28,7	26,6	27,6
Mars	29,2	35,0	31,0	31,2	31,0	29,8	29,7	31,2	31,6	30,5	31,0	32,6
Avril	32,7	32,4	32,3	34,0	33,0	33,3	34,6	33,7	32,8	34,4	33,1	33,6
Mai	32,4	32,5	32,5	33,9	32,4	32,3	34,4	33,0	34,4	33,1	35,2	34,7
Juin	31,4	30,0	29,9	30,4	31,0	30,7	30,7	31,3	31,7	30,5	30,5	31,4
Juillet	/	27,5	28,5	27,7	28,0	29,6	28,6	29,5	27,3	27,7	30,2	27,5
Août	27,4	27,7	27,7	26,8	27,3	27,2	27,8	28,7	27,0	26,7	28,3	26,3
Septembre	27,7	27,3	27,3	28,5	27,9	23,6	23,3	23,3	28,0	25,9	29,5	27,1
Octobre	30,0	29,1	29,4	30,2	30,3	30,2	30,0	30,3	30,5	30,1	30,5	30,0
Novembre	26,7	27,6	/	28,3	26,7	26,9	28,4	29,1	29,1	28,0	29,0	27,7
Décembre	23,7	25,4	24,0	23,7	24,4	24,1	25,4	23,9	24,5	23,4	25,4	23,3

Source : Station météo OUAHIGOUYA

/ = données non disponibles

A N N E X E S II

Organisme Régional de
Développement du Yatenga
B.P 39 OUAHIGOUYA

CONTRAT D'AMENAGEMENT DU QUARTIER DE CULTURE
BOSSOMBORÉ A ZIGA (PROVINCE DU YATENGA)

Entre les Camarades paysans et paysannes cultivant le quartier de
Bossomboré à Ziga :

1	SAVADOGO Soumoumbou	11	SAVADOGO Boureima 1
2	SAVADOGO Rasmané	12	SAVADOGO Boureima 2
3	SAVADOGO Idrisso	13	SAVADOGO Kadré
4	SAVADOGO Boulaye	14	SAVADOGO Ousmane 1
5	SAVADOGO Soumaïla	15	SAVADOGO Ranina
6	SAVADOGO Hamidou 1	16	SAVADOGO Oumarou
7	SAVADOGO Sayouba	17	SAVADOGO Adama
8	SAVADOGO Hamidou 2	18	SAVADOGO Boukary
9	SAVADOGO Poka	19	SAVADOGO Vincent
10	SAVADOGO Issaka	20	SAVADOGO Ousmane 2

et le projet de Recherche-Développement à l'O.R.D. du Yatenga
représente par son coordonnateur, Mr RODRIGUEZ Luc.

Il est arrêté d'un commun accord après les discussions successives
entre les intéressés, les engagements réciproques suivants, visant
à mener à bien les travaux d'aménagement du quartier de culture de
Bossomboré à Ziga en 1987 et 1988.

1°) Le projet de Recherche Développement s'engage à :

- * fournir le matériel suivant :
 - 4 barres à mine
 - 2 pioches
 - 1 brouette
 - 1 charette pour le transport des résidus de récoltes
et du fumier, sous réserve de gardiennage effectif
des animaux.
- * Tracer les cordons pierreux dans les parcelles des
volontaires et à former ces paysans à l'utilisation du
volontaires et à former ces paysans à l'utilisation du
niveau à eau et du cordon.
- * Financer 12 journées de camion pour le transport des
pierres.

- * Fournir 2000 plants forestiers, conformément aux vœux exprimés par les paysans lors de l'enquête préalable d'août 1986.
- * A financer le travail du sol à l'aide d'un tracteur de l'O.R.D. pour la régénération des terrains dégradés.

2°) Les paysans s'engagent à :

- * participer aux travaux collectifs : (extraction et mise en tas des pierres, chargement du camion, trouaison et plantation des arbres, semis d'herbe...)
- * ramasser chacun 3 sacs de semences (Andropogon et pennissetum).
- * mettre en défens le quartier de Bossomboré (exclusion de tout animal domestique) pendant deux années au minimum à partir de la date de plantation.

Les 20 paysans et paysannes
représentés par le président
du Groupement villageois
Révolutionnaire :

Le projet R/D Yatenga
représenté par son
Coordonnateur :

Camarade SAVADOGO Soumoumbou

Mr RODRIGUEZ Luc

Fait à Ziga le

CONTRAT ENTRE LE GROUPEMENT VILLAGEOIS DE ... et
LE PROGRAMME SPECIAL CES/AGF DANS LE PLATEAU CENTRAL

I Objet : aménagement de conservation des eaux et sol des champs regroupés du G.V. de... (Superficie estimée aha), situé.....quartier.....

II Consistance des travaux :

Les travaux d'aménagement comprennent :

- des travaux collectifs de protection du périmètre (protection amont, fossé ou muret de garde, P. ex, correction des oueds, blocage des ravines, établissement des diguettes, traitement des exutoires...);
- des travaux individuels sur la parcelle de l'exploitant (lignes de pierre ou fossé-ados isohypses, blocage des griffes d'érosion, etc...).

III ENGAGEMENT DU PROGRAMME

Le programme s'engage :

1. à établir avec les exploitants un projet d'exécution de l'aménagement (délimitation, choix des techniques, ouvrages prévus, le volume de travail, calendrier....);
2. à assurer la formation technique de 5 délégués choisis par le groupement;
3. à remettre au G.V. les lots de petit matériel prévu;
4. à tenir à la disposition des exploitants groupés pour l'achat au comptant des charettes de transport;
5. à effectuer le tracé et le piquetage des courbes de niveau; sur demande du G.V.;
6. à aider au transport des pierres de la carrière à l'aménagement pour la confection des ouvrages collectifs si le projet d'aménagement nécessite un approvisionnement important avec une carrière située à des distances de 0,5 à 5 km.

IV ENGAGEMENT DU GROUPEMENT VILLAGEOIS (hommes et femmes)

1. Le G.V. s'engage à désigner 5 délégués qui seront formés aux techniques de CES (notamment au tracé des courbes de niveau au moyen du tuyau niveau d'eau) et seront responsables de l'exécution des travaux.

2. à fournir la main d'oeuvre nécessaire à l'exécution de l'aménagement pendant la période prévue, notamment :
 - par le ramassage ou l'extraction des pierres, si nécessaire leur chargement dans le véhicule de transport et leur mise en oeuvre pour la construction des ouvrages;
 - pour l'exécution des ouvrages collectifs, prévus d'accord parties;
3. à veiller à ce que les délégués villageois formés donnent aux exploitants les conseils et appuis techniques pour l'exécution d'aménagements anti-érosifs dans leur propre parcelle, notamment le tracé des courbes de niveau ;
4. à organiser les prêts des lots d'outils en fonction des besoins des exploitants ;
5. à assurer un entretien suffisant des ouvrages collectifs et des parcelles familiales des exploitants.
6. à organiser la récolte des graines d'Adropogon pour la végétalisation des diguettes, si elle a été prévue par le projet d'aménagement, et leur semis à l'amont des fossés ados ;
7. à apporter un appui aux équipement en Agroforesterie ou en intensification Agricole devront compléter le présent contrat par un avenant A ou B.

date

Le Président Groupement
Villageois

Le Directeur du CRPA

Directeur de
l'U.C.P.

ANNEXE III

A/- IDENTIFICATION DES UNITES DOMESTIQUES (U.D)1/. Aux Chefs de l'U.D/

1°) Age :

2°) Ethnie :

3°) Quelles sont vos attributions au sein de l'U.D ?

- 1
- 2
- 3
- 4
- 5

4°) Rencontrez-vous des problèmes dans l'exercice de celle-ci ?

Oui Non

Si oui lesquels ?

- 1
- 2
- 3
- 4
- 5

5°) Quels sont les types de champs dont dispose l'U.D ?

Localisation	Cultures
<ul style="list-style-type: none"> . Bas-fonds . Bassins-versants . Autres (préciser) 	

6°) Comment se fait la répartition des champs au sein de l'U.D ?

.....

.....

.....

7°) Pouvez-vous estimer la production et la superficie des champs appartenant à l'U.D ?

Oui Non

Si oui,

Superficie (ha)	Production

8°) Consommez-vous toute la production annuelle ?

Oui Non

Si oui comment faites-vous pour atteindre la saison nouvelle ?

.....

Si non, que faites-vous de l'excédent ?

.....

9°) Votre U.D connaît-elle des problèmes de migration ?

Oui Non

Si oui :

Période	Causes	Nbre de personne touchées

10°) Quel impact a-t-elle sur la production ?

.....

11°) D'après-vous comment peut-on y remédier ?

.....

2/ Aux Chefs de ménages/

- 1° Age :
- 2° Nombre de personnes à charge :
- 3° Nombre d'épouses :
- 4° Votre ménage est-il autonome économiquement ?

Oui Non

Localisation	Cultures
<ul style="list-style-type: none"> . Bas-fonds . Bassins-versants . Autres (préciser) 	

6° Comment les avez-vous obtenus ?

.....

7° En êtes-vous satisfaits ?

Oui Non

Si non pourquoi ?

.....

8° Avez-vous déjà migré ?

Oui

Non

Période	Désignation	Durée

9° Pensez-vous que la migration soit indispensable ?

Oui

Non

Si oui pourquoi ?

.....
.....

Si non comment pourrait-on l'arrêter ?

.....
.....

10° Avez-vous des problèmes avec le chef de l'U.D. ?

Oui

Non

.....
.....
.....

12° Que souhaiteriez-vous pour améliorer votre vie?

.....

B/ QUESTIONNAIRE COLLECTIF POUR LES RESPONSABLES DU VILLAGE

1) Votre village a-t-il des limites ?

Oui Non

Si oui, précisez-les :

.....

2) Quels sont les grands groupes socio-professionnels du village ?

Groupes socio-professionnels	Rôles

3) Quelles sont les relations qui existent entre eux ?

.....

4) Quelles sont les différentes ethnies et religions du villages

Ethnies	Religions
1	1
2	2
3	3
4	4

5) Quelles sont les différentes infrastructures existantes dans votre village ?

Types d'infrastructures	Localisation
1) Moulins <input type="text"/>	
2) Banques/Céréale <input type="text"/>	
3) Forages <input type="text"/>	
4) Ecoles <input type="text"/>	

6) En dehors de l'agriculture quelles sont les autres activités menées dans le village ?

.....

7) Quels sont les villages limitrophes ?

.....

8) Quelles relations spécifiques avez-vous avec ces villages ?

.....

9) Quelles sont les principales terres de culture dans le village ?

Terres de culture	Fertilité	Outil

10) Quelle est (ou peut être) la contribution du village à des travaux d'aménagement ?

investissement humain

investissement financier

11) En êtes-vous satisfaits Oui Non

Si oui pourquoi ?

.....
.....

Si non pourquoi ?

.....
.....

12) Quelle amélioration peut-on y apporter ?

.....
.....

14) Avez-vous rencontré des difficultés particulières ?

Oui Non

Si oui lesquelles ?

C/ PRODUCTIONS AGRO-SYLVO-PASTORALES/

1) Production Agricole/

a/ Système agricole

	Avantages	Inconvénients
1° Cultures pluviales unique ment..... <input type="text"/>		
2° Cultures pluviales + éle- vage <input type="text"/>		
3° Cultures pluviales + acti- vités de contre saison... <input type="text"/>		
4° Cultures pluviales + autres activités de production (artisanat etc...)..... <input type="text"/>		

b) Répartition des tâches

Préparation	Chef de famille	Epouses	Enfants		Période
			Fém.	Masc.	
Semis					
Sarclage					
Epannage d'engrais					
Récolte					
Transport de la récolte					

c) Thèmes techniques

Quels sont les thèmes techniques que vous utilisez ?

Lutte anti-érosive

Emploi de variétés améliorées

Fongicide thioral

Engrais NPK (coton)

Autres thèmes

2/ Quelles techniques de lutte anti-érosive utilisez-vous ?

Techniques utilisées	Avantages
1	
2	
3	

3/ Achetez-vous tous les facteurs de production que vous utiliser ?

Oui

Non

Si oui :

Désignation	Prix
1	
2	
3	

Si non :

Don (Quantité)	Achat (Quantité)

4/ Quels outils utilisez-vous dans vos champs ?

- . Emploi de variétés améliorées ()
- . Fongicide thioral ()
- . Engrais NPK (coton) ()
- . Autres thèmes ()

2/ . Quelles techniques de lutte anti-érosive utilisez-vous ?

TECHNIQUES UTILISEES	AVANTAGES
1	
2	
3	
4	
5	

3/ . Achetez-vous tous les facteurs de production que vous utilisez ?

- Oui () Non ()
 . Si oui :

DESIGNATION	PRIX
1	
2	
3	
4	
5	

. Si non :

DON (QUANTITE)	ACHAT (QUANTITE)

4/ . Quels outils utilisez-vous dans vos champs ?

4/ Vos champs connaissent-ils le phénomène de l'érosion ?

Oui Non

5/ Si oui à quoi l'attribuez-vous ?

.....

6/ Pouvez-vous estimer votre production ?

Oui Non

Si oui quantité ?

.....

7/ Comment utilisez-vous la production ?

.....

 Commerce

Production	Quantité vendue	Prix
Mil Sorgho Arachide		

f) Perspectives

1/ Avez-vous déjà participé à des travaux d'aménagement de terroirs ?

Oui Non

2/ Si oui sous quelle forme ?

Investissement humain

Participation financière

3/ En avez-vous été satisfaits ?

Oui Non

4/ Si oui pourquoi

.....
.....

5/ Etes-vous au courant des techniques modernes de lutte contre l'érosion ?

Oui Non

6/ Si oui les utilisez-vous ?

Oui Non

7/ D'une façon générale quels sont les principaux problèmes que vous rencontrez dans vos travaux champêtres ?

.....
.....

8/ Quelles solutions avez-vous trouvées jusque là ?

.....
.....

Pensez-vous qu'on peut les améliorer ?

Oui Non

10/ Si Oui pourquoi ?

.....
.....

2 Elevage

1) pratiquez-vous l'élevage ?

Oui Non

2) Si Oui :

Qualité		Nbre	Vendus	Prix	Observations
Petit Bétail	Chèvres				
	Moutons				
	Porcs				
	Autres				
Gros Bétail	Boeufs				
	Anes				
	Chevaux				
Volaille	Pintades				
	Poulets				
	Autres				

3/ Quels systèmes d'exploitation utilisez-vous ?

Elevage sédentaire Elevage transhumant Circuits de transhumance Autres (préciser)

4) Zones de pâturages

Localisation	Période

5) Comment nourrissez-vous le bétail ?

En saison sèche ?
En hivernage ?

6) Où l'abreuvez-vous ?

Qualité	Localisation
Marigot <input type="checkbox"/>	
Barrage <input type="checkbox"/>	
Puits <input type="checkbox"/>	
Autres (Préciser) <input type="checkbox"/>	

7) Utilisez-vous le fumier dans vos champs ?

Oui Non

8) Quelles sont les principales maladies de votre bétail ?

- 1
- 2
- 3
- 4

9) Quels sont les principaux problèmes liés à l'élevage ?

.....
.....
.....

10) Quelle aide peut-on vous apporter dans le sens de l'amélioration de votre élevage ?

.....
.....

3/ Production sylvicole

1) Existe-t-il des arbres dans vos champs ?

Oui Non

2) Les avez-vous plantés vous-mêmes ?

Oui Non

3) Existe t-il des jeunes pousses dans vos champs ?

Oui Non

4) Si oui comment les avez-vous obtenues ?

.....
.....

5) Préciser les espèces :

.....
.....

6) Pourquoi avez-vous choisi ces espèces ?

.....
.....

7) Traditionnellement quelles sont les espèces que vous utilisez le plus ?

.....
.....

8) Quels sont les avantages que vous procurent les arbres ?

.....

.....
9) Les arbres vous servent-ils dans les actions de CES ?

Oui Non

10) Si oui comment les utilisez-vous ?
.....
.....

11) Faites-vous des diguettes ?

Oui Non

12) Si oui lesquelles ?

En pierres
En terre
Autres (préciser)

13) Sont-elles :

Nues Non

Enherbées

14) Dans ce dernier cas quel est l'avantage ?

.....
.....

15) Que faut-il faire selon vous pour que le village s'intéresse à une action de plantation d'arbres ?

.....
.....

16) Etes-vous membre d'un G.V. ?

Oui Non

17) Si oui lequel ?

.....
.....

18) Si non pourquoi ?

.....
.....

D/ AUTRES ACTIVITES SOURCES DE REVENUS

1/ Activités

1) En dehors de l'agriculture quelle sont les activités qui vous procurent de l'argent ?

- 1
- 2
- 3
- 4
- 5

2) Pensez-vous qu'on peut les améliorer en vous aidant ?

Oui

Non

3) Si oui comment ?

.....
.....

4) Voudriez-vous pratiquer de nouvelles activités ?

Oui

Non

5) Si oui lesquelles ?

.....
.....
.....

2/ Formes d'utilisation de l'argent

Achat de matériel agricole

Désignation	Montant
Charrue <input type="text"/>	
Charette <input type="text"/>	
Houe <input type="text"/>	

Engrais Pesticide

Autres (préciser)

E/ QUESTION POUR LES FEMMES

Activités		Soutiens reçus (matériel/financier)	Problèmes
saison sèche	Hivernage		

1) Où cherchez-vous de l'eau ?
En saison sèche

2) Quelles sont les charges familiales des femmes ?

.....
.....

3) Fréquentez-vous un marché ?

Oui

Non

4) Si oui :

Fréquence	Lieu

1/ Participation aux travaux agricoles

1) A quels travaux particuliers participez-vous ?

.....

2) Nature des travaux pour lesquels vous êtes sollicitées

1
 2
 3
 4

3) Avez-vous une parcelle ?

Oui Non 2) Ressources de la femme

1) D'où viennent par ordre d'importance vos principales ressources monétaires ?

Activités agricoles Activités non agricoles

2) Participez-vous à la gestion d'unités économiques ?

Banques de céréales Moulins

Autres (préciser)

3) Etes-vous alphabétisée ?

Oui

Non

4) si oui quels sont les avantages ?

.....
.....

5) Si non pourquoi ?

.....
.....

3/ Opinions sur le développement/

1) Pensez-vous que la vie des femmes au village n'est plus la même qu'autrefois ?

Oui

Non

2) Qu'est-ce-qui a changé selon vous ?

.....
.....

3) Que suggérez-vous pour améliorer la vie de la femme au village ?

.....
.....

4) Pensez-vous que vous supportez plus de charges familiales qu'il n'en faut ?

Oui

Non

5) Que proposez-vous pour les alléger ?

.....
.....

F/ PROBLEME DE PARTICIPATION DES POPULATIONS A LA GESTION DE LEUR TERROIR

(Aux structures communautaires : groupements d'agriculteurs et d'éleveurs).

1/ Réorganisation agraire et foncière (R.A.F) et droit foncier coutumier.

a) Système foncier traditionnel (avant la R.A.F)

- 1) Qui attribue (ait) les terres dans le village ?
- 2) Quels sont les interdits liés à la terre ?
 - 1
 - 2
 - 3
 - 4
- 3) Quels sont (étaient) les conditions à remplir pour obtenir un champ ?
.....
.....
- 4) La terre se donne-t-elle par famille ou par individu ?
Aux autochtones ?
Aux étrangers ?
- 5) Quelles sont les contraintes liées au parcours ?
 - 1
 - 2
 - 3
- 6) Quand commence le droit d'usage sur une terre ?
.....
.....
- 7) Quand prend-t-il fin ?
.....
.....
- 8) Le système foncier actuel connaît-il des cas de plaintes ?
Oui Non
- 9) Le système d'attribution des terres n'a-t-il pas connu une évolution dans le temps ?
Oui Non

10) Si oui laquelle ?

.....
.....

b) Questions soulevées par l'application de la R.A.F/

1) Savez-vous qu'il existe des textes régissant les modes d'attribution et de gestion des terres ?

Oui Non

2) Si oui comment les jugez-vous ?

.....
.....

3) Si non savez-vous que toutes les terres appartiennent à l'Etat ?

.....
.....

4) Quelles remarques faites-vous ?

.....
.....

5) Les textes disent que seuls les C.R. sont habilités à attribuer les terres.

6) Qu'en pensez-vous ?

.....
.....

7) Les nouveaux textes vous demandent de vous réunir dans des structures pour occuper et exploiter l'espace. Qu'en pensez-vous ?

.....
.....

8) Ils disent également que le gardiennage et le parcage de nuit sont obligatoires et permanents en toute saison.

Cela cadre-il avec vos habitudes ?

Oui

Non

Si non pensez-vous que ce soit possible ?

.....
.....

A quelles conditions ?

.....
.....

9) Pensez-vous que la R.A.F. soit une bonne chose ?

Oui

Non

Si non pourquoi ?

.....
.....

10) Quelles propositions faites-vous alors pour l'améliorer ?

- 1
- 2
- 3
- 4

2/ Participation paysanne à la gestion des terroirs villageois

La gestion des terroirs a deux composantes principales :

l'aménagement et le développement

L'aménagement comprend les activités de CES/AGF.

La partie développement englobe les activités socio-économiques.

1) Dans laquelle de ces deux parties pensez-vous pouvoir apporter votre contribution pour une gestion rationnelle de votre terroir ?

Aménagement

Développement

2) Pourquoi ?

.....
.....

a) Aménagement

* Forme de participation

* Sous quelle forme souhaitez-vous intervenir ?

* 1 investissement humain

2 Participation financière

3 Autres

* Mode de participation

Voulez-vous seulement être manoeuvre (non salarié) ?

Oui

Non

Si non pourquoi ?

.....
.....

Souhaiteriez-vous être responsabilisé ?

1) Entièrement ?

Oui

Non

Si oui pourquoi ?

.....
.....

2) Partiellement ?

Oui

Non

Si oui pourquoi ?

.....
.....

3) Quels rôles pensez-vous pouvoir occuper alors ?

.....
.....

Pourquoi ?

.....
.....

* Structure de participation

Quelles sont selon vous les structures qui mobiliseraient le maximum de participants possible ?

structures populaires G.V. Autres

Pourquoi ?

.....
.....

b) Développement

1) Quelles sont les activités autres que l'agriculture que vous pratiquez ?

- 1
- 2
- 3
- 4

2) D'où proviennent les fonds qui vous ont servi au démarrage ?

Revenus agricoles

Crédit

3) Dans le cas du crédit quel est l'organisme attributaire ?

.....
.....

4) Vous donne-t-il satisfaction ?

Oui

Non

5) Voudriez-vous mener d'autres activités ?

Oui

Non

6) Si oui souhaiteriez-vous une aide extérieure ?

Oui

Non